

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

DEUXIÈME PARTIE

SESSION ORDINAIRE DE 1959

du 28 avril au 28 juillet 1959.

TABLE NOMINATIVE

A

ABDELLATIF (M. MOHAMED SAÏD) [Sénateur de Tizi-Ouzou].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

ABEL-DURAND (M.) [Sénateur de la Loire-Atlantique].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé Président de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre de la commission économique et sociale de l'Organisation commune des régions sahariennes* [23 juin 1959]. — *Membre du conseil supérieur de la sécurité sociale* [25 juin 1959]. — *Membre de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale* [8 juillet 1959].

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif à l'accèsion des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse [16 juin 1959] (I., n° 84).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 161). Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 181 à 184). — *Suite de la discussion générale* [17 juin 1959] (p. 250). — Discussion des articles. — Art. 2 : *observations sur l'amendement de M. Plaît relatif à l'affectation par décret d'une partie des fonds d'action sanitaire et sociale, modifié par le sous-amendement de M. Le Basser tendant à supprimer la référence à la carence des organismes de sécurité sociale* (p. 260). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 568 à 570). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [24 juillet 1959]. — Discussion de l'article 1^{er} : *amendement de M. Restat* (p. 644). — Explique son vote sur le **projet de loi de programme, discuté en deuxième lecture, relatif à l'équipement sanitaire et social** [24 juillet 1959] (p. 651). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion des articles. — **DE LA PROMOTION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL**. — Art. 8 : *amendement de M. Menu* (p. 666). — **DISPOSITIONS DIVERSES**. — Art. 17 : *amendement rédactionnel de M. Menu* (p. 669) ; sur l'ensemble

(p. 670). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires sociales dans la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages subis au Maroc par des Français** [25 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *amendements de MM. Armengaud et Martin* (p. 688).

ACHOUR (M. YOUSSEF) [Sénateur d'Alger].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959]. — *Donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales* [2 juillet 1959]. — *Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

AHMED (M. ABDALLAH) [Sénateur des Comores].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

AL SID CHEIKH BEN HAMZA (M.) [Sénateur de la Saoura].

Elu le 24 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

ALRIC (M. GUSTAVE) [Sénateur de l'Aube].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé Vice-Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — *Membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe* [2 juillet 1959]. — *Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale* [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (énergie électrique), à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 510 à 512). — *Suite de la discussion* [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique; *alinéa 1^{er} : son amendement tendant à réduire le montant des crédits affectés au programme d'équipement* (p. 577, 578).

ANDRE (M. LOUIS) [Sénateur du Calvados].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

ARGENLIEU (M. PHILIPPE D') [Sénateur de la Sarthe].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Vice-Président de la commission des affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées** [6 mai 1959].

ARMENGAUD (M. ANDRÉ) [Sénateur représentant les Français établis hors de France].

Nommé par le Sénat le 5 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — Est élu **délégué** représentant la France à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [2 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Belgique signée à Bruxelles le 20 janvier 1959, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement [25 juin 1959] (I., n° 112). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1959, adopté par l'Assemblée nationale [25 juin 1959] (I., n° 114).

Question orale :

M. André Armengaud expose à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques que certaines organisations commerciales existant dans le secteur de l'épicerie et vendant aux consommateurs les produits aux « prix usine » majorés de 8 p. 100 en moyenne se voient opposer des refus de vente par des grandes entreprises françaises ou des filiales d'entreprises étrangères de réputation internationale. Il lui demande si cette pratique ne devrait pas être assimilée à la pratique des prix illicites par l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, modifiée par le décret n° 58-145 du 24 juin 1958 [30 juin 1959] (n° 35). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 555, 556).

Interventions :

Prend part, en remplacement de M. Peschaud, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 176, 177 et 178). — **Suite de la discussion** [17 juin 1959]. — Discussion des articles. — Prend la parole, en remplacement de M. Pellenc, rapporteur de la commission des finances. — Art. 2 : *amendement de M. Marrane tendant à supprimer ce texte* (p. 258) ; Art. 3 : *amendement de M. Marrane tendant à supprimer cet article* (p. 261) ; *amendement de M. Monteil* (ibid.). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant convention entre la France et la Belgique en matière d'impôts** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 361). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 363 à 366). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *son amendement tendant à limiter l'octroi de la grantie de l'Etat* (p. 369, 370). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 35** (cf. supra) [21 juillet 1959] (p. 555, 556). — Intervient, au nom de M. Peschaud, rapporteur de la commission des finances, dans la discussion, en deuxième lecture, du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [24 juillet 1959] (p. 649). — Discussion de l'article 2 : *amendement de M. Peschaud tendant à insérer, après les mots « commissions régionales d'action sanitaire et sociale », entre virgules, les mots « et en cas de carence des organismes de sécurité sociale »* (p. 650, 651). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion des articles. — DE LA PROMOTION PROFESSIONNELLE. — Art 6 : (p. 665). — Prend part, en remplacement de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages subis au Maroc par des Français** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 684). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *son amendement tendant à limiter au 31 décembre 1956 l'application des dispositions prévues dans la loi* (p. 686, 687, 688) ; Art. 4 : *son amendement tendant à préciser que les intéressés ne devront en aucun cas rembourser les avances dont ils ont pu bénéficier antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 689) ; à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des militaires du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 694). — Discus-

sion des articles. — Art. 1^{er} : *son amendement rédactionnel tendant à préciser les modalités d'application des droits reconnus aux victimes des attentats* (p. 695). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions diverses concernant le Trésor)** [27 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 701).

AUBERGER (M. FERNAND) [Sénateur de l'Allier].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — Est nommé membre de la commission supérieure de classement des recettes-buralistes [17 juin 1957].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 21 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 en vue du rétablissement de la retraite du combattant [6 mai 1959] (I., n° 27). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rétablissant le siège des commissions d'assistance dans chaque chef-lieu de canton en vue d'éviter des déplacements difficiles et coûteux imposés actuellement aux maires et conseillers généraux [6 mai 1959] (I., n° 32). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des gisements hydro-minéraux sur le territoire national [2 juin 1959] (I., n° 64). — *Rapport* fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement scolaire et universitaire [21 juillet 1959] (I., n° 148).

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 614, 615).

AUBERT (M. EMILE) [Sénateur des Basses-Alpes].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de protéger la production, à l'échelle familiale, de la lavande et du lavandin [27 mai 1959] (I., n° 51).

AUDY (M. MARCEL) [Sénateur de la Corrèze].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — Donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles [16 juin 1959]. — Est nommé membre de la commission des affaires sociales [16 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

AUGARDE (M. JACQUES) [Sénateur de Constantine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

B

BACON (M. PAUL), ministre du travail (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de M. Pierre Marcilhacy concernant le **fonctionnement de la sécurité sociale** [2 juin 1959] (p. 154, 155 et 156). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 263). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Béthouart tendant à insérer un nouvel alinéa visant les veuves de salariés ou assimilés* (p. 266) ; Art. 3 : *amendement de M. Dutoit* (ibid.). — Répond à la question orale de M. Michel de Pontbriand concernant la **refonte des différents régimes de la sécurité sociale** [23 juin 1959] (p. 282) ; à la question orale de M. Bouquerel relative à la **suppression de l'allocation-logement à certaines familles** (p. 283). — Répond à la question orale de M. Métayer relative à la **réglementation de la sécurité sociale** [30 juin 1959] (p. 359).

BAGNEUX (M. JEAN DE) [Sénateur des Côtes-du-Nord].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — Membre de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages [21 juillet 1959].

BAJEUX (M. OCTAVE) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à la stabilisation des fermages [6 mai 1959] (I., n° 24).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 476, 477).

BALESTRA (M. CLÉMENT) [Sénateur du Var].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [30 juin 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1959 [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 369).

BARATGIN (M. PAUL) [Sénateur des Hautes-Pyrénées].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

BARDOL (M. JEAN) [Sénateur du Pas-de-Calais].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

BARRACHIN (M. EDMOND) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

BASSOLETH (M. BLAISE) [Sénateur de la Haute-Volta].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

BAUMEL (M. JACQUES) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à la question orale de M. Repiquet relative à l'unification des forces armées métropolitaines et d'outre-mer [30 juin 1959] (p. 360, 361).

BAYROU (M. MAURICE) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

BEAUJANNOT (M. JOSEPH) [Sénateur du Loir-et-Cher].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (télécommunications), à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 523, 524, 525).

BEGUERE (M. ANTOINE) [Sénateur des Hautes-Pyrénées].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

BELABED (M. MOHAMED) [Sénateur d'Oran-Tlemcen].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

BELHABICH (M. SLIMAN) [Sénateur d'Oran-Tlemcen].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

BELKADI (M. ABDENNOUR) [Sénateur de Tizi-Ouzou].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

BELOUCIF (M. AMAR) [Sénateur de Bône].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [2 juillet 1959]. — Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

BENACER (M. SALAH) [Sénateur de Tizi-Ouzou].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

BENALI (M. BRAHIM) [Sénateur d'Orléansville-Médéa].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

BENCHERIF (M. MOUAAOUIA) [Sénateur d'Orléansville-Médéa].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

BENCHIHA (M. ABDELKADER) [Sénateur d'Oran].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

BENE (M. JEAN) [Sénateur de l'Hérault].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les dispositions de la loi de finances en ce qui concerne les droits de circulation ainsi que la taxe unique sur les vins et à revenir aux mesures fiscales antérieures [6 mai 1959] (I., n° 28).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 254). — Intervient dans la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 270).

BENHABYLES (M. CHÉRIF) [Sénateur de Constantine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Réélu Sénateur de Constantine le 31 mai 1959.

Intervention :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 323, 324).

BENTCHICOU (M. AHMED) [Sénateur de Constantine].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959]. — *Donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales* [8 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [8 juillet 1959].

BERNIER (M. LUCIEN) [Sénateur de la Guadeloupe].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 633, 634).

BERTAUD (M. JEAN) [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de loi, tendant à compléter les articles 111 et 114 du code de l'administration communale, relatifs à l'exercice des pouvoirs de police dans les communes du département de la Seine [23 juillet 1959] (I., n° 164).

Questions orales :

M. Jean Bertaud demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* quelles sont les mesures déjà intervenues ou à intervenir qui doivent permettre de répondre à l'opinion née dans les milieux d'anciens combattants à la suite des mesures visant l'office national et la retraite des anciens combattants [9 juin 1959] (n° 11). — Réponse [16 juin 1959] (p. 225 à 228). — **M. Jean Bertaud** attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur certaines hausses récentes de nature à alourdir le coût de la vie. Il se permet de souligner que la solidarité de l'ensemble de la population à l'égard de l'action gouvernementale, solidarité entraînant chez les plus modestes un sacrifice quotidien portant souvent sur l'essentiel, rend souhaitable que le Gouvernement précise le plus souvent possible et au fur et à mesure l'ampleur exacte des hausses les plus récentes, particulièrement de celles touchant directement au budget quotidien des foyers ; dans quelle mesure le Gouvernement possède le contrôle de ces hausses et en prévoit les limites ; si telle résorption est d'ores et déjà prévue et dans quels délais. Il estime que ces mises au point dont il attend la première de l'obligeance de *M. le Premier ministre*, auront le double avantage d'encourager les partisans sincères de l'assainissement en cours et de décourager ceux qui amplifient les difficultés à des fins intéressées [20 juillet 1959] (n° 50). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 541, 542 et 543). — **M. Jean Bertaud** rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à l'occasion d'une audience qu'il a récemment accordée à des délégations syndicales ouvrières et patronales, la question a été évoquée de la possibilité de réaliser des économies sensibles par une refonte des conditions de passation et d'exécution des marchés passés par l'Etat et les collectivités publiques, et lui demande quelles mesures il envisage de prendre

dans ce domaine qui a déjà fait l'objet d'un rapport ancien du Conseil économique [20 juillet 1959] (n° 13). — **M. Jean Bertaud** demande à *M. le ministre de l'industrie et du commerce*, à la suite de la publication de la lettre de *M. le Premier ministre* à une organisation syndicale ouvrière précisant qu'une fraction de l'augmentation annuelle de la productivité devait être consacrée à la baisse de certains prix, quelles mesures sont envisagées pour que ces réductions de prix obtenues à la production se répercutent à l'échelon consommation, les conditions actuelles faisant apparaître que la baisse des indices des prix de gros n'est pas accompagnée d'une baisse analogue de l'indice des prix de détail [20 juillet 1959] (n° 54).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la fixation de la date de discussion de la question orale de *M. Courrière* concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959] (p. 151). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 157). — Prend part au débat sur la question orale de *M. Courrière* concernant la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 197) ; explication sur les motifs d'absence du Gouvernement (p. 202). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 11** (*cf. supra*) [16 juin 1959] (p. 228). — Explique son vote sur la proposition de résolution déposée en conclusion du débat sur la question orale de *M. Péridier* relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 294). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *son amendement tendant à modifier cet article en ce qui concerne les infractions sanctionnées par des peines ne dépassant pas un certain quantum (peines d'emprisonnement de deux mois ou de six mois avec sursis)* (p. 400) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 21 bis (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer ce texte supprimant la mention au casier judiciaire de certaines condamnations amnistiées* (p. 405). — Explique son vote sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959] (p. 494). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 50** (*cf. supra*) [21 juillet 1959] (p. 542, 543). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des militaires du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 695).

BERTHOIN (M. JEAN) [Sénateur de l'Isère].

Ministre de l'intérieur (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959).

Réélu sénateur le 26 avril 1959.

Donne sa démission de ministre de l'intérieur le 27 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [2 juin 1959].

BERTRAND (M. MARCEL) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

BETHOUART (GÉNÉRAL ANTOINE) [Sénateur représentant les Français établis hors de France].

Nommé par le Sénat le 5 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'accèsion des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 264, 265). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa visant les veuves de salariés ou assimilés* (p. 266). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages subis au Maroc par des Français** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 684, 685 et 686).

BILLIEMAZ (M. AUGUSTE-FRANÇOIS) [Sénateur de l'Ain].
Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Membre du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction [7 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

BLONDELLE (M. RENÉ) [Sénateur de l'Aisne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée parlementaire européenne [24 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et le protocole additionnel de cette convention signé à Paris le 20 mars 1952 [6 mai 1959] (I, n° 36). — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire précéder d'un exposé des motifs tout texte d'origine réglementaire : ordonnances et décrets [6 mai 1959] (I, n° 37). — Proposition de loi tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural [4 juin 1959] (I, n° 72).

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 463, 464 et 465).

BOISROND (M. JACQUES) [Sénateur du Loir-et-Cher].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

BONNEFOUS (M. EDOUARD) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Question orale :

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre de la construction* quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les espaces verts, les sites et les paysages de Seine-et-Oise menacés par l'extension des zones d'urbanismes. Il lui demande, en outre, s'il envisage de prendre des mesures de développement et d'aménagement de ces espaces verts dans le cadre du plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne [7 juillet 1959] (n° 44). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 558, 559).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 180, 181). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 44** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 558, 559). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 564 à 567).

BONNEFOUS (M. RAYMOND) [Sénateur de l'Aveyron].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion de la fixation de la date de discussion de la question orale de M. Courrière concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959]. — Intervient, en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélôt portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. Art. 11 et 12 : observations sur les systèmes de votation des articles 55 et 56 du règlement du Sénat (p. 208).

BONNET (M. GEORGES) [Sénateur de la Lozère].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

BORDENEUVE (M. JACQUES) [Sénateur du Lot-et-Garonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

BORGEAUD (M. HENRI) [Sénateur d'Alger].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

BOTOKEY (M. LAURENT) [Sénateur de Madagascar].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

BOUCHER (M. ALBERT) [Sénateur de la Loire-Atlantique].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

BOULANGE (M. MARCEL) [Sénateur du territoire de Belfort].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder la santé publique par un juste aménagement des récentes décisions concernant les assurés sociaux et les vieux travailleurs [6 mai 1959] (I, n° 29).

BOULANGER (M. GEORGES) [Sénateur du Pas-de-Calais].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à substituer au revenu cadastral une nouvelle base de répartition des charges fiscales, sociales et économiques de l'agriculture [27 mai 1959] (I, n° 58). — Proposition de loi tendant à modifier les articles 724, 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135 et 2193 à 2195 du code civil, à supprimer les articles 1540 à 1581 du code civil ainsi qu'à ajouter au titre V du livre III du code civil un chapitre IV intitulé : « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage. » [30 juin 1959] (I, n° 120).

Interventions :

Prend part à la discussion de la question orale de M. Courrière concernant la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 200, 201). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — (p. 493).

BOULLOCHE (M. ANDRÉ), ministre de l'éducation nationale (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond, en cette qualité, à la question orale de M. Chauvin relative aux **subventions aux communes pour la construction de logements d'instituteurs** [23 juin 1959] (p. 281, 282). — Répond à la question orale de M. André Fosset concernant la **fermeture de certains centres d'apprentissage** [21 juillet 1959] (p. 557). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 611 à 614); (p. 636 à 638). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1959]. — Discussion de l'article 1^{er} : *amendement additionnel de M. Restat tendant à assimiler les subventions accordées par certains départements*

pour les constructions scolaires aux subventions d'Etat (p. 644). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 652, 653). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *amendement de M. Pisani* (p. 664). — DE LA PROMOTION PROFESSIONNELLE. — Art. 6 : *amendement de M. Menu tendant à étendre le bénéfice de cet article aux écoles techniques privées reconnues par l'Etat* (p. 665). — DE LA PROMOTION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL. — Art. 8 : *amendement de M. Menu* (p. 666). — DISPOSITIONS DIVERSES. — Art. 17 : *amendement rédactionnel de M. Menu* (p. 669). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [27 juillet 1959] (p. 704).

BOULOUX (M. JEAN-MARIE) [Sénateur de la Vienne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

BOUQUEREL (M. AMÉDÉE) [Sénateur de l'Oise].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission économique et sociale de l'Organisation commune des régions sahariennes [23 juin 1959]. — *Membre* de la commission de gestion du fonds spécial d'investissement routier [30 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de résolution de M. Fernand Verdeille et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le financement des tranches départementale, vicinale, rurale et urbaine du fonds d'investissement routier [2 juin 1959] (I., n° 62).

Question orale :

M. Amédée Bouquerel expose à **M. le ministre du travail** que l'allocation logement n'est versée qu'aux bénéficiaires d'une prestation familiale : salaire unique, allocations familiales, etc., et que la suppression de l'allocation de salaire unique pour les ménages n'ayant qu'un enfant à charge de plus de cinq ans a entraîné la suppression de cette allocation logement, entraînant une réduction de ressources considérable pour un budget modeste. Il lui demande, en conséquence, ce qui pourrait être fait pour rétablir dans ce cas l'allocation logement [16 juin 1959] (n° 16). — Réponse [23 juin 1959] (p. 283, 284).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 156, 157) ; sur *l'amendement de M. Sempé à l'article unique* (p. 164). — *Est entendu* lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 16** (cf. *supra*) [23 juin 1959] (p. 283, 284).

BOUSCH (M. JEAN-ÉRIC) [Sénateur de la Moselle].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — *Est nommé membre* du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction [7 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à opérer un choix des investissements et des moyens de financement en matière énergétique pour éviter, dans le cadre national et à l'échelle européenne, la concurrence abusive entre sources d'énergie et les troubles sociaux qui en découleraient. — [16 juin 1959] (I., n° 87).

BOUTEMY (M. ANDRÉ) [Sénateur de la Seine-et-Marne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le

projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut de l'économat de l'armée [7 juillet 1959] (I., n° 134). — *Avis* présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre [7 juillet 1959] (I., n° 136).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 272). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 366). — Intervient dans la discussion de la **proposition de résolution relative à l'indexation et à la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Observations sur la demande de vote par division présentée par M. Guy Petit (p. 376). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'économat de l'armée** [7 juillet 1959] (p. 422) ; dans la discussion du **projet de loi fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre** (p. 423).

Décédé le 15 juillet 1959. — *Eloge funèbre prononcé* par M. Gaston Monnerville, Président du Sénat, le [21 juillet 1959].

BOUVARD (M. ROBERT) [Sénateur de la Haute-Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

BRAJEUX (M. JEAN) [Sénateur de l'Eure].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 485).

BRAYARD (M. JOSEPH) [Sénateur de l'Ain].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil supérieur de la coopération [17 juin 1959].

BREGEGERE (M. MARCEL) [Sénateur de la Dordogne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

BROUSSE (M. MARTIAL) [Sénateur de la Meuse].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission supérieure des prestations familiales agricoles [20 juillet 1959].

Question orale :

M. Martial Brousse expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi du 24 mai 1946 a prévu l'octroi de prêts à caractéristique spéciale aux jeunes agriculteurs ; que le montant de ces prêts fixé d'abord à 350.000 francs a été successivement porté à 700.000 francs puis à 1.200.000 francs ; que beaucoup de jeunes agriculteurs ne peuvent obtenir ces prêts d'installation qu'avec des retards de dix-huit mois à deux ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales puissent bénéficier des prêts afin que la loi du 24 mai 1946 dans un délai raisonnable ne dépassant pas trois ou quatre ans [2 juillet 1959] (n° 42). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 550, 551).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 453 et 454). — Est entendu lors de la réponse du Ministre à sa **question orale n° 42** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 551).

BRU (M. ROLAND) [Sénateur du Gabon].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

BRUN (M. RAYMOND) [Sénateur de la Gironde].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil national des services publics, départementaux et communaux [23 juin 1959].

Est élu juge suppléant de la haute cour de justice [24 juillet 1959].

BRUNHES (M. JULIEN) [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

BRUYAS (M. FLORIAN) [Sénateur du Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 255).

BURGAT (M. GABRIEL) [Sénateur de Bône].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [2 juillet 1959].

BURON (M. ROBERT), **ministre des travaux publics et des transports** (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond, en cette qualité, à la question orale de M. Yves Estève relative à la **retraite des anciens combattants des chemins de fer** [30 juin 1959] (p. 356). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 502 à 506). — Répond : à la question orale de M. Pierre Marcihacy concernant le **port d'une coiffure protectrice pour les usagers de véhicules à deux roues** [21 juillet 1959] (p. 553, 554) ; à la question orale de M. Maurice Carrier concernant la **retraite des cheminots français de Tunisie** (p. 555). — **Suite de la discussion générale du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959] (p. 563). — Discussion de l'article unique, *alinéa 2°* : observations ayant porté notamment sur le fonds d'investissement routier, les constructions navales, le tourisme, l'aéronautique civile, la S. N. C. F. (p. 582 à 586) ; *amendement* de M. Pinton tendant à **réduire le montant du programme d'équipement prévu pour la S. N. C. F.** (p. 586, 587) ; *amendement* de M. Guy Petit tendant à **réduire le montant du programme d'équipement prévu pour les travaux publics** (p. 589) ; *amendement* de M. Dailly (p. 591) ; *amendement* de M. de La Gontrie tendant à **compléter l'article unique par un alinéa disposant que le fonds routier disposera, à partir de l'exercice 1960, des dotations prévues par les textes qui le régissent** (p. 591).

C

CAPELLE (M. OMER) [Sénateur de la Somme].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

CARCASSONNE (M. ROGER) [Sénateur des Bouches-du-Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à instituer au cours de la procédure de divorce, tant en première instance qu'en appel, un conseil désigné à l'effet de donner son avis sur l'attribution du droit de garde et à proposer toutes mesures dans l'intérêt de l'enfant [4 juin 1959] (I., n° 70).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 13 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer cet article étendant le bénéfice de l'amnistie aux anciens combattants ou déportés, délinquants primaires, condamnés pour des faits antérieurs au 28 avril 1959* (p. 402, 403). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 477, 478 et 479).

CARDOT (Mme MARIE-HÉLÈNE) [Sénateur des Ardennes].

Réélue le 26 avril 1959.

Est élue **vice-présidente du Sénat** [5 mai 1959].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission des vœux présentés par les associations d'anciens combattants et victimes de guerre [17 juin 1959]. — *Membre* du conseil supérieur du service social [20 juillet 1959].

En qualité de vice-présidente, préside la première séance du 21 juillet 1959.

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnels militaires des forces armées françaises par suite des événements qui se déroulent en Algérie. [23 juillet 1959] (I., n° 159).

Questions orales :

Mme Marie-Hélène Cardot demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il a l'intention de prendre les mesures nécessaires en vue d'une prochaine ratification de la Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies, le 20 juin 1956, avec l'appui du représentant du Gouvernement français et lui signale qu'en l'absence de cette ratification, les familles restées à l'étranger des travailleurs émigrés ne disposent toujours d'aucun recours légal en cas d'abandon de famille [4 juin 1959] (n° 9). — Réponse [16 juin 1959] (p. 224). — Mme Marie-Hélène Cardot expose à M. le ministre de la justice que les dispositions de l'article 15 du décret du 22 décembre 1958 autorisent les avoués près les tribunaux de première instance, domiciliés dans une commune où n'a pas été créé un tribunal de grande instance, à conserver leur résidence actuelle, et lui demande s'il n'envisage pas de faire bénéficier de ces dispositions les successeurs des titulaires actuels [20 juillet 1959] (n° 51). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 559, 560).

Interventions :

Est entendue lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 9** (cf. *supra*) [16 juin 1959] (p. 224). — Est entendue lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 51** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 560). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des militaires du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 693).

CARRIER (M. MAURICE) [Sénateur représentant les Français établis hors de France].

Nommé par le Sénat le 5 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

Question orale :

M. Maurice Carrier expose à *M. le Premier ministre* que le *Journal officiel* de la République française du 7 août 1956, n° 182, a publié la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions du reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie. L'article 11 de cette loi précise dans quelles conditions l'Etat français accorde sa garantie aux retraites des agents de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (ex C. E. T.) et du chemin de fer de la Compagnie des phosphates de Gafsa (C. F. T.). Un projet de décret, pris en application de cet article 11 et fixant les modalités de cette garantie, a été élaboré par *M. le ministre des affaires étrangères*. Il donne satisfaction aux intéressés, mais le retard apporté à sa parution est imputable aux modalités financières d'application et les cheminots retraités sont émus par cette situation qui leur est préjudiciable. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il est dans les intentions du Gouvernement de faire bénéficier les intéressés des dispositions du projet de décret élaboré par *M. le ministre des affaires étrangères* [20 juillet 1959] (n° 52). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 555).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 52** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 555).

CHAMPEIX (M. MARCEL) [Sénateur de la Corrèze].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 313, 314 et 315). — Discussion des articles. — DISPOSITIONS FINANCIÈRES INTÉRESSANT L'ALGÉRIE. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 17 nouveau disposant que la présente loi n'a qu'un caractère transitoire* (p. 339).

CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Sénateur du Puy-de-Dôme].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Question orale :

M. Michel Champléboix demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il a l'intention de prévoir au budget de 1960 le rétablissement des crédits concernant le fonds d'investissement routier pour les tranches départementale, vicinale, rurale et urbaine [12 mai 1959] (n° 2). — Réponse [2 juin 1959] (p. 151, 152 et 153).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 2** (cf. *supra*) [2 juin 1959] (p. 152).

CHARPENTIER (M. MAURICE) [Sénateur du Loiret].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

CHATENET (M. PIERRE), **Ministre de l'intérieur** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de *M. Camille Vallin* concernant les **agressions contre des réunions publiques** [7 juillet 1959] (p. 421).

CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Question orale :

M. Adolphe Chauvin a l'honneur de demander à *M. le ministre de l'éducation nationale* en vertu de quelles dispositions législatives le Gouvernement a pu réduire les subventions accordées aux communes pour la construction de logements d'instituteurs. Cette récente décision risque d'avoir un double effet malheureux pour les communes : difficultés accrues dans le recrutement de maîtres et charges financières accrues du fait de versement d'indemnités de logement dues aux instituteurs. Aussi, paraît-il souhaitable que le Gouvernement abroge la récente décision réduisant à un tiers du nombre de classes le nombre de logements susceptibles de bénéficier de la subvention de l'Etat, et revienne à la situation antérieure. Celle-ci prévoyait que la subvention s'appliquait à un nombre de logements égal aux deux tiers du nombre de classes [9 juin 1959] (n° 13). — Réponse [23 juin 1959] (p. 281, 282).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 13** (cf. *supra*) [23 juin 1959] (p. 282).

CHAZALON (M. ANDRÉ) [Sénateur de la Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate et importante aux victimes des ouragans du 24 mai 1959 dans la vallée du Gier [2 juin 1959] (I., n° 61).

CHENOT (M. BERNARD), **Ministre de la santé publique et de la population** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond, en cette qualité, à la question orale de *M. Raybaud* concernant le **centre hospitalier de Nice** [2 juin 1959] (p. 153). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 171 172). — Répond à la question orale de *M. Schwartz* relative à la **construction d'un hôpital à Thionville** [16 juin 1959] (p. 229, 230). — Prend la parole dans la suite de la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 255 à 257). — Discussion des articles. — Art 2 : *amendement de M. Marrane tendant à supprimer ce texte* (p. 258) ; *amendement de M. Plait sous-amendé par M. Le Basser* (p. 259) ; art 3 : *amendement de M. Marrane tendant à supprimer ce texte* (p. 261) ; *amendement de M. Monteil (ibid.)*. — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [24 juillet 1959]. — Discussion de l'article 2 : *amendement de M. Peschaud* (p. 650, 651).

CHEVALIER (M. ROBERT) [Sénateur de la Sarthe].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

CHEVALLIER (M. PAUL) [Sénateur de la Savoie].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

CHEVIGNY (M. PIERRE DE) [Sénateur de la Meurthe-et-Moselle].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite de la mission d'information effectuée en Algérie par une délégation de la commission [24 juillet 1959] (I., n° 167).

CHOCHOY (M. BERNARD) [Sénateur du Pas-de-Calais].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959].

Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabacs [17 juin 1959].

Question orale :

M. Bernard Chochoy rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que l'article 10 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 ouvre aux sinistrés mobiliers la possibilité d'aliéner leur créance et lui demande pour quelle raison il n'a pas encore jugé opportun de donner son accord au décret d'application de ce texte — déposé et voté avec l'approbation du ministère des finances — décevant ainsi l'attente des sinistrés qui ne comprennent pas qu'une disposition législative reste depuis deux ans déjà lettre morte [21 juillet 1959] (n° 57).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 246, 247). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 457, 458). — Prend part, en qualité de Rapporteur spécial de la commission des finances (télécommunications), à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 517 à 519) ; (p. 524, 525). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 592). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 624). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [24 juillet 1959]. — Discussion de l'article 2 : *amendement de M. Pechaud* (p. 650). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des militaires du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 694). — Explique son vote sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions concernant le Trésor)** [27 juillet 1959] (p. 702, 703).

CLAIREAUX (M. HENRI) [Sénateur de Saint-Pierre et Miquelon].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

CLAPAREDE (M. EMILE) [Sénateur de l'Hérault].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

CLERC (M. JEAN) [Sénateur de la Haute-Savoie].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

COGNIOT (M. GEORGES) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir et préserver la laïcité de l'école [12 mai 1959] (I., n° 43). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en 1959 la date de la rentrée scolaire (enseignement du deuxième degré et technique) au 1^{er} octobre [2 juin 1959] (I., n° 59).

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 621 à 626) ; (p. 627).

COLIN (M. ANDRÉ) [Sénateur du Finistère].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : **explique son vote sur l'amendement de M. Plait, modifié par le sous-amendement de M. Le Basser** (p. 260). — Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 335 et 336).

COPPENRATH (M. GÉRALD) [Sénateur de la Polynésie française].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie des textes relatifs à l'usurpation de fonctions** [2 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 393).

CORNAT (M. HENRI) [Sénateur de la Manche].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement économique général [8 juillet 1959] (I., n° 141).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (énergie électrique), à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 519, 520). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique; *alinéa 1^{er} : son amendement tendant à modifier cet alinéa par une disposition prévoyant avant la fin de l'année 1959 le dépôt d'un programme énergétique global* (p. 577).

CORNU (M. ANDRÉ) [Sénateur des Côtes-du-Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement la retraite du combattant [6 mai 1959] (I., n° 38). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le remboursement général par les caisses de sécurité sociale de la fraction inférieure à 3.000 francs par semestre civil et par assuré [6 mai 1959] (I., n° 39).

Intervention :

Prend part au débat sur la question orale de M. Courrière relative à la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 201, 202).

CORNUT-GENTILLE (M. BERNARD), ministre des postes, télégraphes et téléphones (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Intervient — en remplacement de M. Jacques Soustelle, ministre délégué auprès du Premier ministre — dans la discussion du **projet de loi portant extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie des textes relatifs à l'usurpation de fonctions** [2 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 392). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi de pro-**

gramme relatif à l'équipement économique général [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 506). — Suite de la discussion [21 juillet 1959] (p. 592).

COUDE DU FORESTO (M. YVON) [Sénateur des Deux-Sèvres].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [16 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Question orale avec débat :

M. Yvon Coudé du Foresto demande à M. le ministre de l'agriculture de définir la politique agricole du Gouvernement face à l'évolution de l'agriculture et à la grave crise que traverse celle-ci [12 mai 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat [9 juin 1959]. Discussion des articles. — Art. 9 (précédemment réservé) : son amendement tendant à supprimer cet article (p. 209). — Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole [7 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 434 à 436). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 7 juillet 1959 [8 juillet 1959] (p. 446). — Suite de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole [8 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — Amendement de M. Lalloy (p. 493). — Explique son vote sur l'ensemble (p. 494). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (aviation civile) à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 516, 517). — Suite de la discussion [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique ; alinéa 1^{er} (p. 575).

COURRIERE (M. ANTOINE) [Sénateur de l'Aude].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — Membre : de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières [16 juin 1959] ; du comité d'examen des comptes des travaux de la marine [23 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire [12 mai 1959] (I., n° 44).

Question orale :

M. Antoine Courrière demande à M. le Premier ministre s'il a fourni au Conseil constitutionnel chargé de statuer sur le règlement de l'Assemblée nationale et du Sénat l'analytique des réunions du Comité constitutionnel consultatif, les avis du Conseil d'Etat, les procès-verbaux des observations des ministres chargés par le général de Gaulle de donner à la Constitution sa forme définitive et s'il va, conformément aux engagements pris, communiquer ces documents au Parlement et les rendre publics [23 juin 1959] (n° 22). — Réponse [30 juin 1959] (p. 353 à 356).

Question orale avec débat :

M. Antoine Courrière demande à M. le Premier ministre les mesures qu'il compte prendre, et dans quels délais, pour remettre les anciens combattants dans les droits qu'ils avaient avant l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 qui a notamment supprimé la retraite des anciens combattants [27 mai 1959]. — Réponse [9 juin 1959] (p. 196 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la fixation de la date de discussion de sa question orale avec débat concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959] (p. 149, 150, 151). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la retraite des anciens combattants [9 juin 1959]. — Discussion générale

(p. 196, 198) ; dépose, en conclusion du débat, la proposition de résolution suivante : « Le Sénat invite le Gouvernement à proposer au Parlement le rétablissement de la retraite du combattant » (p. 202). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 11 : observations sur les systèmes de votation des articles 55 et 56 du règlement du Sénat (p. 207). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 16 juin 1959 [17 juin 1959] (p. 242). — Explique son vote sur les propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins [17 juin 1959] (p. 274). — Explique son vote sur la proposition de résolution déposée en conclusion du débat sur la question orale de M. Périquier relative à la politique viticole du Gouvernement [23 juin 1959] (p. 294). — Est entendu lors de la réponse du Premier ministre à sa question orale n° 22 (cf. supra) [30 juin 1959] (p. 353 à 356). — Explique son vote sur le projet de loi de finances rectificative pour 1959 [30 juin 1959] (p. 371, 372). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles [30 juin 1959]. — Demande un scrutin sur l'ensemble de l'article unique de la proposition (p. 376). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 30 juin 1959 [2 juillet 1959] ; observations sur la publication des décisions du Conseil constitutionnel (p. 390). — Explique son vote sur le projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole [8 juillet 1959] (p. 493). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (S. N. C. F.), à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 512, 513, 514 et 515). — Suite de la discussion [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique ; alinéa 2^e : amendement de M. Pinton (p. 587). — Prend la parole pour un rappel au règlement [23 juillet 1959] (p. 626). — Explique son vote sur le projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire [24 juillet 1959] (p. 644, 645).

COURROY (M. LOUIS) [Sénateur des Vosges].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

COUTROT (M. MAURICE) [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Membre du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction [7 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures concernant la situation des chômeurs secourus quant au paiement de leur loyer [6 mai 1959] (I., n° 31). — Proposition de loi tendant à reporter, à une date ultérieure, l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant les districts urbains dans les grandes agglomérations, et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [2 juin 1959] (I., n° 63).

CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Sénateur du Gard].

Elue le 26 avril 1959.

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

D

DAILLY (M. ETIENNE) [Sénateur de la Seine-et-Marne].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Interventions :

Explique son vote sur le projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole [8 juillet 1959] (p. 494). — Intervient dans la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — Alinéa 2^e : son amendement tendant à réduire de 2.700 millions le montant du programme d'équipement prévu pour les travaux publics (p. 590) ; le retire (p. 591).

DARDEL (M. GEORGES) [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959]. — *Membre suppléant* représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959].

DASSAUD (M. FRANCIS) [Sénateur du Puy-de-Dôme].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

DAVID (M. LÉON) [Sénateur des Bouches-du-Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer immédiatement une politique de sauvetage de la viticulture française [27 mai 1959] (I., n° 52). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de résolution de M. Adolphe Dutoit et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer dans les mines le maximum de mesures de sécurité tendant à éviter les catastrophes qui endeuillent la corporation minière [25 juin 1959] (I., n° 113).

Questions orales avec débat :

M. Léon David demande à M. le ministre de l'agriculture :

« 1° Quelles mesures il compte prendre pour pallier les difficultés que rencontre la viticulture pour l'écoulement et la mévente des vins ;

« 2° Quelles mesures il compte prendre pour faciliter la vente des fourrages de Crau (Bouches-du-Rhône) ;

« 3° Quelles mesures il compte prendre pour faire participer les organisations professionnelles des fruits et légumes à l'élaboration et à la mise en train du troisième plan d'équipement [12 mai 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 269). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Péridier relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 287, 288) ; explique son vote sur la proposition de résolution déposée en conclusion du débat (p. 295). — Intervient dans la discussion de la **proposition de résolution tendant à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 374). — Prend part, en qualité des rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de résolution relative à l'application des mesures de sécurité dans les mines** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 377, 378). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 482, 483).

DEBRE (M. MICHEL), Premier ministre (Cabinet du 8 janvier 1959, complété le 20 janvier 1959).

Son allocution à l'occasion de la constitution du Sénat et de l'installation de son bureau [5 mai 1959] (p. 112). — Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Monnerville, Président du Sénat, à la mémoire de M. Walker, sénateur du Nord [5 mai 1959] (p. 113). — Sa déclaration relative à l'équilibre des pouvoirs au sein du régime parlementaire et en particulier à la procédure des propositions de résolution et à la procédure des questions orales [2 juin 1959] (p. 146 à 148). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 175, 176). — Répond à la question orale de M. Bernard Lafay concernant l'**aide fournie aux rebelles algériens par certaines entreprises étrangères** [16 juin 1959] (p. 220, 221). — Prend la parole au cours du débat sur les **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [23 juin 1959]. — Discussion générale (p. 295 à 299). — **Suite de la discussion** [25 juin 1959] (p. 314, 317, 318, 322, 327, 328, 336 à 339). — Discussion des articles. — DISPOSITIONS FINANCIÈRES INTÉRESSANT L'ALGÉRIE. — **Amendement additionnel de M. Champéix disposant que la présente loi n'a qu'un caractère transitoire** (p. 339). — Répond à la question orale de M. Courrière concernant la

communication des comptes rendus des réunions du comité constitutionnel consultatif [30 juin 1959] (p. 353 à 356). — Répond : à la question orale de M. Ludovic Tron relative à l'**organisation des travaux parlementaires** [21 juillet 1959] (p. 540, 541) ; à la question orale de M. Jean Bertaud concernant la **hausse de certains prix** (p. 541, 542).

DEFFERRE (M. GASTON) [Sénateur des Bouches-du-Rhône].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membres du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 316, 317 et suivantes). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 474).

DEGUISE (M. JEAN) [Sénateur de l'Aisne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [7 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 436 à 439).

DEHE (M. ALFRED) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

DELALANDE (M. JACQUES) [Sénateur de la Mayenne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant amnistie [30 juin 1959] (I., n° 115). — *Rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant amnistie [2 juillet 1959] (I., n° 121). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, portant amnistie [23 juillet 1959] (I., n° 154). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la révision des loyers commerciaux [23 juillet 1959] (I., n° 155).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 394, 395). — Discussion des articles. — Art. 2, 2° alinéa : *amendement de Mme Dervaux* (p. 398) ; *son amendement tendant, dans la liste des articles de la loi du 29 juillet 1881, à supprimer la mention de l'article 33 (ibid.)* ; le retire (ibid.) ; alinéa 3 : *son amendement tendant à ajouter à cet alinéa les délits prévus par la loi du 15 juin 1907 réglementant le jeu dans les casinos, les stations balnéaires, thermales ou climatiques (ibid.)* ; alinéa 6 : *son amendement tendant à limiter les délits et contraventions à la police des chemins de fer, aux délits prévus par l'article 18 de la loi du 15 juillet 1845 (p. 399)* ; alinéa 7 : *son amendement tendant à limiter l'amnistie des délits sur les fraudes et falsifications aux délits prévus par l'article 1er de la loi du 1er août 1905 (ibid.)* ; Art. 3 : *amende-*

ment de M. L'Huillier (p. 399) ; Art. 6 : son amendement tendant à modifier cet article en ce qui concerne les infractions sanctionnées par des peines ne dépassant pas un certain quantum (peines d'emprisonnement de trois mois ou de un an avec sursis) (p. 400) ; son amendement tendant à insérer un article additionnel 6 bis (nouveau) prévoyant l'amnistie des délits commis entre le 1^{er} mai 1958 et le 28 septembre 1958 en relation directe avec les événements d'ordre politique qui se sont déroulés durant cette période (p. 401) ; Art. 14 : son amendement tendant à préciser que les effets de l'amnistie s'étendent à toutes incapacités ou déchéances subséquentes à la condamnation (p. 403) ; Art. 17 : son amendement tendant à modifier cet article en stipulant que l'amnistie entraîne réintégration dans leurs droits à pension des fonctionnaires ou agents civils et militaires de l'Etat et des collectivités locales (p. 404). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [23 juillet 1959] (p. 605). — Art 6 bis : son amendement tendant à rétablir cet article dans le texte voté par le Sénat (p. 605) ; Art. 6 ter (nouveau) : son amendement tendant à amnistier les infractions visées à cet article à l'exception des crimes (p. 606) ; Art. 6 quater (nouveau) : son amendement tendant à supprimer ce texte (ibid.) ; Art. 6 quinquies (nouveau) : son amendement tendant à supprimer cet article (ibid.) ; Art. 12 : son amendement tendant à supprimer cet article (ibid.) ; Art. 13 : son amendement tendant à substituer, dans cet article, à la date du 13 mai 1958, celle du 28 avril 1959 (p. 60) ; Art. 13 bis : son amendement tendant à limiter le nombre des bénéficiaires visés dans cet article (ibid.) ; Art. 13 ter (nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article, reprenant le dernier alinéa de l'article 13 bis dans le texte de l'Assemblée nationale (ibid.) ; son amendement tendant à insérer un article additionnel 21 A (nouveau) amnistiant les faits de collaboration quand ils ont été commis par des mineurs de 21 ans (p. 608) ; son amendement tendant à insérer un article additionnel 21 B (nouveau) reprenant, en les fusionnant, les dispositions contenues dans les articles 6 quinquies et 6 sexies de l'Assemblée nationale (ibid.). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la discussion du **projet de loi relatif à la révision des loyers commerciaux** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 677, 678). — Discussion de l'article unique. — Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 681, 682).

DELORME (M. CLAUDIUS) [Sénateur du Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

DELPUECH (M. VINCENT) [Sénateur des Bouches-du-Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **vice-président de la commission des affaires culturelles** [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

Membre du comité supérieur de l'enseignement maritime [21 juillet 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 483).

DELRIEU (M. MARCEL) [Sénateur de Constantine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

DERVAUX (Mme RENÉE) [Sénateur de la Seine].

Réélue le 26 avril 1959.

Est nommée membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux et les conditions d'attribution de l'allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée [27 mai 1959] (I., n° 54). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise militaire aux militaires des garnisons stationnées en métropole [4 juin 1959] (I., n° 74). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à réduire l'écart entre les prix des fruits et légumes à la production et ceux à la consommation [9 juin 1959] (I., n° 78).

Question orale avec débat :

Mme Renée Dervaux expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, contrairement aux décisions prises par la commission mixte des transports (conseil municipal de Paris et conseil général de la Seine), le comité provisoire des transports, créé par voie autoritaire par le Gouvernement, a décidé une augmentation des tarifs des transports parisiens de 75 p. 100 fondée sur l'augmentation du déficit de la R. A. T. P. et, étant donné les conséquences qu'aurait cette augmentation sur le budget de nombreux travailleurs, lui demande :

« 1° La situation exacte de la Régie autonome des transports parisiens ;

« 2° Les mesures à prendre pour améliorer la gestion financière de ce service public ;

« 3° Les conditions dans lesquelles a été créé le « comité provisoire des transports » et quelles sont ses prérogatives. » [27 mai 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2, alinéa 2 : son amendement tendant, dans la liste des articles de la loi du 29 juillet 1881, à supprimer la mention des articles 25 et 33 (p. 398).

DESACHE (M. MARC) [Sénateur d'Indre-et-Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — Membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [16 juin 1959].

DESCOURS-DESACRES (M. JACQUES) [Sénateur du Calvados].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 161).

DESSEIGNE (M. HENRI) [Sénateur de la Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

DIALLO (M. IBRAHIMA) [Sénateur du Sénégal].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

DJESSOU (M. LOUBO) [Sénateur de la Côte d'Ivoire].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

DOUCOURE (M. AMADOU) [Sénateur du Soudan].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

DRIANT (M. PAUL) [Sénateur de la Moselle].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — Est nommé membre suppléant du comité de contrôle du fonds forestier national [17 juin 1959]. — Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [7 juillet 1959]. — Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement agricole [2 juillet 1959] (I., n° 128).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la fixation de la date de discussion de la question orale de M. Courrière concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959]. — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [7 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 427, 428 et 429). — **Suite de la discussion** [8 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — *Amendement de M. Lalloy* (p. 491) ; *son amendement, au § 3, tendant à remplacer les mots « aux circuits de distribution » par les mots « à l'assainissement des circuits commerciaux »* (p. 491) ; *amendement de M. Lalloy relatif aux crédits attribués à la recherche agronomique* (p. 492) ; *amendement de M. Lalloy précédemment réservé* (p. 493).

DUBOIS (M. EMILE) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

DUBOIS (M. HECTOR) [Sénateur de l'Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

DUBOIS (M. RENÉ) [Sénateur de la Loire-Atlantique].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Courrière concernant la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 200). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 247, 248).

DUCHET (M. ROGER) [Sénateur de la Côte-d'Or].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Donne sa démission* de membre de la commission des affaires sociales [30 juin 1959]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [30 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 314) ; (p. 320, p. 325 et 326).

DUCLOS (M. JACQUES) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la retraite du combattant et à modifier en conséquence l'article 21 de l'ordonnance n° 58-1371 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 [12 mai 1959] (I., n° 41). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la proportionnalité des pensions d'invalidité de guerre [12 mai 1959] (I., n° 42). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi de programme de construction d'un million de logements aux loyers accessibles à la classe ouvrière [2 juin 1959] (I., n° 66).

Question orale :

M. Jacques Duclos expose à *M. le Premier ministre* qu'à propos d'un ouvrage récemment saisi, il a été dit officiellement « que

ce livre constitue une affabulation totale », alors que ce même ouvrage a été présenté non moins officiellement dans des termes infirmant cette assertion. Il lui demande d'indiquer les faits sur lesquels il s'est basé pour parler « d'affabulation totale » [30 juin 1959] (n° 40). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 548, 549).

Questions orales avec débat :

M. Jacques Duclos expose à *M. le Premier ministre* qu'un rapport, établi à la demande de M. le délégué général du Gouvernement à Alger, met l'accent sur la situation tragique des personnes hébergées dans les « centres de regroupements » créés par l'autorité militaire en Algérie, et lui demande : 1° s'il a l'intention de publier intégralement le rapport sur ces « centres de regroupement » ; 2° si l'application du plan Challe ne va pas avoir comme conséquence l'extension de ces « centres de regroupement » ; 3° quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour mettre un terme à une telle situation, conséquence directe de la prolongation d'une guerre qui dure depuis quatre ans et demi et qu'il est de l'intérêt de la France de faire cesser au plus vite en engageant des négociations avec les représentants de ceux contre qui on se bat [27 mai 1959]. **M. Jacques Duclos** expose à *M. le Premier ministre* que divers faits mettent en évidence le développement de courants racistes inquiétants comme en ont témoigné, notamment, l'agression dont a été victime récemment un écrivain camerounais, diverses manifestations antisémites, ainsi que les mouvements de satisfaction provoqués chez certains par l'assassinat d'un avocat algérien, et lui demande : 1° s'il compte prendre des mesures pour interdire toutes les manifestations de racisme ; 2° s'il ne pense pas, en raison même de cette situation, qu'un récent discours officiel, parlant des peuples qui « sont des blancs, des peuples civilisés », ne pourrait pas être interprété comme exprimant une certaine conception de « supériorité raciale » susceptible de prendre un caractère blessant pour les peuples de divers Etats de la Communauté et pour un certain nombre d'autres peuples [4 juin 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la fixation de la date de discussion de la question orale de M. Courrière concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959] (p. 150). — Prend part au débat sur la question orale de M. Courrière relative à la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 199, 200). — Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 326, 327 et 328). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 526 à 530). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 40** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 548, 549).

DUFEU (M. JEAN-BAPTISTE) [Sénateur de l'Isère].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

DULIN (M. ANDRÉ) [Sénateur de la Charente-Maritime].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur les propositions de résolution : 1° de M. Fernand Auberger et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 21 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, en vue du rétablissement de la retraite du combattant ; 2° de M. André Cornu et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement la retraite du combattant ; 3° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la retraite du combattant et à modifier en conséquence l'article 21 de l'ordonnance n° 58-1371 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 [4 juin 1959] (I., n° 77).

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Courrière relative à la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 198, 199). — Intervient dans la discussion de la **proposition de résolution tendant à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 375, 376). — Prend

part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [7 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 432). — **Suite de la discussion générale** [8 juillet 1959] (p. 458 à 461); (p. 477). — Discussion de l'article unique. — § 4 (p. 491). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 570).

DUMONT (M. CLAUDE) [Sénateur de Sétif-Batna].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

DURAND (M. CHARLES) [Sénateur du Cher].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Questions orales :

M. Charles Durand expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les difficultés rencontrées par les collectivités locales pour contracter les emprunts nécessaires au financement de leurs travaux les plus indispensables et lui demande quelles mesures il compte prendre — la situation financière s'étant améliorée — pour permettre aux maires d'emprunter sans se heurter à des tracasseries humiliantes et décourageantes [4 juin 1959] n° 8). — Réponse [16 juin 1959] (p. 223, 224). — **M. Charles Durand** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que les prix des produits agricoles ne sont pas en rapport avec les cours de production. Le fait de négliger le niveau de vie des populations rurales ayant été depuis de nombreuses années à la base de notre politique économique. Il lui demande s'il entend prendre les mesures nécessaires pour faire cesser cet état de choses. Il attire particulièrement son attention sur les prix pratiqués actuellement pour les productions animales qui s'avèrent ruineuses pour les producteurs qui les pratiquent, les cours de la viande ayant baissé depuis un an de 50 francs à 80 francs par kilogramme sans d'ailleurs qu'une répercussion se fasse sentir à la consommation [30 juin 1959] (n° 33). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 418, 419).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 8** (cf. supra) [16 juin 1959] (p. 224). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 33** (cf. supra) [7 juillet 1959] (p. 418).

DURAND (M. HUBERT) [Sénateur de la Vendée].

(Nommé le 28 juin 1959 en remplacement de M. Henri Roche-reau, ministre de l'agriculture.)

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

DURAND-REVILLE (M. LUC) [Sénateur du Gabon].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Nommé membre du Conseil économique et social, déclare se démettre de son mandat de sénateur [16 juin 1959].

DURIEUX (M. EMILE) [Sénateur du Pas-de-Calais].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de résolution de M. Charles Naveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles [17 juin 1959] (I., n° 100).

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, à la discussion de la **proposition de résolution tendant à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 373).

DUTOIT (M. ADOLPHE) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement : 1° à majorer de 20 p. 100 les diverses allocations de vieillesse ; 2° à calculer les pensions de vieillesse de la sécurité sociale sur la base de 50 p. 100 du salaire moyen après trente années de versement ; 3° à élever de 20 p. 100 les plafonds de ressources annuelles prévus pour l'octroi de diverses allocations de vieillesse [12 mai 1959] (I., n° 47). — *Proposition de résolution*, tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer dans les mines le maximum de mesures de sécurité tendant à éviter les catastrophes qui endeuillent la corporation minière [2 juin 1959] (I., n° 69). — *Proposition de résolution*, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les plafonds de ressources annuelles prévus pour les diverses allocations d'aide sociale [17 juin 1959] (I., n° 98).

Question orale avec débat :

M. Adolphe Dutoit expose à *M. le ministre du travail* que des licenciements interviennent dans différentes branches industrielles du département du Nord et particulièrement à la Compagnie de Fives-Lille dans ses usines de Fives et de Denain. Cette société a déjà, en janvier 1959, procédé au licenciement de 900 travailleurs. Aujourd'hui, à nouveau, des centaines d'autres travailleurs de Fives-Lille sont également menacés de perdre leur emploi.

Cette situation ayant justement alarmé l'ensemble des organisations syndicales ouvrières du département, il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour s'opposer à ces licenciements [6 mai 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [16 juin 1959]. — Discussion générale (p. 231 à 233). — **Suite de la discussion** [17 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *explique son vote sur l'amendement de M. Plait modifié par le sous-amendement de M. Le Basser* (p. 260). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à soumettre l'autorisation de signer des conventions avec les organismes de retraite fonctionnant au Maroc et en Tunisie, à l'avis préalable de la fédération des organismes de sécurité sociale* (p. 266). — Demande la parole pour un rappel au règlement [30 juin 1959] (p. 373). — Prend part à la discussion de la **proposition de résolution relative à l'application des mesures de sécurité dans les mines** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 378, 379 et 380). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 9 : observations sur l'application de la loi d'amnistie aux cheminots (p. 401, 402). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 657, 658 et 659). — Discussion des articles. — DE LA PROMOTION PROFESSIONNELLE. — Art. 6 : *explique son vote sur l'amendement de M. Menu tendant à étendre le bénéfice de cet article aux écoles techniques privées reconnues par l'Etat* (p. 665). — DES MESURES PROPRES A ENCOURAGER LA PROMOTION SOCIALE. — Art. 12 : *explique son vote sur l'amendement de M. Menu* (p. 667); Art. 13 : *explique son vote sur l'amendement de M. Menu* (*ibid.*).

E

EMAILLE (M. JULES) [Sénateur du Nord].

(Nommé le 5 mai 1959, en remplacement de M. Maurice Walker, décédé le 29 avril 1959.)

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

ENJALBERT (M. RENÉ) [Sénateur d'Oran].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Réélu Sénateur d'Oran-Tlemcen le 31 mai 1959.

Intervention :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 333, 334).

ERRECART (M. JEAN) [Sénateur des Basses-Pyrénées].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil supérieur de la coopération [25 juin 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 483, 484, 485).

ESTEVE (M. YVES) [Sénateur d'Ille-et-Vilaine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Questions orales :

M. Yves Estève demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** s'il envisage de faire bénéficier les anciens combattants des chemins de fer des bonifications de campagnes de guerre pour la retraite dont profitent les anciens combattants fonctionnaires civils de l'Etat, des départements et communes, les employés des usines ou entreprises nationalisées, des théâtres nationaux, de la Compagnie générale des eaux, de l'Imprimerie nationale, de la marine marchande, des houillères, des postes, télégraphes et téléphones, de Gaz de France, d'Electricité de France et de la Régie autonome des transports parisiens [6 juin 1959] (n° 19). — Réponse [30 juin 1959] (p. 356, 357). — **M. Yves Estève** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'une réglementation sévère s'impose pour dépister la tuberculose bovine et éviter la contagion; que la loi n° 56-786 du 4 août 1956 a marqué un sérieux progrès dans la prophylaxie de cette maladie et dans le contrôle de la salubrité des viandes mais que la rédaction du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de cette loi ne permet pas aux pouvoirs publics d'exercer sur les animaux reconnus tuberculeux lors d'une vente la surveillance qui s'impose; qu'il serait opportun d'exiger que les animaux soient marqués par le vétérinaire qui aura constaté l'existence des signes cliniques ou la réaction positive à l'épreuve de la tuberculine; l'article 34 de la Constitution paraissant avoir fait sortir cette matière du domaine de la loi, il lui demande s'il envisage de prendre par la voie réglementaire la disposition recommandée [8 juillet 1959] (n° 48). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 552, 553).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 19** (cf. *supra*) [30 juin 1959] (p. 356, 357). — Est entendu lors de la réponse du ministre à la question orale de **M. Ritzenthaler** concernant la **fixation des prix des céréales** [7 juillet 1959] (p. 418). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 48** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 552). — Prend la parole à la suite de la communication faite au Sénat par **M. Michelet** de l'adresse de **M. le Premier ministre** sur le problème de l'aide à l'enseignement [23 juillet 1959] (p. 610).

F

FAGGIANELLI (M. JACQUES) [Sénateur de la Corse].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Donne sa démission* de membre de la commission des affaires sociales [16 juin 1959]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [16 juin 1959].

FAURE (M. EDGAR) [Sénateur du Jura].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est nommé membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 329 à 332).

FERHAT (M. MARHOUN) [Sénateur d'Alger].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

FICHOUX (M. JEAN) [Sénateur du Finistère].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

FILLON (M. RENÉ) [Sénateur du Soudan].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Nommé membre du conseil économique et social, déclare se démettre de son mandat de sénateur [16 juin 1959].

FLECHET (M. MAX), **Secrétaire d'Etat aux affaires économiques** (cabinet de **M. Michel Debré** du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de **M. Armengaud** concernant la **répression de certains refus de vente** [21 juillet 1959] (p. 555, 556).

FONTANET (M. JOSEPH), **Secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce** (cabinet de **M. Michel Debré** du 8 janvier 1959).

Prend part, en cette qualité, à la discussion du **projet de loi relatif à la révision des loyers commerciaux** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 679, 680, 681). — Discussion de l'article unique. — *Amendement* de **M. Delalande** tendant à *supprimer cet article* (p. 682, 683).

FOSSET (M. ANDRÉ) [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [23 juin 1959].

Est nommé membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Question orale :

M. André Fosset expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'une vive émotion s'est emparée des parents d'élèves de certains centres d'apprentissage à l'annonce faite par les directeurs de ces centres d'une décision de fermeture immédiate. Cette décision serait, aux termes de la notification des directeurs aux parents d'élèves, rendue inévitable par une réduction de 40 p. 100 des crédits de fonctionnement des ateliers. Il lui demande de vouloir bien lui faire connaître : 1° les conditions dans lesquelles est intervenue, en cours d'année, la réduction de crédits à laquelle il est fait allusion, ainsi que les motifs qui la justifient et les conséquences exactes qu'elle peut avoir sur le fonctionnement des centres d'apprentissage ; 2° les dispositions que le Gouvernement compte devoir prendre pour que soient donnés aux centres d'apprentissage les moyens d'effectuer à la date du 15 septembre leur réouverture et d'assurer dans des conditions normales leur fonctionnement afin de permettre à leurs élèves de poursuivre convenablement leur apprentissage jusqu'à l'obtention de leur certificat d'aptitude professionnelle [7 juillet 1959] (n° 47). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 557).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 47** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 557).

FOURNIER (M. JEAN-LOUIS) [Sénateur des Landes].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil supérieur des infirmières et infirmiers [21 juillet 1959].

FOURRIER (M. GASTON) [Sénateur du Niger].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

FRUH (M. CHARLES) [Sénateur de la Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

G

GADOIN (M. JACQUES) [Sénateur de la Nièvre].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre du comité de coordination des enquêtes statistiques* [7 juillet 1959].

GANEVAL (GÉNÉRAL JEAN) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

GARAUDY (M. ROGER) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

GARET (M. PIERRE) [Sénateur de la Somme].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Questions orales :

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre de la construction* que l'épargne-crédit, qui vient d'être instituée par l'ordonnance n° 59-235 du 4 février 1959, ne s'applique qu'aux personnes désirent construire avec les prêts accordés par le Crédit foncier et le Sous-comptoir des entrepreneurs. Il lui demande s'il compte faire bénéficier des mêmes avantages les personnes qui désirent construire par l'intermédiaire des sociétés de crédit immobilier et des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré [30 juin 1959] (n° 31). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 420, 421). — **M. Pierre Garet** rappelle à *M. le ministre de la construction* que les dispositions de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 avaient prévu, pour la reconstitution des meubles à usage familial détruits par suite de faits de guerre, que la caisse autonome de la reconstruction disposerait d'autorisations de programmes fixées à 50 milliards de francs et utilisables, au cours des années 1957 et 1958, par tranches annuelles de 25 milliards. En raison de ces dispositions, tous les sinistrés ont reçu un avis de règlement leur précisant l'importance, en valeur 1939 et en valeur actuelle, de l'indemnité à laquelle ils pouvaient prétendre, et leur ajoutant que les règlements correspondants seraient effectués pour les uns avant le 31 décembre 1957, et pour les autres avant le 31 décembre 1958. Les réductions de crédits n'ayant pas permis de payer conformément aux dispositions de la loi du 4 août 1956, il lui demande de bien vouloir lui indiquer comment et quand il compte en terminer avec le problème du règlement des sinistrés mobiliers [30 juin 1959] (n° 32). — Retrait par son auteur [7 juillet 1959].

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 31** (cf. *supra*) [7 juillet 1959] (p. 421).

GAY (M. ETIENNE) [Sénateur d'Oran].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Réélu sénateur d'Oran-Tlemcen le 31 mai 1959.

GEOFFRE DE CHABRIGNAC (MARQUIS JEAN DE) [Sénateur du Maine-et-Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre de la commission des vœux présentés par les associations d'anciens combattants et victimes de guerre* [17 juin 1959].

GEOFFROY (M. JEAN) [Sénateur du Vaucluse].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires* [23 juin 1959].

GISCARD D'ESTAING (M. VALÉRY), secrétaire d'Etat aux finances (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de M. Michel Champeboux relative au rétablissement des crédits concernant le **fonds d'investissement routier** [2 juin 1959] (p. 151, 152, 153). — Répond à la question orale de M. Charles Durand relative au **financement par l'emprunt des travaux des collectivités locales** [16 juin 1959] (p. 223, 224). — Répond à la question orale de M. Jozeau-Marigné concernant la **déduction de certaines pensions en matière d'impôts** [30 juin 1959] (p. 358). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant convention entre la France et la Belgique en matière d'impôts** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 361). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 362, 363, 365). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *amendement de M. Armengaud tendant à limiter l'octroi de la garantie de l'Etat* (p. 369, 370). — Répond à la question orale de M. Raybaud concernant la **réglementation des pensions servies aux fonctionnaires français du Maroc** [7 juillet 1959] (p. 419); à la question orale de M. Pierre Garet concernant **l'application de l'épargne-crédit** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique; *alinéa 2* : observations sur les transports et les communications et en particulier sur le fonds d'investissement routier (p. 579, 580, 581). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique; *alinéa 2* : observations sur les transports et les communications et en particulier sur le fonds d'investissement routier (p. 579, 580, 581). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 611).

GOLVAN (M. VICTOR) [Sénateur du Morbihan].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Est nommé membre de la commission spéciale chargés d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale* [8 juillet 1959]. — *Membre de la commission consultative des assurances sociales agricoles* [20 juillet 1959].

Question orale :

M. Victor Golvan demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il compte prendre : 1° pour supprimer les quelques foyers de fièvre aphteuse qui existent en France; 2° pour combattre une éventuelle recrudescence de la maladie [7 juillet 1959] (n° 45). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 551, 552).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 45** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 552). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à divers aspects tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959] (p. 669, 670).

GOURA (M. PIERRE) [Sénateur du Moyen-Congo].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

GRAND (M. LUCIEN) [Sénateur de la Charente-Maritime].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Donne sa démis-*

sion de membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [2 juillet 1959]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

GRAVIER (M. ROBERT) [Sénateur de la Meurthe-et-Moselle].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu Questeur du Sénat [5 mai 1959].

GREGORY (M. LÉON-JEAN) [Sénateur des Pyrénées-Orientales].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 272, 273). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 469 à 473).

GROS (M. LOUIS) [Sénateur représentant les Français établis hors de France].

Nommé par le Sénat le 5 mai 1959.

Est nommé Président de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — *Membre suppléant* représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959]. — *Membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part, en qualité de président de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 618, 619 et 620).

GUERIL (M. GEORGES) [Sénateur de la Guyane].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

GUEROUI (M. MOHAMED) [Sénateur de Sétif Batna].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [2 juillet 1959].

Question orale :

M. Mohamed Gueroui demande à *M. le ministre de l'industrie et du commerce* de bien vouloir lui faire connaître les dispositions prises ou qu'il compte prendre pour permettre dans l'immediat aux nombreux musulmans d'Algérie, démunis de toutes ressources, de bénéficier des prêts d'honneur ou éventuellement de bourses, pour venir en métropole apprendre un métier [21 juillet 1959] (n° 55).

Intervention :

Explique son vote sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959] (p. 592).

GUILLABERT (M. ANDRÉ) [Sénateur du Sénégal].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

GUILLAUMAT (M. PIERRE), ministre des armées (cabinet de M. Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de Mme Cardot concernant la **convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger** [16 juin 1959] (p. 224). — Répond à la question orale de M. Repiquet relative à l'**unification des forces armées métropolitaines et d'outre-mer** [30 juin 1959] (p. 360). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959** [30 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 371). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines dispositions applicables aux convoyeurs militaires de l'air** [8 juillet 1959] (p. 449) ; dans la discussion du **projet de loi modifiant certains articles du code de justice militaire pour l'armée de mer** (p. 450).

GUILLAUMOT (M. PAUL) [Sénateur de l'Yonne].

(Nommé le 2 juillet 1959, en remplacement de M. Philippe de Raincourt, décédé.)

GUILLE (M. GEORGES) [Sénateur de l'Aude].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

GUYOT (M. RAYMOND) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter le prêt aux jeunes soldats au taux minimum de 100 francs par jour [27 mai 1959] (I., n° 53). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à libérer les hommes du contingent dès que la durée légale du service militaire est atteinte [27 mai 1959] (I., n° 55). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires engagés des armées de terre, de mer et de l'air le droit de résilier leur contrat s'ils le désirent à l'échéance d'un temps égal à la durée légale du service militaire, soit vingt-quatre mois [4 juin 1959] (I., n° 73). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion du 14 juillet : 1° à lever toutes les punitions réglementaires et à accorder une permission exceptionnelle à tous les militaires ; 2° à procéder à la libération, et, en tout état de cause, à décider la remise de peine pour tous les militaires emprisonnés à la suite de condamnation par les tribunaux militaires, ou en détention préventive [17 juin 1959] (I., n° 99).

Question orale avec débat :

M. Raymond Guyot expose à *M. le ministre des armées* que, d'après certaines informations, il existerait dans le Sud-Algérien une unité à laquelle sont affectés un certain nombre de soldats frappés de sanction, sans être cependant sous le coup d'une peine prononcée par un tribunal militaire, et venus de divers régiments ; leur régime, notamment au point de vue disciplinaire, alimentaire et médical, serait d'une sévérité inadmissible ; il lui demande :

« 1° D'entreprendre à ce sujet une enquête et d'en communiquer les conclusions au Parlement ;

« 2° De prendre, le cas échéant, les sanctions que justifierait cette enquête et d'ordonner la dissolution de l'unité dont il s'agit » [27 mai 1959].

H

H Aidara (M. MAHAMANE) [Sénateur du Soudan].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

HAKIKI (M. DJILALI) [Sénateur d'Oran-Tlemcen].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

HALGOUET (M. ROGER DU) [Sénateur d'Ille-et-Vilaine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

HAMON (M. YVES) [Sénateur du Finistère].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

HENRIET (M. JACQUES) [Sénateur du Doubs].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — Membre de la commission de contrôle des déclarations de vacances des emplois réservés [17 juin 1959].

HOUDET (M. ROGER) [Sénateur de la Seine-Maritime].

Ministre de l'agriculture (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Réélu sénateur le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Donne sa démission de ministre de l'agriculture le 27 mai 1959. Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles [20 juillet 1959].

HUGUES (M. EMILE) [Sénateur des Alpes-Maritimes].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

I

ISAUTIER (M. ALFRED) [Sénateur de la Réunion].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

J

JAGER (M. RENÉ) [Sénateur de la Moselle].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Question orale :

M. René Jager a l'honneur de demander à **M. le ministre des affaires étrangères** si, dans la perspective prochaine du rattachement économique de la Sarre à l'Allemagne fédérale : 1° toutes garanties ont été prises en vue d'assurer aux produits agricoles des marchés de l'Est le maintien du marché sarrois, débouché indispensable à la survie de l'agriculture des départements de la Moselle et du Rhin ; 2° si des mesures de sauvegarde ont été prévues pour protéger le commerce des villes et cités frontalières contre la concurrence commerciale de la Sarre bénéficiant, après le rattachement, de livraisons de marchandises françaises à un prix inférieur en raison d'exonérations fiscales ; 3° quelles autorités des départements de l'Est ont été consultées pour permettre, face au rattachement économique de la Sarre, l'harmonisation des échanges et la défense légitime des intérêts vitaux des populations de la région frontalière [23 juin 1959] (n° 24).

JAMAIN (M. EUGÈNE) [Sénateur du Cher].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

JEANNENEY (M. JEAN-MARCEL), ministre de l'industrie et du commerce, (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion du **projet de loi relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 267). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 500 à 502); (p. 513, 514). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — *alinéa 1^{er}* : observations relatives notamment à la tarification électrique, au barrage de Pierre-Bénite et au barrage de la Rance (p. 572, 573 à 576); *amendement de M. Cornat tendant à modifier l'alinéa 1^{er} par une disposition prévoyant le dépôt avant la fin de l'année 1959, d'un programme énergétique global* (p. 577); *amendement de M. Alric tendant à réduire le montant des crédits affectés au programme d'équipement* (p. 577, 578).

JOSSE (M. ARMAND) [Sénateur de la Côte-d'Ivoire].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 10 juillet 1959 [20 juillet 1959].

JOZEAU-MARIGNE (M. LÉON) [Sénateur de la Manche].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Question orale :

M. Léon Jozeau-Marigné appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur le fait que, à l'heure actuelle, une personne non tenue d'une dette alimentaire (collatérale ou autre) ne peut déduire de sa déclaration d'impôts la pension qu'elle paye pour un de ses parents dans un établissement public d'assistance, et lui demande quelles mesures il compte prendre ou provoquer pour mettre fin à cet état de choses [16 juin 1959] (n° 20). — Réponse [30 juin 1959] (p. 358, 359).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 20** (cf. supra) [30 juin 1959] (p. 358, 359).

JUNG (M. LOUIS) [Sénateur du Bas-Rhin].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur de la coopération [17 juin 1959].

K

KALB (M. PAUL-JACQUES) [Sénateur du Haut-Rhin].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — Membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

KALENZAGA (M. CHRISTOPHE) [Sénateur de la Haute-Volta].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — Donne sa démission de membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [2 juin 1959]. — Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juin 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

KAMIL (M. MOHAMED) [Sénateur de la Côte française des Somalis].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

KAUFFMANN (M. MICHEL) [Sénateur du Bas-Rhin].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Membre de la commission consultative des assurances sociales agricoles [20 juillet 1959].

Question orale avec débat :

M. Michel Kauffmann demande à *M. le ministre de l'agriculture* quels sont les objectifs de la politique agricole du Gouvernement qui permettront de diminuer la disparité actuelle entre les revenus agricoles et les revenus de l'industrie, à investissement et travail égal, et les mesures d'organisation des marchés intérieurs qu'il compte prendre pour améliorer les circuits de distribution des produits agricoles dont les marges de commercialisation sont abusives [9 juin 1959]. — Transformée en question orale simple [30 juin 1959] (n° 30). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 549, 550).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 30** (cf. supra) [21 juillet 1959] (p. 550).

KHEIRATE (M. M'HAMET) [Sénateur de Mostaganem-Tiaret].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

KISTLER (M. MICHEL) [Sénateur du Bas-Rhin].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — *Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale* [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse [16 juin 1959] (I., n° 93).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 263).

KONE (M. BEGNON-DAMIEN) [Sénateur de la Haute-Volta].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

L

LACAZE (M. JEAN) [Sénateur du Tarn-et-Garonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 467).

LACHEVRE (M. ROGER) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (travaux publics), à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 515, 516). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique, alinéa 2 : *amendement de M. Petit tendant à réduire le montant du programme d'équipement prévu pour les travaux publics* (p. 589).

LA CHOMETTE (M. JEAN de) [Sénateur de la Haute-Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

LAFAY (M. BERNARD) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris [6 mai 1959] (I., n° 25).

Questions orales :

M. Bernard Lafay demande à *M. le Premier ministre* si, à la suite d'un passage de sa déclaration du 4 juin sur l'Algérie devant l'Assemblée nationale, concernant l'aide industrielle et financière que des pays étrangers accordent aux rebelles, il ne croit pas utile de donner connaissance à l'opinion publique de la « liste noire des entreprises qui n'hésitent pas à gagner de bons intérêts avec le sang des autres ». Une telle publicité associerait puissamment l'opinion française à l'œuvre de salubrité envisagée par le Gouvernement qui trouvera derrière lui le pays unanime dans cette action trop longtemps différée [9 juin 1959] (n° 10). — Réponse [16 juin 1959] (p. 220, 221 et 222). — **M. Bernard Lafay** expose à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre* qu'au dire des techniciens, la composition du pétrole en provenance des gisements sahariens pose certains problèmes relatifs à son raffinage et à sa commercialisation. Il le prie, dans cette préoccupation, de vouloir bien faire connaître les éléments essentiels du bilan de la recherche et de l'exploitation, de leurs résultats présents et de leurs perspectives d'avenir. Il lui demande, en outre, de vouloir bien préciser : 1° si l'équipement des raffineries françaises de pétroles, tels qu'il est, ou au prix de modifications techniquement aisées, permettra, dans les années à venir, de traiter la totalité du pétrole en provenance du Sahara ; 2° si les services compétents ont envisagé les dispositions permettant de couvrir progressivement les besoins de l'économie de la République et de la Communauté en produits pétroliers, des diverses catégories, de provenance saharienne, compte tenu de la composition particulière des pétroles bruts des régions d'Edjelé et d'Hassi-Messaoud ; 3° si une nouvelle politique des carburants doit être prévue dont les incidences sur l'industrie automobile peuvent être importantes, ou si la production saharienne peut être adaptée aux fabrications actuelles, en particulier aux moteurs fonctionnant au gas-oil [30 juin 1959] (n° 36). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 543, 544). — **M. Bernard Lafay** prie *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre* de vouloir bien faire connaître la part exacte : 1° de l'Etat ; 2° des sociétés françaises, quel que soit leur statut juridique ; 3° des sociétés étrangères, dans le total des capitaux sociaux des entreprises qui se consacrent à la recherche et à l'exploitation des gisements de pétrole ou de gaz naturels du Sahara, y compris le transport des produits, et en particulier de tenir compte des participations en capital de sociétés étrangères dans les sociétés françaises et réciproquement, comme des participations en capital de l'Etat dans les sociétés françaises, de manière à avoir une vue exacte de la répartition en capital des intérêts publics, des intérêts privés français et des intérêts étrangers dans la mise en valeur des pétroles sahariens. Les éléments accessibles au public en ce domaine manquent, en effet, de précision ; soit parce qu'ils négligent les imbrications mutuelles des sociétés, soit parce

qu'ils se bornent à fournir des pourcentages en permis octroyés, fonds investis annuellement, etc. Par ailleurs, il lui demande si les démarches effectuées par certaines entreprises étrangères pour augmenter leur participation en capital dans les sociétés de recherches et d'exploitation du pétrole saharien ne risquent pas, au cas où elles aboutiraient, d'affaiblir le contrôle légitime de l'Etat sur la production pétrolière nationale [30 juin 1959] (n° 37). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 544, 545, 546). — **M. Bernard Lafay** demande à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre* si, dans les perspectives d'exploitation du pétrole et des autres richesses naturelles du Sahara au cours des années futures toutes dispositions juridiques, administratives et techniques sont prévues pour que les résultats de cette exploitation s'inscrivent totalement au positif de la balance des paiements extérieurs, sous la forme de la diminution progressive de nos achats en devises fortes, comme sous celle de l'augmentation de nos recettes en devises étrangères; en particulier, si certaines conventions internationales privées relatives à la commercialisation des produits pétroliers ne présentent aucun risque de faire payer à la France, en dollars ou en livres sterling, au moins les frais de raffinage et de distribution d'une partie du pétrole brut en provenance des départements sahariens [30 juin 1959] (n° 38). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 546). — **M. Bernard Lafay** expose à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre* que le chef de l'Etat tunisien a pris à plusieurs reprises des positions officielles ou publiques qui constituent de regrettables interventions dans les affaires intérieures de la France, en particulier dans celles des départements d'Algérie et du Sahara. Ces déclarations ont un caractère non seulement offensant, mais inquiétant. Dans l'une d'entre elles, celui-ci ne cache pas son intention d'utiliser comme moyen de pression sur la France, en vue de régler le problème algérien, le passage sur le territoire tunisien de pipe-lines pétroliers allant d'Algérie à la côte de Gabès. Dans ces conditions, il lui demande 1° quel dispositif de sécurité est prévu pour assurer la protection du pipe-line aboutissant au golfe de Gabès et qui assurera l'écoulement du pétrole d'Edjelé jusqu'à un maximum de 14 millions de tonnes; 2° s'il est possible de faire confiance en l'espèce au Gouvernement de la République tunisienne dont les forces régulières ne paraissent avoir ni la possibilité, ni surtout l'intention de désarmer les éléments de l'A. L. N. stationnés sur son territoire; 3° s'il ne considère pas que la mise hors service éventuelle de ce pipe-line par les rebelles agissant en Tunisie ne nuirait pas gravement, non seulement aux intérêts, mais aussi au prestige de la France en Afrique du Nord; 4° si, les accords concernant ce pipe-line ayant été passés entre une société privée et le Gouvernement tunisien, le Gouvernement français dispose des moyens de les modifier ou de les dénoncer en cas d'aggravation de l'attitude inamicale du chef de l'Etat tunisien; 5° si toutes dispositions techniques sont prises ou prévues pour que le pétrole de la zone d'Edjelé puisse, le cas échéant, être écoulé par raccordement au pipe-line Haoud el Hamra-Bougie [30 juin 1959] (n° 39). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 546, 547, 548).

Interventions:

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 10** (cf. *supra*) [16 juin 1959] (p. 221, 222). — Est entendu lors de la réponse du ministre à ses **questions orales n°s 36, 37, 38 et 39** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 543 à 548).

LAFLEUR (M. HENRI) [Sénateur de la Nouvelle-Calédonie].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

LA GONTRIE (M. PIERRE DE) [Sénateur de la Savoie].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **vice président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale** [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à modifier l'article 7 de la résolution portant règlement provisoire du Sénat [6 mai 1959] (I., n° 40).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la fixation de la date de la retraite de la question orale de M. Courrière concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959]. — Intervient dans la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 157). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Demande le renvoi en commission des articles 11 et 12 (p. 208). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — *Son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa spécifiant que le fonds routier disposera, à partir de l'exercice 1960, des dotations prévues par les textes qui le régissent* (p. 591). Explique son vote sur l'ensemble (p. 592).

LAGRANGE (M. ROGER) [Sénateur de la Saône-et-Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — Membre du conseil permanent d'hygiène sociale [17 juin 1959]. — Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part, au nom de M. Méric, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [16 juin 1959]. — Discussion générale (p. 233, 234). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 620). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 660).

LAKHDARI (M. MOHAMED, LARBI) [Sénateur de Constantine].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

LALLOY (M. MAURICE) [Sénateur de la Seine-et-Marne].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement agricole [2 juillet 1959] (I., n° 133).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [7 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 429 à 434). — *Suite de la discussion* [8 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — *Son amendement tendant à soumettre l'approbation du programme triennal d'équipement agricole, à la condition du dépôt d'un projet de loi de programme complémentaire portant sur le remembrement, l'alimentation en eau potable, l'électrification et les travaux de drainage* (p. 490). — *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif aux crédits d'investissements attribués à la recherche agronomique* (p. 492); sur son premier amendement précédemment réservé (p. 493).

LAMBERT (M. MARCEL) [Sénateur du Morbihan].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — Membre de la commission nationale des maisons familiales de vacances [21 juillet 1959].

LAMINE-GUEYE (M. AMADOU) [Sénateur du Sénégal].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

LAMOUSSE (M. GEORGES) [Sénateur de la Haute-Vienne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Vice-Président de la commission des affaires culturelles** [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

Est nommé *membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 624) ; (p. 627, 628 et 629).

LAPLACE (M. ADRIEN) [Sénateur du Tarn-et-Garonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

LAURENS (M. ROBERT) [Sénateur de l'Aveyron].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

LAURENT-THOUVEREY (M. CHARLES) [Sénateur du Jura].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

LA VASSELAIS (M. GUY DE) [Sénateur de l'Eure-et-Loir].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

Intervention :

Explique son vote sur la proposition de résolution déposée en conclusion du débat sur la question orale de M. Courrière relative à la **retraite des anciens combattants** [9 juin 1959] (p. 202).

LAVY (M. ARTHUR) [Sénateur de la Haute-Savoie].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

LE BASSER (M. FRANCIS) [Sénateur de la Mayenne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Vice-Président de la commission des affaires sociales** [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi relative au fonctionnement des conseils généraux, quant à l'élection des bureaux et à la délégation de vote [24 juillet 1959] (I., n° 166).

Question orale :

M. Francis Le Basser expose à *M. le ministre de l'intérieur* que les agents communaux et plus spécialement les cadres des grandes villes (secrétaires généraux, secrétaires généraux adjoints, directeurs et ingénieurs techniques, directeurs des services administratifs des villes de France) depuis cinq ans essaient d'obtenir que les parités indiciaires qui leur avaient été accordées en 1948 (parités depuis lors rompues à la suite de décisions favorables prises en faveur des seuls fonctionnaires de l'Etat dont les fonctions sont comparables) soient rétablies ; que le 24 juin 1958, la commission nationale paritaire du personnel communal a proposé à l'unanimité (maires compris) à *M. le ministre de l'intérieur* de nouveaux indices qui, dans une certaine mesure seulement, rétablissent ces parités ; mais qu'un décret postérieur a accordé de nouveaux avantages à certains fonctionnaires de l'Etat et remis en cause les travaux de la commission nationale paritaire. Il lui demande, dans ces conditions, de vouloir bien lui faire connaître s'il a l'intention d'entériner à bref délai les propositions de la commission nationale paritaire [4 juin 1959] (n° 7). — Réponse [16 juin 1959] (p. 222, 223).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 7** (cf. *supra*) [16 juin 1959] (p. 223). — Intervient, au nom de *M. Abel-Durand*, rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 263). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Dutoit* (p. 266).

LE BELLEGOU (M. EDOUARD) [Sénateur du Var].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 367, 368). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la révision des loyers commerciaux** [25 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — Explique son vote sur l'amendement de *M. Delalande* tendant à supprimer cet article (p. 682).

LEBRETON (M. MARCEL) [Sénateur de la Seine-Maritime].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil supérieur de la coopération [25 juin 1959].

LECANUET (M. JEAN) [Sénateur de la Seine-Maritime].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

LECHAT (M. EUGÈNE) [Sénateur de Madagascar].

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant amnistie en faveur des condamnés politiques à la suite des événements de 1947 dits « *Rebellion malgache* » [12 mai 1959] (I., n° 46).

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

LEGOUEZ (M. MODESTE) [Sénateur de l'Eure].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — *Donne sa démission* de membre de la commission des affaires culturelles [30 juin 1959]. — Est nommé *membre* de la commission des affaires économiques et du plan [30 juin 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

LEGROS (M. MARCEL) [Sénateur de la Saône-et-Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

LEMAIRE (M. MARCEL) [Sénateur de la Marne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

LEMARIE (M. BERNARD) [Sénateur des Côtes-du-Nord].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

LE SASSIER BOISAUNE (M. ETIENNE) [Sénateur de l'Orne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].**Dépôt législatif :***Proposition de loi* tendant à décider la déchéance des droits civiques pour toute personne déchu des droits de la puissance paternelle ou contre laquelle des mesures de surveillance éducative ont été prononcées [23 juillet 1959] (I., n° 165).**LEVACHER (M. FRANÇOIS)** [Sénateur d'Eure-et-Loir].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].*Est élu membre du Sénat de la Communauté* [8 juillet 1959].*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].**LEVEQUE (M. PAUL)** [Sénateur de la Seine-et-Marne].

(Nommé le 15 juillet 1959, en remplacement de M. André Boutemy, décédé.)

LEYGUE (M. LOUIS) [Sénateur du Gers].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].**L'HUILLIER (M. WALDECK)** [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].**Dépôt législatif :***Proposition de loi* tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [27 mai 1959] (I., n° 57).**Interventions :**Prend la parole sur l'ordre du jour de la prochaine séance relatif à la nomination de six sénateurs, représentant les Français établis hors de France [2^e séance du 5 mai 1959] (p. 114). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à ajouter à cet article les infractions prévues par l'article 205 du code de justice militaire (refus d'obéir)* (p. 399) ; Art. 14 : *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de ce texte* (p. 403). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 518). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique, *alinéa 1^{er} : amendement de M. Alric* (p. 578).**LIOT (M. ROBERT)** [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].**Dépôt législatif :***Proposition de loi* tendant à simplifier les formalités de succession en déchargeant les administrations publiques de leur responsabilité vis-à-vis des héritiers lorsque les sommes dues sont remises au notaire rédacteur du certificat de propriété [8 juillet 1959] (I., n° 142).**LONGCHAMBON (M. HENRI)** [Sénateur représentant les Français établis hors de France].

Nommé par le Sénat le 5 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].*Est élu membre du Sénat de la Communauté* [8 juillet 1959].*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].**Interventions :**Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 265). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 486). — Discussion de l'article unique. — *Amendement de M. Lalloy relatif aux crédits attribués à la recherche agronomique* (p. 492). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 660, 661) ; (p. 662, 663) ; en qualité de président de la commission spéciale, intervient dans la discussion des articles de ce projet. — Art. 1^{er} : *amendement de M. Pisani* (p. 663). — **DES MESURES PROPRES A ENCOURAGER LA PROMOTION SOCIALE.** — Art. 14 : *amendement de M. Sempé* (p. 668) ; Art. 17 : *amendement rédactionnel de M. Menu* (p. 669).**LONGUET (M. PAUL)** [Sénateur de Madagascar].*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

LOUVEL (M. JEAN-MARIE) [Sénateur du Calvados].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — *Membre* du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [16 juin 1959].**M****MAHDI (M. ABDALLAH)** [Sénateur de Constantine].*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].**MALE (M. FERNAND)** [Sénateur de Mostaganem-Tiaret].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [2 juillet 1959].*Est élu membre du Sénat de la Communauté* [8 juillet 1959].**MARCELLIN (M. ROGER)** [Sénateur de Tizi-Ouzou].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].*Est élu membre du Sénat de la Communauté* [8 juillet 1959].**Interventions :**Explique son vote sur le **projet de loi portant dispositions financières intéressant l'Algérie** [25 juin 1959] (p. 340). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des civils du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 691, 692).**MARCILHACY (M. PIERRE)** [Sénateur de la Charente].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].*Est élu membre du Sénat de la Communauté* [8 juillet 1959].**Dépôt législatif :***Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis [16 juin 1959] (I., n° 96).

Questions orales :

M. Pierre Marcilhacy demande à **M. le ministre du travail** si les faits et griefs rapportés à l'encontre de la sécurité sociale dans un récent article publié dans la revue *Constellation* sont exacts. Dans l'affirmative, il demande quelles mesures seront prises pour porter remède à une situation dont sont scandaleusement victimes ceux-là mêmes pour qui la sécurité sociale a été instituée [27 mai 1959] (N° 4). — Réponse [2 juin 1959] (p. 154, 155 et 156). — **M. Pierre Marcilhacy** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** s'il ne lui est pas possible de prendre d'urgence les mesures réglementaires rendant obligatoire le port d'une coiffure protectrice pour les usagers des véhicules à moteur à deux roues [30 juin 1959] (N° 34). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 553, 554). — **M. Pierre Marcilhacy** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il n'est pas possible de modifier la formule par laquelle est accordée aux communes une subvention pour la construction de leurs réseaux d'adduction d'eau. En effet, dans les départements qui ne disposent que de rares points d'eau, le taux de subvention déterminé par le facteur T. C., lui-même proportionnel à la charge caractéristique, oblige les syndicats d'adduction à fixer un prix très élevé le coût de l'eau distribuée. L'uniformisation progressive du prix de l'eau dans les secteurs ruraux de la France paraît, en définitive, éminemment souhaitable [2 juillet 1959] (N° 43). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 553).

Question orale avec débat :

M. Pierre Marcilhacy demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures ou méthodes le Gouvernement entend prendre ou suivre pour rétablir avec le Parlement le dialogue et la collaboration des pouvoirs sans lesquels il n'est pas de véritable régime démocratique [27 mai 1959].

Interventions :

Prend la parole pour répondre à **M. le Premier ministre** à la suite de sa déclaration relative à l'équilibre des pouvoirs au sein du régime parlementaire et en particulier à la procédure des propositions de résolution et à la procédure des questions orales [2 juin 1959] (p. 148). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 4** (cf. *supra*) [2 juin 1959] (p. 156). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 11 : observations sur les systèmes de votation des articles 55 et 56 du règlement du Sénat (p. 208). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion du **projet de loi relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 267). — Intervient dans la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 334, 335). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 6 bis (*nouveau*) : *amendement de M. Delalande* (p. 401). — Est entendu lors de la réponse du ministre à ses **questions orales n°s 43, 34** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 553, 554).

MARETTE (M. JACQUES) [Sénateur de la Seine].

(Nommé le 28 mai 1959 en remplacement de M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice.)

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

MARIE-ANNE (M. GEORGES) [Sénateur de la Martinique].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959].

MARSELLI (M. ANDRÉ) [Sénateur de la Haute-Saône].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certaines dispositions applicables aux convoyeuses de l'air appartenant au personnel des cadres militaires féminins [7 juillet 1959] (I., n° 135).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 253 à 255). — Intervient en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines dispositions applicables aux convoyeuses militaires de l'air** [8 juillet 1959]. — (p. 449).

MARRANE (M. GOERGES) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission supérieure des caisses d'épargne [16 juin 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 243 à 246). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 258) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer ce texte* (p. 261). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [24 juillet 1959]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 651). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions diverses concernant le Trésor)** [27 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 700, 701). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à ce qu'il soit également fait référence, dans le texte, à l'article 278-1 du code de l'urbanisme et de l'habitation* (p. 702).

MARTIN (M. LOUIS) [Sénateur de la Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française [23 juillet 1959] (I., n° 157).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages subis au Maroc par des Français** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 683, 684). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *son amendement tendant à étendre l'indemnisation aux faits intervenus jusqu'à une date fixée par arrêté ministériel* (p. 687).

MASTEAU (M. JACQUES) [Sénateur de la Vienne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission de contrôle de la circulation monétaire [16 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

MATHEY (M. PIERRE) [Sénateur de la Haute-Marne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [7 juillet 1959].

MAUPEOU (M. JACQUES DE) [Sénateur de la Vendée].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est nommé membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

MAURICE-BOKANOWSKI (M. MICHEL) secrétaire d'Etat à l'intérieur (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de M. Le Basser concernant les **parités indiciaires des agents communaux** [16 juin 1959] (p. 222). — Répond à la question orale de M. Jacques Duclos concernant la **saïsie d'un livre** [21 juillet 1959] (p. 548).

MENARD (M. JACQUES) [Sénateur des Deux-Sèvres].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certaines dispositions applicables aux convoyeuses de l'air appartenant au personnel des cadres militaires féminins [2 juillet 1959] (I., n° 131).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines dispositions applicables aux convoyeuses militaires de l'air** [8 juillet 1959] (p. 449).

MENU (M. ROGER) [Sénateur de la Marne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Vice-Président de la commission des affaires sociales** [6 mai 1959]. — Membre de la commission supérieure des allocations familiales [25 juin 1959]. — Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale [23 juillet 1959] (I., n° 152). — Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale [27 juillet 1959] (I., n° 170).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission spéciale, à la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 653 à 657). — Discussion des articles. — DE LA PROMOTION PROFESSIONNELLE. — Art. 6 : son amendement tendant à étendre aux écoles techniques privées reconnues par l'Etat, la possibilité d'ouvrir des centres de formation apportant leur concours à la promotion professionnelle (p. 664, 665). — DE LA PROMOTION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL. — Art. 8 : son amendement tendant : 1° à ajouter un nouvel alinéa relatif à l'aide de l'Etat aux centres de promotion supérieure du travail ; 2° à remplacer le dernier alinéa de cet article par une disposition relative à la création de centres ou instituts nationaux ayant le caractère d'établissements publics (p. 666). — DES MESURES PROPRES A ENCOURAGER LA PROMOTION SOCIALE. — Art. 11 : son amendement tendant à préciser que c'est l'Etat qui prend en charge les travailleurs bénéficiant de la promotion professionnelle et sociale (p. 666) ; Art. 12 : son amendement tendant à maintenir les avantages acquis aux entreprises ayant déjà fait un effort pour la promotion sociale (p. 667) ; Art. 13 : son amendement tendant à permettre la rémunération normale du personnel retraité utilisé (p. 667). — DISPOSITIONS DIVERSES. — Art. 17 : son amendement rédactionnel (p. 669). — Discussion du projet en deuxième lecture [27 juillet 1959] (p. 703).

MERIC (M. ANDRÉ) [Sénateur de la Haute-Garonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu **Vice-Président du Sénat** [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur de la mutualité [25 juin 1959].

En qualité de Vice-Président, préside la séance du 23 juin 1959 ; la séance du 7 juillet 1959 ; la 2^e séance du 21 juillet 1959 ; la séance du 23 juillet 1959 ; la séance du 25 juillet 1959.

Interventions :

Intervient dans discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : explique son vote sur l'amendement de M. Plait modifié par le sous-amendement de M. Le Basser (p. 259). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique ; alinéa 1^{er} : PROGRAMME CONCERNANT L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE (p. 573).

MERRED (M. ALI) [Sénateur des Oasis].

Elu le 24 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

MESSAUD (M. LÉON) [Sénateur de la Haute-Garonne].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

METAYER (M. PIERRE) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut de l'économat de l'armée [2 juillet 1959] (I. n° 130). — Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre [2 juillet 1959] (I., n° 132).

Question orale :

M. Pierre Métayer appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les dispositions prises à l'encontre des assurés sociaux à propos de la franchise de 3.000 francs ; se félicitant de la décision enfin prise en ce qui concerne sa suppression, lui demande néanmoins de lui faire connaître : 1° le montant des charges (recrutement de personnel pour l'ouverture d'un compte individuel à chaque assuré social, impression de formulaires, etc.) qui ont été ainsi imposées à la sécurité sociale pendant le temps où cette disposition a été appliquée ; 2° si le Gouvernement entend abroger toutes les dispositions qui ont, en décembre 1958, modifié la réglementation de la sécurité sociale, en particulier la diminution du pourcentage de remboursement de certains produits ; 3° quelles dispositions il compte prendre à l'encontre des assurés sociaux qui, malades pendant cette période, ont été ainsi injustement pénalisés [23 juin 1959] (n° 23). — Réponse [30 juin 1959] (p. 359).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 23** (cf. supra) [30 juin 1959] (p. 359). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'économat de l'armée** [7 juillet 1959] (p. 422) ; dans la discussion du **projet de loi fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre** (p. 423).

MICHELET (M. EDMOND) [Sénateur de la Seine].

Garde des sceaux ministre de la justice (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Réélu sénateur le 26 avril 1959.

En qualité de ministre de la justice, associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Marius Moutet, président d'âge, à la mémoire de M. de Montullé, sénateur de l'Eure [28 avril 1959] (p. 98).

Donne sa démission de sénateur de la Seine le 28 mai 1959.

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice, intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juil-

let 1959]. — Discussion générale (p. 394, 396 et 397). — Discussion des articles. — Art. 2, 2^e alinéa : amendements de Mme Deriaux et de M. Delalande (p. 398) ; alinéas 3, 6 et 7 : amendements de M. Delalande (p. 398, 399) ; Art. 3 : amendement de M. L'Huilier (*ibid.*) ; Art. 6 : amendements de MM. Bertaud et Delalande (p. 400) ; Art. 6 bis (nouveau) : amendement de M. Delalande (p. 401) ; Art. 9 : (p. 402) ; Art. 13 bis (nouveau) : amendement de M. Carcassonne tendant à étendre le bénéfice de l'amnistie aux anciens combattants et aux anciens déportés à condition qu'il s'agisse de délinquants primaires (p. 402, 403) ; Art. 14 : déclare irrecevable l'amendement de M. L'Huilier (p. 403) ; Art. 21 bis (nouveau) : amendement de M. Bertaud (p. 405). — Répond à la question orale de M. Jacques Richard concernant les commissions d'aide sociale [7 juillet 1959] (p. 415, 416). — Répond à la question orale de Mme Marie-Hélène Cardot relative au lieu de résidence des avoués [21 juillet 1959] (p. 559, 560). — Intervient dans la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant amnistie [23 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 6 bis : amendement de M. Delalande tendant à rétablir cet article dans le texte voté par le Sénat (p. 605). — Prend la parole pour une communication au Sénat de l'adresse de M. le premier ministre sur le problème de l'aide à l'enseignement [23 juillet 1959] (p. 609 et 610).

MICHELIN (M. JEAN) [Sénateur du Moyen-Congo].

Est nommé **Vice-Président de la commission des affaires culturelles** [6 mai 1959].

Questions orales :

M. Jean Michelin demande à M. le ministre des travaux publics et des transports si un plan quelconque est étudié pour remédier aux difficultés de circulation aussi bien urbaine que routière et pour mettre fin à l'hécatombe permanente qui ensanglante nos routes. Si ce plan existe, il souhaiterait en avoir connaissance, de même qu'il aimerait connaître sa position sur le stationnement payant [25 juin 1959] (n° 26). — **M. Jean Michelin** demande à M. le ministre de l'éducation nationale si un programme a été établi pour la prospection des athlètes susceptibles de représenter la France aux Jeux olympiques de 1960. Il lui serait reconnaissant de lui indiquer les grandes lignes de ce programme qui, bien que tardif, devrait avoir pour but essentiel d'éviter à la France les humiliations qui furent son lot dans les confrontations passées [25 juin 1959] (n° 27).

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

MINVIELLE (M. GÉRARD) [Sénateur des Landes].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu **Questeur du Sénat** [5 mai 1959].

MISTRAL (M. PAUL) [Sénateur de l'Isère].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **vice-président de la commission des affaires économiques et du plan** [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [7 juillet 1959].

MITTERRAND (M. FRANÇOIS) [Sénateur de la Nièvre].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu **membre du Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion des **projet de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 320 et suivantes).

MOKRANE (MOHAMED EL MESSAOUD) [Sénateur de Sétif-Batna].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [2 juillet 1959].

MOLLE (M. MARCEL) [Sénateur de l'Ardèche].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant extension aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, de la loi validée du 23 mai 1942 et de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1420 du 28 juin 1945, relatifs à l'usurpation de fonctions ou de titres [2 juillet 1959] (I., n° 122).

— Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant dans les territoires d'outre-mer l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes [2 juillet 1959] (I., n° 123). — Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer des articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance n° 45-1391 du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique, et des articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi n° 54-411 du 13 avril 1954 relative à la répression des crimes et délits commis contre les enfants [2 juillet 1959] (I., n° 124). — Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant extension aux territoires de la Polynésie française, de la Côte française des Somalis, de l'Archipel des Comores et des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon, des dispositions de la loi du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs [2 juillet 1959] (I., n° 125). — Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, étendant aux paiements d'effets de commerce par chèques postaux les dispositions de l'article 148 B du code de commerce [2 juillet 1959] (I., n° 127).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion : du **projet de loi portant extension à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie des textes relatifs à l'usurpation de fonctions** [2 juillet 1959]. Discussion générale (p. 392) ; du **projet de loi portant modification, dans les territoires d'outre-mer, de la loi sur les récidivistes** (p. 393) ; du **projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer des dispositions relatives à la répression des crimes contre les enfants** (p. 394) ; du **projet de loi portant extension à certains territoires d'outre-mer de la loi sur les associations de malfaiteurs** (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion du **projet de loi relatif aux paiements des effets de commerce par chèques postaux** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 448). — Discussion des articles. — Art. 2 : son amendement rédactionnel (p. 449).

MONICHON (M. MAX) [Sénateur de la Gironde].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — Membre du conseil national des services publics, départementaux et communaux [23 juin 1959]. — Membre suppléant représentant la France à l'assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959]. — Donne sa démission de membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [25 juillet 1959]. — Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [25 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer [23 juillet 1959] (I., n° 153).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** [25 juillet 1959] (p. 676).

MONNERVILLE (M. GASTON) [Sénateur du Lot].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu Président du Sénat [28 avril 1959].

Préside, en cette qualité, la séance du 28 avril 1959. — Son allocution à l'occasion de son investiture (p. 99, 100).

Préside la 1^{re} séance du 5 mai 1959. — Préside la 2^e séance du 5 mai 1959. — Son allocution à l'occasion de l'installation du bureau [5 mai 1959] (p. 11, 111 et 112). — Préside la 3^e séance du 5 mai 1959; la séance du 6 mai 1959; la séance du 12 mai 1959; la séance du 27 mai 1959; la séance du 2 juin 1959; la séance du 4 juin 1959; la séance du 9 juin 1959; la séance du 16 juin 1959; la séance du 23 juin 1959; la séance du 25 juin 1959; la séance du 2 juillet 1959; la séance du 8 juillet 1959; la 2^e séance du 21 juillet 1959; la séance du 23 juillet 1959; la séance du 27 juillet 1959.

Prononce l'éloge funèbre de M. Maurice Walker, Sénateur du Nord [2^e séance du 5 mai 1959] (p. 112, 113). — Intervient dans la discussion de la fixation de la date de discussion de la question orale de M. Courrière concernant la retraite des anciens combattants [2 juin 1959]. — Donne lecture au Sénat de la lettre du Président du Conseil constitutionnel portant communication de la décision dudit Conseil relative au règlement du Sénat [2 juillet 1959]. — Observations sur la publication des décisions du Conseil constitutionnel (p. 391). — Prononce l'éloge funèbre de M. Philippe de Raincourt, Sénateur de l'Yonne [8 juillet 1959] (p. 446, 447).

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Prononce l'éloge funèbre de M. André Boutemy, Sénateur de Seine-et-Marne [21 juillet 1959] (p. 562).

Déclare close la session ordinaire du Sénat [27 juillet 1959].

MONSARRAT (M. FRANÇOIS) [Sénateur du Tarn].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu questeur du Sénat [5 mai 1959].

MONT (M. CLAUDE) [Sénateur de la Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 160, 161). — Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 487). — Intervient dans la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 635, 636).

MONTALDO (M. RENÉ) [Sénateur d'Orléansville-Médéa].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [2 juillet 1959].

MONTALEMBERT (M. GEOFFROY DE) [Sénateur de la Seine-Maritime].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu vice-président du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — *Est nommé membre titulaire* du comité de contrôle du fonds forestier national [17 juin 1959].

En qualité de vice-président, préside la séance du 17 juin 1959 ; la séance du 30 juin 1959 ; la séance du 8 juillet 1959.

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

En qualité de vice-président, préside la séance du 20 juillet 1959 ; la 1^{re} séance du 21 juillet 1959 ; la 2^e séance du 24 juillet 1959.

Intervention :

Intervient dans la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 525).

MONTEIL (M. ANDRÉ) [Sénateur du Finistère].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 17 et 151 du code de justice militaire pour l'armée de mer [7 juillet 1959] (I., n° 137).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 248, 249 à 251) ; (p. 257). — Discussion des articles. — Art. 3 : son amendement relatif au mode de désignation de l'architecte pour les opérations d'équipement sanitaire et social dont le montant est supérieur à 500 millions de francs (p. 261). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1959 [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 368, 369). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, dans la discussion du projet de loi modifiant certains articles du code de justice militaire pour l'armée de mer [8 juillet 1959]. — (p. 450). — Intervient dans la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique ; *alinéa 1^{er}* : observations sur le barrage de la Rance (p. 574).

MONTPIED (M. GABRIEL) [Sénateur du Puy-de-Dôme].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil national des services publics, départementaux et communaux [23 juin 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir l'aménagement d'un itinéraire routier touristique et commercial transversal de la côte atlantique à l'Italie et la Suisse, par l'Auvergne [16 juin 1959] (I., n° 95).

MOREL (M. LÉOPOLD) [Sénateur de Constantine].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

MOREVE (M. ROGER) [Sénateur de l'Indre].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

MOTAIS DE NARBONNE (M. LÉON) [Sénateur représentant les Français établis hors de France].

Nommé par le Sénat le 5 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

MOTTE (M. EUGÈNE) [Sénateur du Nord].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959]. — Donne sa démission de membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [8 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [8 juillet 1959].

MOUTET (M. MARIUS) [Sénateur de la Drôme].

Réélu le 26 avril 1959.

Préside, en qualité de président d'âge, la séance du 28 avril 1959. — Déclare ouverte la session ordinaire du Sénat. — Son allocution en qualité de président d'âge [28 avril 1959] (p. 96, 97 et 98).

Prononce, en qualité de président d'âge, l'éloge funèbre de **M. de Montullé, sénateur de l'Eure** [28 avril 1959] (p. 98).

Est nommé Vice-Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959]. — Membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 318, 319).

MUSTAPHA (M. MENAD) [Sénateur d'Orléansville-Médéa].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

N

NAMY (M. LOUIS) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à adopter le principe de la représentation proportionnelle pour la désignation des sénateurs de la métropole au sein du Sénat de la Communauté* (p. 205), le retire (p. 206). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 395, 396 et 397). — Prend la parole pour un rappel au règlement à l'occasion de l'élection de membres du Sénat de la Communauté pris parmi les Sénateurs des départements métropolitains [8 juillet 1959] (p. 447). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la révision des loyers commerciaux** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 681).

NAVEAU (M. CHARLES) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [7 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles [6 mai 1959] (I., n° 30). — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 59-175 du 7 janvier 1959 relatif au prix des baux à ferme [12 mai 1959] (I., n° 49).

Questions orales :

M. Charles Naveau expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le troisième plan de modernisation et d'équipement prévoit que dans un délai de deux ans, la production nationale laitière doit atteindre 265 millions d'hectolitres de lait ; lui rappelle que la production actuelle se situe autour de 210 millions d'hectolitres ; que son écoulement donne déjà des inquiétudes au comité interlait et que les exportations de produits laitiers s'avèrent particulièrement onéreuses ; tenant compte de cette situation lui demande quels moyens il compte employer pour régler ces contradictions et pratiquer les exportations envisagées sans avoir recours à l'application de la taxe de résorption [2 juin 1959] (n° 5). — Réponse [30 juin 1959] (p. 357, 358). — **M. Charles Naveau** exprime à *M. le ministre de l'agriculture* son inquiétude, d'une part sur l'évolution du marché de la viande pour les mois à venir, en raison de la sous-consommation et de la surproduction ; d'autre part, sur le déficit de productions fourragères résultant de la sécheresse persistante qui risque d'aggraver sérieusement cette situation. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de rechercher dès maintenant tous les moyens susceptibles de maintenir les prix d'objectif prévus en réservant par exemple toutes les ressources provenant de la taxe de circulation des viandes qui permettraient le stockage en frigorifique et l'exportation des excédents [25 juin 1959] (n° 28). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 416, 417).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 5** (*cf. supra*) [30 juin 1959] (p. 357, 358). — Prend part à la discussion de la **proposition de résolution tendant à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 374). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 28** (*cf. supra*) [7 juillet 1959] (p. 417). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 460).

NAYROU (M. JEAN) [Sénateur de l'Ariège].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

NEDDAF (M. LABIDI) [Sénateur d'Alger].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

N'GOUNIO (M. ETIENNE) [Sénateur de l'Oubangui-Chari].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

NICOLAY (M. FRANÇOIS DE) [Sénateur de la Sarthe].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

NOURY (M. JEAN) [Sénateur de l'Ille-et-Vilaine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

O

OUELLA (M. HACÈNE) [Sénateur de Bône].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

P

PAMS (M. GASTON) [Sénateur des Pyrénées-Orientales].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Donne sa démission* de membre de la commission des affaires sociales [16 juin 1959]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [16 juin 1959]. — *Membre* de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Intervention :

Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Péridier relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959]. — (p. 291, 292).

PARISOT (M. HENRI-PAUL) [Sénateur des Vosges].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

PASCAUD (M. GUY) [Sénateur de la Charente].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

PATENOTRE (M. FRANÇOIS) [Sénateur de l'Aube].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

PATRIA (M. PIERRE) [Sénateur de l'Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

PAULIAN (M. GILBERT) [Sénateur d'Alger].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [2 juillet 1959].

PAULY (M. PAUL) [Sénateur de la Creuse].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement scolaire et universitaire [23 juillet 1959] (I., n° 156).

Question orale :

M. Paul Pauly demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il est exact qu'il envisage la suppression de cent cinquante perceptions ; il lui signale que cette suppression se traduirait, sans aucun doute, par un accroissement de dépenses ; que les petites perceptions sont généralement gérées par un fonctionnaire travaillant seul et percevant un traitement de début de carrière ; que ses multiples attributions l'occupent plus de huit heures par jour ; qu'il est probable, dans ces conditions, que le rattachement de petites perceptions à des postes plus importants nécessiterait à plus ou moins longue échéance la création de nouveaux emplois de commis ; que par ailleurs les mesures envisagées ne devraient être efficaces que si elles étaient comprises dans un plan d'ensemble comportant la réorganisation des services extérieurs des finances et l'institution de la caisse unique [21 juillet 1959] (n° 56).

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 616, 617 et 618).

PAUMELLE (M. HENRI) [Sénateur de la Seine-Maritime].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

PAUZET (M. MARC) [Sénateur de la Gironde].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs sinistrés par les gelées du printemps 1959 [6 mai 1959] (I., n° 34). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à reviser les dispositions de la loi de finances relatives à la fiscalité frappant les vins [6 mai 1959] (I., n° 35).

Intervention :

Prend part à la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 270, 271).

PELLENC (M. MARCEL) [Sénateur du Vaucluse].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement sanitaire et social [2 juin 1959] (I., n° 60). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant dispositions financières intéressant l'Algérie [17 juin 1959] (I., n° 101). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant dispositions relatives à la circulation monétaire [17 juin 1959] (I., n° 102). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement économique général [8 juillet 1959] (I., n° 140). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions diverses concernant le Trésor) adopté par l'Assemblée nationale [27 juillet 1959] (I., n° 171).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 172, 173 et suivantes). — Intervient, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélôt portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 9 (précédemment réservé) : *amendement de M. Coude du Foresto tendant à supprimer ce texte* (p. 209, 210) ; *amendement de M. Pisani tendant à permettre à toutes les commissions, selon leur compétence, de désigner les sénateurs chargés de suivre le fonctionnement des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte* (p. 210). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [23 juin 1959]. — Discussion générale (p. 299 à 302). — Est entendu, en qualité de rapporteur général de la commission des finances,

dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 507 à 510). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — *Alinéa 2°* : observations sur le fonds d'investissement routier (p. 580, 581); *son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi* (p. 594). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions diverses concernant le Trésor)** [27 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 698 à 700). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à limiter à 1959 les dispositions de cet article* (p. 701); déclare irrecevable l'amendement de M. Marrane (p. 702).

PELLERAY (M. PAUL) [Sénateur de l'Orne].

Élu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique, alinéa 2 (p. 582).

PERDEREAU (M. LUCIEN) [Sénateur du Loiret].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

PERIDIER (M. JEAN) [Sénateur de l'Hérault].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Question orale avec débat :

M. Pérudier demande à **M. le ministre de l'agriculture** de définir les grandes lignes de la politique viticole du Gouvernement, et notamment les mesures qu'il compte prendre pour l'organisation de la prochaine campagne [5 mai 1959]. — Réponse [23 juin 1959] (p. 285 à 294).

Interventions :

Prend la parole sur l'ordre du jour de la prochaine séance relatif à la nomination de six sénateurs, représentant les Français établis hors de France [2^e séance du 5 mai 1959] (p. 113, 114). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 184, 185). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 285 à 287); dépose, en conclusion du débat, la proposition de résolution suivante :

« Le Sénat demande au Gouvernement :

« 1° De compléter l'organisation du marché du vin par la création d'une société interprofessionnelle d'intervention, chargée d'intervenir sur le marché des vins libres et d'assurer ainsi la garantie effective d'un prix social;

« 2° De veiller à ce que la campagne antialcoolique ne se transforme plus en propagande antivin;

« 3° D'envisager une réduction de la fiscalité sur les vins » (p. 294). Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 479, 480).

PERRIN (M. JOSEPH) [Sénateur de la Côte-d'Ivoire].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

PESCHAUD (M. HECTOR) [Sénateur du Cantal].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif à l'équipement sanitaire et social [23 juillet 1959] (I., n° 151).

PETIT (Général ERNEST) [Sénateur de la Seine].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des transports à tous les militaires permissionnaires [16 juin 1959] (I., n° 80).

PETIT (M. GUY) [Sénateur des Basses-Pyrénées].

Élu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de résolution tendant à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Discussion de l'article unique. — Demande le vote par division (p. 376), explique son vote (p. 377); retire sa demande de vote par division (*ibid.*). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 563, 564). — Discussion de l'article unique; *alinéa 2°* : *son amendement tendant à réduire de 4 milliards le montant du programme d'équipement prévu pour les travaux publics* (p. 587 à 590); le retire (p. 590).

PHILIPPON (M. GUSTAVE) [Sénateur de la Haute-Vienne].

Élu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

PIALES (M. PAUL) [Sénateur du Cantal].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé Vice-Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

PINAY (M. ANTOINE), ministre des finances et des affaires économiques (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions diverses concernant le Trésor)** [27 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 698). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc tendant à limiter à 1959 les dispositions de cet article* (p. 702).

PINCHARD (M. RAYMOND) [Sénateur de la Meurthe-et-Moselle].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959] (p. 493). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 530).

PINSARD (M. JULES) [Sénateur de la Saône-et-Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre du comité national de propagande en faveur du vin* [25 juin 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un « comité interprofessionnel des vins de Bourgogne et de Mâcon » [16 juin 1959] (I., n° 81).

PINTON (M. AUGUSTE) [Sénateur du Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959]. — Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [7 juillet 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 162, 163, 164). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : **amendement de M. Namy** (p. 205). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — **Amendement de M. Lalloy** (p. 493). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (S. N. C. F., voies navigables, aviation civile et commerciale), à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 520, 521). — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique, *alinéa 2°* : observations sur le fonds d'investissement routier (p. 581, 582) ; observations sur les crédits affectés à la S. N. C. F. (p. 585) ; son **amendement tendant à réduire de 10 milliards le montant du programme d'équipement prévu pour la S. N. C. F.** (p. 586) ; le retire (p. 587). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959] (p. 670).

PISANI (M. EDGARD) [Sénateur de la Haute-Marne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959]. — Membre suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959].

Question orale :

M. Edgard Pisani demande à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre* de bien vouloir lui indiquer la portée de la déclaration qu'il a faite récemment et selon laquelle la France envisagerait de renoncer à ses propres expériences atomiques si les renseignements scientifiques qu'elle attend lui étaient communiqués. Il aimerait qu'il voulut bien envisager favorablement la possibilité de tenir le Parlement français informé, à son tour, de la politique atomique du Gouvernement [16 juin 1959] (n° 17). — Réponse [23 juin 1959] (p. 284).

Questions orales avec débat :

M. Edgard Pisani demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quelle politique le Gouvernement entend suivre en matière de ramassage scolaire ; comment et à quelle date il envisage de résoudre, dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, les problèmes que pose ce ramassage dans les domaines administratif, financier et technique [16 juin 1959]. — **M. Edgard Pisani** demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les perspectives offertes à la France dans les domaines économique et militaire en l'état actuel de nos connaissances nucléaires et quelle politique le Gouvernement entend fixer en matière de recherche et d'application au commissariat à l'énergie atomique [27 juillet 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 11 : observations sur les systèmes de votation des articles 55 et 56 du règlement du Sénat (p. 207) ; Art. 9 (précédemment réservé) : son **amendement tendant à permettre à toutes les commissions, selon leur compétence, de désigner les sénateurs chargés de suivre le fonctionnement des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte** (p. 210). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 17** (cf. supra) [23 juin 1959] (p. 284). — Explique son vote sur le **projet de loi portant dispositions financières intéressant l'Algérie** [25 juin 1959] (p. 340). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — **Amendement de M. Lalloy** (p. 491). § 3 : **amendement de M. Driant** (ibid.). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif**

à l'équipement économique général [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 571, 572). — Discussion de l'article unique. — *Alinéa 1^{er}* : (p. 576, 577) ; **amendement de M. Alric** (p. 578). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : son **amendement tendant à compléter cet article par une disposition affirmant que le service militaire peut être l'occasion de favoriser une promotion sociale, humaine et professionnelle des jeunes Français** (p. 663) ; le retire (p. 664). — DISPOSITIONS DIVERSES. — Art. 17 : **amendement rédactionnel de M. Menu** (p. 669).

PLAIT (M. ANDRÉ) [Sénateur de l'Yonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement sanitaire et social [4 juin 1959] (I., n° 71).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à l'équipement sanitaire et social** [4 juin 1959]. — Discussion générale (p. 178, 179). — **Suite de la discussion** [17 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 2 : son **amendement relatif à l'affectation par décret d'une partie des fonds d'action sanitaire et sociale** (p. 258) ; **sous-amendement de M. Le Basser tendant à supprimer la référence à la carence des organismes de sécurité sociale** (p. 259). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [24 juillet 1959] (p. 650).

POHER (M. ALAIN) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959] (p. 592). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [24 juillet 1959]. — Discussion de l'article 2 : explique son vote sur l'amendement de M. Peschaud (p. 651).

PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Sénateur de la Loire-Atlantique].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 juin 1959].

Question orale :

M. Michel de Pontbriand expose à *M. le ministre du travail* qu'à l'occasion d'un récent conseil interministériel la presse s'est faite l'écho de mesures qui seraient prises tendant à la refonte de la sécurité sociale, qu'il s'agisse du régime général ou des régimes spéciaux. Il lui demande quelles sont les lignes directrices de la réforme envisagée et si les informations parues concernant une unification du régime général et des régimes spéciaux sont exactes [16 juin 1959] (n° 15). — Réponse [23 juin 1959] (p. 282, 283).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 15** (cf. supra) [23 juin 1959] (p. 282, 283). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 486). — Discussion de l'article unique. — Son **amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa disposant que le Gouvernement déposera avant le 15 octobre 1959, un projet de loi de programme complémentaire portant sur le remembrement, l'alimentation en eau potable, l'électrification rurale et le drainage** (p. 493).

PORTMANN (M. GEORGES) [Sénateur de la Gironde].

Réélu le 26 avril 1959.

Est élu vice-président du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 mai 1959].

En qualité de vice-président, préside les séances du 25 juin 1959 et du 8 juillet 1959.

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Préside, en qualité de vice-président, la séance du 20 juillet 1959 et la première séance du 24 juillet 1959.

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur les propositions de résolution : 1° De M. Jean Bène et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les dispositions de la loi de finances en ce qui concerne les droits de circulation ainsi que la taxe unique sur les vins, et à revenir aux mesures fiscales antérieures ; 2° de M. Marc Pauzet et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à réviser les dispositions de la loi de finances, relatives à la fiscalité frappant les vins [16 juin 1959] (I., n° 83).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 251 à 253) ; (p. 255). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 268, 269). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Péridier relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 288 à 291). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 450 à 453). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion de l'article unique. — *Alinéa 2° : amendement de M. Guy Petit* (p. 589). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 629, 630 et 631).

PRELOT (M. MARCEL) [Sénateur du Doubs].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé Vice-Président de la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : a) sur la proposition de résolution de M. Pierre de La Gontrie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 7 de la résolution portant règlement provisoire du Sénat ; b) tendant à compléter et à modifier le règlement provisoire du Sénat [9 juin 1959] (I., n° 79).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la discussion des **conclusions de son rapport portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion générale (p. 203). — Discussion des articles. — Art. 2 : (p. 204) ; *amendement de M. Namy* (p. 205, 206) ; Art. 10 : *amendement de M. de Villoutreys* (p. 207) ; Art. 11 : observations sur les systèmes de votation des articles 55 et 56 du règlement du Sénat (p. 207, 208) ; Art. 13 : (p. 208) ; (p. 209) ; Art. 9 (précédemment réservé) : *amendement de M. Coudé du Foresto tendant à supprimer ce texte* (p. 209, 210) ; Art. 11 et 12 (renvoyés en commission) : (p. 211).

PRETRE (M. HENRI) [Sénateur de la Haute-Saône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Q

QUENUM - POSSY - BERRY (M. MAXIMILIEN) [Sénateur du Dahomey].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

R

RABOUIN (M. ETIENNE) [Sénateur du Maine-et-Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent spécial de croix de chevalier de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918 [16 juin 1959] (I., n° 92). — *Proposition de loi* tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du code civil relatifs aux donations entre époux [21 juillet 1959] (I., n° 149).

RAINCOURT (M. PHILIPPE DE) [Sénateur de l'Yonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Décédé le 2 juillet 1959. — *Eloge funèbre* prononcé par M. Monnerville, président du Sénat [8 juillet 1959].

RAKOTONIRINA (M. STANISLAS) [Sénateur de Madagascar].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

RAPUZZI (Mlle IRMA) [Sénateur des Bouches-du-Rhône].

Réélue le 26 avril 1959.

Est nommée membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Membre du conseil supérieur de la coopération [16 juin 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 624) ; (p. 631, 632 et 633).

RAYBAUD (M. JOSEPH) [Sénateur des Alpes-Maritimes].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à déclarer d'utilité publique le rachat des droits dits « de bande », en application des dispositions de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique [2 juin 1959] (I., n° 68). — *Proposition de résolution*, tendant à inviter le Gouvernement à garantir aux mères de famille la santé et la sécurité en cas de maladie et de maternité par la prise en charge, par les organismes de sécurité sociale, des dépenses relatives aux services rendus par les travailleuses familiales [4 juin 1959] (I., n° 76). — *Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages

physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française [23 juillet 1959] (I., n° 160). — *Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnes de nationalité française, par suite des événements qui se déroulent en Algérie [23 juillet 1959] (I., n° 161). — *Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnels militaires des forces armées françaises par suite des événements qui se déroulent en Algérie [23 juillet 1959] (I., n° 162).

Questions orales :

M. Joseph Raybaud demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* de bien vouloir lui donner les raisons pour lesquelles le centre hospitalier de Nice n'est pas encore élevé à la classe régionale, et ce, malgré l'avis favorable datant déjà de plusieurs années de la commission ministérielle compétente [12 mai 1959] (n° 3). — Réponse [2 juin 1959] (p. 153, 154). — **M. Joseph Raybaud** demande à *M. le garde des sceaux, ministre de la justice* si, compte tenu de l'importance et du nombre des affaires jugées par les tribunaux de grande instance de Nice et de Grasse, il ne lui paraîtrait pas opportun de créer au chef-lieu du département des Alpes-Maritimes une chambre d'appel détachée de la cour d'Aix à l'image de ce qui a été réalisé avec raison à Metz [2 juin 1959] (n° 6). — **M. Joseph Raybaud** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'un dahir du 21 janvier 1959 a modifié la réglementation relative aux pensions complémentaires servies aux anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens tributaires de la caisse marocaine des retraites qui n'ont pas pu demeurer au Maroc pendant les dix ans suivant leur mise à la retraite, privant de nombreux retraités des prestations prévues par leur statut, et lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour garantir les droits des intéressés [17 juin 1959] (n° 21). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 419, 420).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 3** (cf. *supra*) [2 juin 1959] (p. 154). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 21** (cf. *supra*) [7 juillet 1959] (p. 419, 420).

RAZAC (M. YVON) [Sénateur de la Mauritanie].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

REPIQUET (M. GEORGES) [Sénateur de la Réunion].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Question orale :

M. Georges Repiquet, constatant, d'une part, que le président de la Communauté a décidé que l'armée de la Communauté était « une » et, d'autre part, que les attributions militaires de l'ancien ministre de la France d'outre-mer ont été transférées au ministre des armées, demande à **M. le ministre des armées** quelles réformes de structure il compte promouvoir pour unifier les forces armées métropolitaines et d'outre-mer ; si une fusion est envisagée à plus ou moins brève échéance ; si tous les militaires seront alors amenés à servir sans distinction d'origine dans n'importe quel Etat de la Communauté : enfin, s'il y a lieu de maintenir des règles administratives particulières et, par voie de conséquence, des services autonomes pour les troupes dites d'outre-mer [23 juin 1959] (n° 25). — Réponse [30 juin 1959] (p. 360, 361).

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 634).

RESTAT (M. ETIENNE) [Sénateur du Lot-et-Garonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Vice-Président de la commission des affaires économiques et du plan** [6 mai 1959].

Interventions :

Intervient, en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, dans la discussion de la **proposition relative à l'indexation et à la garantie des prix agricoles** [30 juin 1959]. — Observations sur la demande de vote par décision présentée par M. Guy Petit (p. 376). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [24 juillet 1959]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à ajouter un article additionnel assimilant les subventions accordées par certains départements pour les constructions scolaires aux subventions d'Etat* (p. 644) ; — le retire (*ibid.*).

RIBEYRE (M. PAUL) [Sénateur de l'Ardèche].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 454 à 457).

RICHARD (M. JACQUES) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Est élu membre du **Sénat de la Communauté** [8 juillet 1959].

Question orale :

M. Jacques Richard expose à *M. le garde des sceaux, ministre de la justice*, que l'application de l'article 22 du décret du 22 décembre 1958 relatif à l'organisation judiciaire rencontre de nombreuses difficultés en ce qui concerne les commissions d'aide sociale, dont de nombreux maires demandent qu'elles soient maintenues au chef-lieu de canton ou dans les communes ; il lui demande si : 1° il ne lui semble pas possible, par application du deuxième alinéa de l'article 22 de ce décret, de décider immédiatement que ces commissions siègeront au chef-lieu de canton ou dans la commune ; 2° il lui paraît vraiment indispensable que de tels organismes, de caractère strictement administratif, soient obligatoirement présidés par un magistrat [16 juin 1959] (n° 18). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 415, 416).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 18** (cf. *supra*) [7 juillet 1959] (p. 416). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 615, 616).

RITZENTHALER (M. EUGÈNE) [Sénateur du Haut-Rhin].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Question orale :

M. Eugène Ritzenthaler attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les difficultés que rencontrent les organismes stockeurs de céréales, difficultés provoquées chaque année par la fixation trop tardive des prix du blé et des céréales secondaires. Le producteur ayant placé des fonds oblige les organismes stockeurs à faire des avances, ce qui rend encore plus difficile leur tâche. Il lui demande, dans ces conditions, de vouloir bien faire le nécessaire pour que les prix des céréales soient fixés avant l'ouverture de la campagne de collecte [30 juin 1959] (n° 29). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 417, 418).

RIVIEREZ (M. HECTOR) [Sénateur de l'Oubangui-Chari].

Nommé juge à la cour arbitrale de la Communauté, déclare se démettre de son mandat de sénateur de l'Oubangui-Chari [5 mai 1959].

ROCCA-SERRA (M. JEAN-PAUL DE) [Sénateur de la Corse].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [17 juin 1959].

ROCHEREAU (M. HENRI) [Sénateur de la Vendée].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Président de la commission des affaires économiques et du plan** [6 mai 1959].

Ministre de l'agriculture (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 28 mai 1959).

Cessation du mandat sénatorial de M. Rochereau à la date du 28 juin 1959.

En qualité de ministre de l'agriculture, répond à la question orale de M. Naveau relative à l'**écoulement de la production de lait** [30 juin 1959] (p. 357, 358). — Répond à la question orale de M. Naveau relative au **marché de la viande** [7 juillet 1959] (p. 416, 417); à la question orale de M. Eugène Ritzenthaler concernant la **fixation des prix des céréales** (p. 417); à la question orale de M. Ch. Durand relative aux **prix des produits agricoles** (p. 418). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de programme relatif à l'équipement agricole** [7 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 423 à 426); (p. 431). — Associe le Gouvernement à l'**hommage rendu** par M. Monnerville, Président du Sénat, à la **mémoire de M. Philippe de Raincourt, Sénateur de l'Yonne** [8 juillet 1959] (p. 447). — **Suite de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 465); (p. 488 à 490). — Discussion de l'article unique. — **Amendement de M. Lalloy** (p. 491); § 4: (p. 491); **amendement de M. Lalloy relatif aux crédits attribués à la recherche agronomique** (p. 492); sur l'ensemble (p. 494). — Répond: à la question orale de M. Michel Kauffmann relative à la **politique agricole du Gouvernement** [21 juillet 1959] (p. 549, 550); à la question orale de M. Martial Brousse concernant les **prêts spéciaux aux jeunes agriculteurs** (p. 550, 551); à la question orale de M. Victor Golvan concernant la **fièvre aphteuse** (p. 551); à la question orale de M. Yves Estève relative à la **prophylaxie de la tuberculose bovine** (p. 552); à la question orale de M. Pierre Marilhac concernant les **subventions pour les adductions d'eau** (p. 553).

ROGIER (M. MARCEL) [Sénateur d'Alger].

Est nommé *membre* de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

ROMAINE (M. EUGÈNE) [Sénateur de la Creuse].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

ROTINAT (M. VINCENT) [Sénateur de l'Indre].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées** [6 mai 1959].

ROUBERT (M. ALEX) [Sénateur des Alpes-Maritimes].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé **Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation** [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [27 mai 1959].

Intervention :

Prend part, en qualité de président de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 513, 514).

ROUGERON (M. GEORGES) [Sénateur de l'Allier].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'aménagement de la liaison routière Bordeaux—Genève [12 mai 1959] (I., n° 45). — *Proposition de résolution* tendant à inviter le Gouvernement à ramener au taux de 2,75 p. 100 la taxe de prestation de service dans l'industrie hôtelière [16 juin 1959] (I., n° 94).

ROY (M. LOUIS) [Sénateur de l'Aisne].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission spéciale de classement aux emplois réservés de médecins, pharmaciens, chirurgiens, dentistes ou vétérinaires [20 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnes de nationalité française, par suite des événements qui se déroulent en Algérie [23 juillet 1959] (I., n° 158).

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des civils du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 690).

S

SADI (M. ABDELKRIM) [Sénateur de Sétif-Batna].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé *membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [2 juillet 1959].

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant dispositions financières et monétaires concernant l'Algérie** [25 juin 1959]. — Discussion générale (p. 315, 316).

SAHOULBA (M. GOUTCHOMÉ) [Sénateur du Tchad].

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

SAIDOU DJERMAKOYE (M. ISSOUFOU) [Sénateur du Niger].

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

SASSI (M. BENAÏSSA) [Sénateur de Mostaganem-Tiaret].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 juillet 1959].

SCHIAFFINO (M. LAURENT) [Sénateur d'Alger].

Est nommé *membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Réélu sénateur d'Alger le 31 mai 1959.

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 570).

SCHLEITER (M. FRANÇOIS) [Sénateur de la Meuse].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé *membre* de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu *membre* du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Est nommé *membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à effectuer la révision d'ensemble de la situation faite aux anciens combattants et victimes de guerre [6 mai 1959] (I, n° 33).

Questions orales :

M. François Schleiter a l'honneur de demander à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* quelle est la politique actuelle du Gouvernement vis-à-vis des anciens combattants [9 juin 1959] (n° 14). — Réponse [16 juin 1959] (p. 225 à 228). — **M. François Schleiter** a l'honneur d'appeler l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur les conditions présentes de la circulation sur l'ensemble du territoire. Il lui demande s'il entend prescrire aux services du tourisme d'étendre leur activité aux lieux des grands pèlerinages nationaux des champs de batailles, qui appellent une catégorie particulièrement respectable de touristes et s'il existe, du point de vue de ce genre de circulation, une liaison effective entre les travaux publics et le tourisme. Il lui demande s'il estime suffisants les effectifs de police chargés de la circulation ; si la surabondance récente de moyens de signalisation, au long des routes, ne lui paraît pas de nature à distraire beaucoup trop de conducteurs sur le subalterne sans maintenir assez leur attention sur l'essentiel ; s'il n'estime pas indispensable de mettre fin, d'une façon générale et de façon formelle, à une équivoque qui persiste sur la priorité ; enfin, si l'échappement noir de véhicules poids lourds vers le milieu de la route ne lui paraît pas extrêmement dangereux de même que l'utilisation par ces véhicules de flèches indicatrices de direction de mesure et d'éclat sans rapport avec l'importance du véhicule. Enfin, il souhaiterait obtenir des précisions sur les bases de répartition présente des crédits d'entretien ou de travaux neufs entre les divers départements, faisant observer, à nouveau, que plusieurs départements de France subissent, depuis plusieurs années, des sujétions particulières de défense nationale, auxquelles on ne saurait faire face efficacement par des crédits normaux [7 juillet 1959] (n° 46).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 14** (cf. *supra*) [16 juin 1959] (p. 228).

SCHWARTZ (M. RENÉ) [Sénateur de la Moselle].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [17 juin 1959].

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Question orale :

M. René Schwartz a l'honneur de demander à *M. le ministre de la santé publique et de la population* : 1° de bien vouloir lui préciser pour quelles raisons le projet de construction d'un hôpital régional de Thionville, tenu en excellent rang par la commission nationale d'organisation hospitalière et dont la réalisation est pratiquement déjà lancée, n'a pas été retenu dans les tableaux annexes de la récente loi de programme relative à l'équipement sanitaire et social ; 2° de bien vouloir lui dire comment il entend favoriser et permettre la réalisation à bref délai d'un projet aussi indispensable qu'urgent [9 juin 1959] (n° 12). — Réponse [16 juin 1959] (p. 229, 230).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 12** (cf. *supra*) [16 juin 1959] (p. 230).

SEMPE (M. ABEL) [Sénateur du Gers].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des franchises locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 162) ; *son amendement, à l'article unique, tendant à se référer, en ce qui concerne la législation du fonds routier,*

à la loi du 3 avril 1955 (p. 164). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Périquier relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 292, 293). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 465, 466 et 467). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 567, 568). — Discussion de l'article unique, *alinéa 2°* (p. 583). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion des articles. — DES MESURES PROPRES A ENCOURAGER LA PROMOTION SOCIALE. — Art. 14 : *son amendement tendant à faire bénéficier des prêts prévus par la loi, les artisans, les travailleurs familiaux et les salariés des entreprises artisanales* (p. 667). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [27 juillet 1959] ; observations sur l'article 14 (p. 704).

SINSOUT (M. CHARLES) [Sénateur de la Dordogne].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Son élection est annulée [23 juillet 1959].

SOLDANI (M. EDOUARD) [Sénateur du Var].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 473 à 476).

SOUDANT (M. ROBERT) [Sénateur de la Marne].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

SOUFFLET (M. JACQUES) [Sénateur de la Seine-et-Oise].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

SOUSTELLE (M. JACQUES), **ministre délégué auprès du Premier ministre** (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de M. Pisani relative à la **politique atomique du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 284). — Répond aux questions orales de M. Bernard Lafay concernant le **raffinage et la commercialisation du pétrole saharien** [21 juillet 1959] (p. 543, 544) ; les **participations en capital dans les sociétés de recherche et d'exploitation du pétrole saharien** (p. 544, 545) ; la **commercialisation du pétrole saharien et la balance des paiements** (p. 546) ; le **pipe-line d'Edjelé à la côte tunisienne** (p. 546, 547, 548). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des députés représentant les territoires d'outre-mer** [25 juillet 1959] (p. 676).

SUDREAU (M. PIERRE), **ministre de la construction** (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond, en cette qualité, à la question orale de M. Edouard Bonnefous concernant la **sauvegarde et l'aménagement des espaces verts de la région parisienne** [21 juillet 1959] (p. 558).

SURAN (M. CHARLES) [Sénateur de la Haute-Garonne].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* du comité consultatif du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [25 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 461, 462 et 463).

SYMPHOR (M. PAUL) [Sénateur de la Martinique].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959].

T

TAILHADES (M. EDGAR) [Sénateur du Gard].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement scolaire et universitaire** [23 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 634).

TAMZALI (M. ABDENNOUR) [Sénateur d'Alger].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

TARDREW (M. WILLIAM) [Sénateur du Tchad].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

TELLIER (M. GABRIEL) [Sénateur du Pas-de-Calais].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [7 juillet 1959].

TINANT (M. RENÉ) [Sénateur des Ardennes].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

TINAUD (M. JEAN-LOUIS) [Sénateur des Basses-Pyrénées].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959]. — Membre suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 juillet 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

TORIBIO (M. RENÉ) [Sénateur de la Guadeloupe].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

TRIBOULET (M. RAYMOND), ministre des anciens combattants (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond, en cette qualité, aux questions orales de MM. Bertaud et Schleiter, relatives à la **politique du Gouvernement vis-à-vis des anciens combattants** [16 juin 1959] (p. 225 à 228). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale** [24 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 659, 660). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages subis au Maroc par des Français** [25 juillet 1959]. — Discussion générale

(p. 683). — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : *amendements de M. Armengaud et de M. Martin* (p. 687, 688) ; Art. 4 : *amendement de M. Armengaud* (p. 689). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des civils du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 692) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par des militaires du fait du terrorisme nord-africain** [25 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 694).

TRON (M. LUDOVIC) [Sénateur des Hautes-Alpes].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1959]. — Membre du conseil supérieur de la coopération [16 juin 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Question orale :

M. Ludovic Tron demande à *M. le Premier ministre* s'il est exact que, comme certains journaux l'ont annoncé, le Gouvernement envisage une session extraordinaire du Parlement au cours du mois d'août. Il lui demande si, plutôt que de recourir à des errements si fortement dénoncés, il n'eût pas été préférable d'alimenter plus judicieusement l'ordre du jour de la session ordinaire et de donner plus d'efficacité aux travaux, notamment par une collaboration mieux établie entre le Gouvernement et le Parlement [20 juillet 1959] (n° 48). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 540, 541).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1959** [30 juin 1959]. — Discussion générale (p. 366). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 525, 526). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 49** (cf. *supra*) [21 juillet 1959] (p. 541).

V

VALLIN (M. CAMILLE) [Sénateur du Rhône].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Question orale :

M. Camille Vallin expose à *M. le ministre de l'intérieur* que le 27 juin dernier, à Lyon, salle de la mairie du 6^e arrondissement, un commando fasciste s'est attaqué à une réunion publique organisée par la fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, blessant plusieurs personnes. Les auteurs de cette agression qui sont connus n'en sont pas à leur coup d'essai. Au cours de l'année 1958, ils se sont livrés à des attaques répétées et impunies contre les sièges d'organisations démocratiques et contre des réunions publiques. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à ces agissements et pour faire cesser le scandale que constitue l'appui donné à leurs auteurs par des personnalités officielles [30 juin 1959] (n° 41). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 421, 422).

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 159, 160). — Intervient dans la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion générale (p. 271, 272). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 41** (cf. *supra*) [7 juillet 1959] (p. 421, 422).

VANRULLEN (M. EMILE) [Sénateur du Pas-de-Calais].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959].

Intervention :

Explique son vote sur la **proposition de résolution relative à l'application des mesures de sécurité dans les mines** [30 juin 1959] (p. 380).

VASSOR (M. JACQUES) [Sénateur de l'Indre-et-Loire].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi relatif à l'accèsion des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [17 juin 1959] (p. 267). — Intervient dans la discussion des **propositions de résolution relatives à la fiscalité sur les vins** [17 juin 1959]. — Discussion de l'article unique (p. 273, 274). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement agricole** [8 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 481).

VERDEILLE (M. FERNAND) [Sénateur du Tarn].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959].

Est élu membre du Sénat de la Communauté [8 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le financement des tranches départementales, vicinales, rurales et urbaines du fonds d'investissement routier [6 mai 1959] (I., n° 26).

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de résolution tendant au rétablissement du financement des tranches locales du fonds d'investissement routier** [2 juin 1959]. — Discussion générale (p. 158, 159). — Explique son vote sur le **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [21 juillet 1959] (p. 593).

VERILLON (M. MAURICE) [Sénateur de la Drôme].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

VERMEERSCH (Mme JEANNETTE) [Sénateur de la Seine].

Elue le 26 avril 1959.

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 édictant le remboursement des frais pharmaceutiques uniquement pour la fraction excédant 3.000 francs par semestre et par assuré [12 mai 1959] (I., n° 48). — *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les prestations familiales de 20 p. 100* [12 mai 1959] (I., n° 50).

VERNEUIL (M. JACQUES) [Sénateur de la Charente-Maritime].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Intervention :

Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Périquier relative à la **politique viticole du Gouvernement** [23 juin 1959] (p. 293).

VIALLANES (M. ETIENNE) [Sénateur de la Côte-d'Or].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

VIGIER (M. JEAN-LOUIS) [Sénateur de la Seine].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de l'organisation des « jeux de la Communauté » [30 juin 1959] (I., n° 117).

VILLOUTREYS (M. PIERRE DE) [Sénateur du Maine-et-Loire].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre du comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés* [30 juin 1959].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *son amendement tendant à permettre aux membres des commissions permanentes qui participent de droit aux travaux de la commission des finances, de recevoir les mêmes convocations et documents que les membres de cette dernière commission* (p. 207). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 524).

VOYANT (M. JOSEPH) [Sénateur du Rhône].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959].

W

WACH (M. PAUL) [Sénateur du Bas-Rhin].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959]. — *Membre titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe* [2 juillet 1959].

WALKER (M. MAURICE) [Sénateur du Nord].

Réélu le 26 avril 1959.

Décédé le 29 avril 1959. — *Eloge funèbre prononcé par M. Monnerville, Président du Sénat, le 5 mai 1959.*

WAZIERES (M. RAYMOND DE) [Sénateur de la Somme].

Elu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 mai 1959]. — *Membre de la commission supérieure des prestations familiales agricoles* [20 juillet 1959].

Y

YANAT (M. MOULOU) [Sénateur de Sétif-Batna].

Elu le 31 mai 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [2 juillet 1959].

YVER (M. MICHEL) [Sénateur de la Manche].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé secrétaire du Sénat [5 mai 1959].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 mai 1959].

Intervention :

Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de M. Prélot portant règlement provisoire du Sénat** [9 juin 1959]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *observations sur les systèmes de votation des articles 55 et 56 du règlement du Sénat* (p. 208).

YVON (M. JOSEPH) [Sénateur du Morbihan].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 mai 1959]. — *Membre* de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 juin 1959]. — *Membre* du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [30 juin 1959].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à la réouverture des délais prévus par la loi n° 53-89 du 7 février 1953, tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires [23 juillet 1959] (I., n° 163).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [2 juillet 1959]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *son amendement tendant à supprimer le 2° alinéa de ce texte* (p. 404). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (ports maritimes), à la discussion du **projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général** [20 juillet 1959]. — Discussion générale (p. 522, 523).

Z

ZAFIMAHOVA (M. NORBERT) [Sénateur de Madagascar].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

ZINSOU (M. EMILE-DERLIN) [Sénateur du Dahomey].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 mai 1959].

Cessation de mandat à la date du 15 juillet 1959 [20 juillet 1959].

ZUSSY (M. MODESTE) [Sénateur du Haut-Rhin].

Réélu le 26 avril 1959.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 mai 1959]. — *Membre* du conseil national des services publics, départementaux et communaux [23 juin 1959].

TABLE ANALYTIQUE

A

ADDUCTIONS D'EAU, voy. : QUESTIONS ORALES, 43.

AERONAUTIQUE CIVILE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 584).

AGRICULTURE, voy. : IMPÔTS, 3.

AIDE AUX REBELLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 10.

ALGERIE (dommages physiques subis en métropole par les personnels militaires), voy. : ARMÉE, 11.

ALLOCATION AUX FAMILLES NECESSITEUSES, voy. : ARMÉE, 2.

ALGERIE

Projet de loi, présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, portant dispositions financières intéressant l'Algérie.

Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1959. — Voy. : impressions n°s 112, 122.

Transmisson au Sénat [16 juin 1959] (I., n° 85). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [17 juin 1959] (I., n° 101). — **Discussion** [23 juin 1959]. *Discussion générale commune* avec celle du projet de loi [I. n° 86] adopté par l'Assemblée nationale, portant dispositions relatives à la circulation monétaire. — Voy. : CIRCULATION MONÉTAIRE. — *Discussion des articles* [25 juin 1959] (p. 339 à 341). — Amendement par M. Champeix tendant à insérer avant l'article 1^{er} un article additionnel disposant que la présente loi n'a qu'un caractère transitoire (p. 339), observations (*ibid.*), rejet par scrutin public (n° 3) (p. 340). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Marcel Champeix ; Michel Debré, Premier ministre. — *Explications de vote* : MM. Roger Marcellin ; Edgard Pisani. — Sur l'ensemble (p. 341) et par scrutin public (n° 4). — **ADOPTION CONFORME** (n° 13). — **TEXTE DÉFINITIF**.

Promulgation : loi du 2 juillet 1959 (*J. O.* du 3 juillet, p. 6627).

ALGERIE (ELECTIONS)

Prorogation au 31 mai 1959 du mandat des Sénateurs des départements d'Algérie [28 avril 1959] (p. 96).

ALGERIE, voy. : ARMÉE, 11 ; CIRCULATION MONÉTAIRE.

ALLOCATION LOGEMENT, voy. : QUESTIONS ORALES, 16.

ALLOCATIONS D'AIDE SOCIALE

Proposition de résolution, présentée par M. Adolphe DUTOIT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les plafonds de ressources annuelles prévus pour les diverses allocations d'aide sociale [17 juin 1959] (I., n° 98). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

ALLOCATIONS VIEILLESSE

Proposition de résolution, présentée par M. Adolphe DUTOIT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement : 1° à majorer de 20 p. 100 les diverses allocations de vieillesse ; 2° à calculer les pensions de vieillesse de la sécurité sociale sur la base de 50 p. 100 du salaire moyen après trente années de versement ; 3° à élever de 20 p. 100 les plafonds de ressources annuelles prévus pour l'octroi des diverses allocations vieillesse [12 mai 1959] (I., n° 47). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

ALLOCUTIONS PRONONCEES AU SENAT

Ouverture de la session ordinaire de 1959 et allocution prononcée par M. Marius MOUTET, président d'âge [28 avril 1959] (p. 96 à 98) (I., n° 21).

Remerciements prononcés par M. Gaston MONNERVILLE lors de sa réélection à la présidence du Sénat [28 avril 1959] (p. 99 et 100).

Allocution prononcée par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, lors de l'installation du bureau définitif pour la session ordinaire de 1959 [5 mai 1959] (p. 110 à 112) (I., n° 22).

Allocution de M. Michel DEBRÉ, Premier ministre, lors de la constitution du Sénat et l'installation du bureau définitif [5 mai 1959] (p. 112).

AMNISTIE

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Eugène LECHAT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant amnistie en faveur des condamnés politiques à la suite des événements de 1947 dits « Rébellion malgache » [12 mai 1959] (I., n° 46). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, portant amnistie [17 juin 1959] (I., n° 97). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [30 juin 1959] (I., n° 115). — Rapport supplémentaire par M. Jacques Delalande [2 juillet 1959] (I., n° 121). — **Discussion** [2 juillet 1959] (p. 394 et suiv.). — *Sont*

entendus dans la discussion générale : MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jacques Delalande, rapporteur ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 397 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par Mme Renée Dervaux tendant, dans la liste des articles de la loi du 29 juillet 1881 visés à l'alinéa 2°, à supprimer la mention des articles 25 et 33 (p. 398), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant, dans la liste des articles de la loi du 29 juillet 1881 visés à l'alinéa 2°, à supprimer la mention de l'article 33 (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à ajouter à l'alinéa 3° de l'article les délits prévus par la loi du 15 juin 1907 réglementant le jeu dans les casinos, les stations balnéaires, thermales ou climatiques, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à limiter, à l'alinéa 6° de l'article, les délits et contraventions à la police des chemins de fer, aux délits prévus par l'article 18 de la loi du 15 juillet 1845 (p. 399), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à limiter l'amnistie des délits sur les fraudes et falsifications prévue à l'alinéa 7° de l'article, aux délits prévus par l'article 1er de la loi du 1er août 1905 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 399). — Amendement par M. Raymond Guyot, tendant à ajouter à l'article 3 les infractions prévues par l'article 205 du code de justice militaire (refus d'obéir) (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 6 (p. 400). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier l'article 6 en ce qui concerne les infractions sanctionnées par des peines ne dépassant pas un certain quantum (peines d'emprisonnement de trois mois ou de un an avec sursis) (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Bertaud tendant à modifier l'article 6 en ce qui concerne les infractions sanctionnées par des peines ne dépassant pas un certain quantum (peines d'emprisonnement de deux mois ou de six mois avec sursis) (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 6 bis (p. 401). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer un article additionnel 6 bis (nouveau) prévoyant l'amnistie des délits commis entre le 1er mai 1958 et le 28 septembre 1958 en relation directe avec les événements d'ordre politique qui se sont déroulés durant cette période (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 bis (p. 402). — Amendement par M. Roger Carcassonne tendant à insérer un article 13 bis (nouveau) étendant le bénéfice de l'amnistie aux anciens combattants ou déportés délinquants primaires condamnés à des peines correctionnelles pour des faits antérieurs au 28 avril 1959 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (p. 403). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à préciser que les effets de l'amnistie s'étendent à toutes incapacités ou déchéances subséquentes à la condamnation, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Waldeck L'Huillier tendant à supprimer le 2° alinéa de l'article 14 qui conditionne l'acquisition de l'amnistie au paiement par le bénéficiaire éventuel de l'amende à laquelle il a été ou sera condamné (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Yvon tendant à supprimer le 2° alinéa de l'article 14 (*ibid.*). — Les deux amendements sont déclarés irrecevables (p. 404). — Art. 17 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier l'article 17 en stipulant que l'amnistie entraîne réintégration dans leurs droits à pension des fonctionnaires ou agents civils et militaires de l'Etat et des collectivités locales (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 21 bis (p. 405). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à insérer un article 21 bis (nouveau) supprimant la mention au casier judiciaire de certaines condamnations amnistiées (*ibid.*). — Art. 22 (p. 405). Amendement par Mme Renée Dervaux tendant à supprimer, pour la réintégration dans les droits à pension, la référence à la date du 1er janvier 1959 (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Jean Bertaud ; Roger Carcassonne ; Léon David ; Jacques Delalande, rapporteur ; Renée Dervaux ; Adolphe Dutoit ; Waldeck L'Huillier ; Pierre Marilhac ; Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Louis Namy ; Joseph Yvon. — Sur l'ensemble (p. 405). — ADOPTION (n° 23).

Adopté par l'Assemblée nationale le 8 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 190, 195.

Transmis au Sénat en deuxième lecture [20 juillet 1959] (I., n° 147). — Renvoi à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [23 juillet 1959] (I., n° 154). — **Discussion** [23 juillet 1959] (p. 605 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale* : M. Jacques Delalande, rapporteur. — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Art. 6 bis (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à rétablir cet article dans le texte voté par le Sénat, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 ter (nouveau) (p. 606). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à amnistier les infractions visées à cet article à l'exception des crimes, observation, adoption (*ibid.*). — Art. 6

quater (nouveau) (p. 606). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer ce texte, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 quinquies (nouveau) (p. 606). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer ce texte, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 sexies (nouveau) (p. 606). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer ce texte, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (p. 606). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer ce texte, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 (p. 606). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à substituer, dans cet article, à la date du 13 mai 1958 celle du 28 avril 1959 (p. 607), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 bis (p. 607). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à limiter le nombre des bénéficiaires visés dans cet article, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 ter (nouveau) (p. 607). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer cet article reprenant le dernier alinéa de l'article 13 bis dans le texte de l'Assemblée nationale, observations, adoption (p. 608). — Art. additionnel 21 A (nouveau) (p. 603). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer cet article additionnel amnistiant les faits de collaboration quand ils ont été commis par des mineurs de 21 ans, observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 21 B (nouveau) (p. 608). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer cet article additionnel reprenant les dispositions contenues dans les articles 6 quinquies et 6 sexies de l'Assemblée nationale, observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Edmond Michelet, garde des sceaux, Ministre de la Justice. — sur l'ensemble (p. 608). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 31). — DEUXIÈME LECTURE.

Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 24 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 230, 231.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 5 août ; p. 7795).

— **Rectificatif** : J. O. du 14 septembre 1959 ; p. 9010.

ANCIENS COMBATTANTS DES CHEMINS DE FER, voy. : QUESTIONS ORALES, 19.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Proposition de résolution, présentée par MM. François SCHLEITER et Martial BROUSSE (Sénateurs), tendant à inviter le Gouvernement à effectuer la révision d'ensemble de la situation faite aux anciens combattants et victimes de guerre [6 mai 1959] (I., n° 33). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, voy. : QUESTIONS ORALES, 14.

ARMEE

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Raymond GUYOT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à porter le prêt aux jeunes soldats au taux minimum de 100 francs par jour [27 mai 1959] (I., n° 53). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

2. — Proposition de résolution, présentée par Mme Renée DERVAUX (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux et les conditions d'attribution de l'allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est à l'armée [27 mai 1959] (I., n° 54). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

3. — Proposition de résolution, présentée par M. Raymond GUYOT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à libérer les hommes du contingent dès que la durée légale du service militaire est atteinte [27 mai 1959] (I., n° 55). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

4. — Proposition de résolution, présentée par M. Raymond GUYOT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires engagés des armées de terre, de mer et de l'air, le droit de résilier leur contrat s'ils le désirent à l'échéance d'un temps égal à la durée légale du service militaire, soit vingt-quatre mois [4 juin 1959] (I., n° 73). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

5. — Proposition de résolution, présentée par Mme Renée DERVAUX (Sénateur) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise militaire aux militaires des garnisons stationnées en métropole [4 juin 1959] (I., n° 74). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

6. — Proposition de résolution, présentée par M. le général Ernest PETIT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des transports à tous les militaires permissionnaires** [16 juin 1959] (I., N° 80). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

7. — Proposition de résolution, présentée par M. Raymond Guyot (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion du 14 juillet : 1° à lever toutes les punitions régimentaires et à accorder une permission exceptionnelle à tous les militaires ; 2° à procéder à la libération, et, en tout état de cause, à décider la remise de peine pour tout les militaires emprisonnés à la suite de condamnation par les tribunaux militaires, ou en détention préventive** [17 juin 1959] (I., N° 99). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées.

8. — Projet de loi, présenté par M. Pierre GUILLAUMAT, MINISTRE DES ARMÉES, **portant statut de l'économat de l'armée**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n°s 39, 139, 140.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., N° 105). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [25 juin 1959]. — Rapport par M. Pierre Métayer [2 juillet 1959] (I., n° 130). — Avis par M. André Boutemy [7 juillet 1959] (I., n° 134). — **Discussion** [7 juillet 1959] (p. 422). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture au nom de M. Guillaumat, ministre des armées ; Pierre Métayer, rapporteur ; André Boutemy, rapporteur pour avis. — **ADOPTION CONFORME** (n° 24). — **TEXTE DÉFINITIF**.

Promulgation : loi du 22 juillet 1959 (J. O. du 23 juillet ; p. 7282).

9. — Projet de loi, présenté par M. Pierre GUILLAUMAT, MINISTRE DES ARMÉES, **relatif à certaines dispositions applicables aux convoyeuses de l'air appartenant au personnel des cadres militaires féminins**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n°s 40, 103, 141.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n° 106). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [25 juin 1959]. — Rapport par M. Jacques Ménard [2 juillet 1959] (I., n° 131). — Avis par M. André Maroselli [7 juillet 1959] (I., n° 135). — **Discussion** [8 juillet 1959] (p. 449 et 450). — *Sont entendus* : MM. Pierre Guillaumat, ministre des armées ; Jacques Ménard, rapporteur ; André Maroselli, rapporteur pour avis. — **ADOPTION** (p. 450). — **ADOPTION CONFORME** (n° 27). — **TEXTE DÉFINITIF**.

Promulgation : loi du 23 juillet 1959 (J. O. du 24 juillet, p. 7347).

10. — Projet de loi, présenté par M. Pierre GUILLAUMAT, MINISTRE DES ARMÉES, **fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n°s 51, 138, 142.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n° 107). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [25 juin 1959]. — Rapport par M. Pierre Métayer [2 juillet 1959] (I., n° 132). — Avis par M. André Boutemy [7 juillet 1959] (I., n° 136). — **Discussion** [7 juillet 1959] (p. 423). — *Sont entendus* : MM. Pierre Métayer, rapporteur ; André Boutemy, rapporteur pour avis. — **ADOPTION CONFORME** (n° 25). — **TEXTE DÉFINITIF**.

Promulgation : loi du 15 juillet 1959 (J. O. du 16 juillet, p. 7011).

11. — Projet de loi présenté par M. Raymond TRIBOULET, MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, **relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnels militaires des forces armées françaises par suite des événements qui se déroulent en Algérie**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 7 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 137, 183.

Transmission au Sénat [20 juillet 1959] (I., n° 145). — Renvoi à la commission des affaires sociales et pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Rapport par Mme Marie-Hélène Cardot [23 juillet 1959] (I., n° 159). — Avis par M. Joseph Raybaud

[23 juillet 1959] (I., n° 162). — **Discussion** [25 juillet 1959] (p. 693 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur ; André Armengaud, au nom de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants ; Bernard Chochoy, Jean Bertaud. — *Discussion des articles* (p. 695). — Art. 1^{er} (p. 695). — Amendement rédactionnel par M. Joseph Raybaud tendant à préciser les modalités d'application des droits reconnus aux victimes des attentats, adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (p. 695). — **ADOPTION MODIFIÉE** (n° 39).

Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 27 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 239, 242.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 1^{er} août ; p. 7667).

ARMÉE, VOY. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, p. 8.

ARMÉE DE MER (Cote de justice militaire), VOY. : CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

ARMÉE DE TERRE (Service du matériel), VOY. : ARMÉE, 10.

ASSEMBLÉES EUROPEENNES

Election de cinq délégués titulaires et de cinq délégués suppléants représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ; sont proclamés élus délégués titulaires : MM. KALB, ALRIC, WACH, PINTON et MOUTET ; délégués suppléants : MM. MONICHON, GROS, TINAUD, PISANI et DARDEL [2 juillet 1959] (p. 405).

Election d'un délégué représentant la France à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes ; est proclamé élu M. ARMENGAUD [2 juillet 1959] (p. 406).

Election d'un délégué représentant la France à l'Assemblée parlementaire européenne ; est proclamé élu M. René BLONDELLE [24 juillet 1959] (p. 671 et 672).

ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS

Projet de loi, présenté par M. Jacques SOUSTELLE, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, **portant extension aux territoires de la Polynésie française, de la Côte française des Somalis, de l'archipel des Comores et des îles Saint-Pierre et Miquelon, des dispositions de la loi du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs** [16 juin 1959] (I., n° 91). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [2 juillet 1959] (I., n° 125). — **Discussion** [2 juillet 1959] (p. 394). — *Est entendu* : M. Marcel Molle, rapporteur. — **ADOPTION** (n° 22).

Voy. : Assemblée nationale, impression n° 193.

ASSURANCE VOLONTAIRE POUR LA VIEILLESSE

Projet de loi, présenté par M. Paul BACON, MINISTRE DU TRAVAIL, **relatif à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse** [2 juin 1959] (I., n° 67). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [16 juin 1959]. — Rapport par M. Abel-Durand [16 juin 1959] (I., n° 84). — Avis par M. Michel Kistler [16 juin 1959] (I., n° 93). — **Discussion** [17 juin 1959] (p. 263 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Le Basser, au nom de M. Abel-Durand, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Kistler, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; le général Béthouart ; Henri Longchambon. — *Discussion des articles* (p. 265 et suiv.). — Art. 2. — Amendement par M. le général Béthouart tendant à insérer un nouvel alinéa visant les veuves de salariés ou assimilés (p. 266), adoption (*ibid.*). — Art. 3. — Amendement par M. Dutoit tendant à soumettre l'autorisation de signer des conventions avec les organismes de retraite et d'assurance vieillesse fonctionnant au Maroc et en Tunisie à l'avis préalable de la fédération des organismes de sécurité sociale (*ibid.*), observations et rejet (p. 267). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Le Basser, au nom de M. Abel-Durand, rapporteur de la commission des affaires sociales ; le général Béthouart ; Dutoit. — *Explication de vote* : M. Vassor. — **ADOPTION** (n° 9).

Adopté par l'Assemblée nationale le 21 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 148, 214.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 5 août ; p. 7794).

ASSURES SOCIAUX, voy. : SÉCURITÉ SOCIALE.

AVOUES, voy. : QUESTIONS ORALES, 51.

B

BAISSE DE PRIX, voy. : QUESTIONS ORALES, 54.

BARRAGE DE LA RANCE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 573 et suiv.).

BARRAGE DE PIERRE-BENITE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 573 et suiv.).

BARRAGES DE SAMOIS ET DE LA CAVE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 590).

BAUX A FERME, voy. : FERMAGES, 2.

BIENS ENNEMIS, voy. : MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

BONIFICATIONS DE CAMPAGNES DE GUERRE, voy. : QUESTIONS ORALES, 19.

BUDGET DE 1959

1. — **Projet de loi de finances rectificative pour 1959** présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n^{os} 70, 111.

Transmission au Sénat [23 juin] (I., n^o 104). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par MM. André Armengaud et André Boutemy [25 juin 1959] (I., n^o 114). — **Discussion** [30 juin 1959] (p. 362 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; André Armengaud, rapporteur ; André Boutemy, rapporteur ; Ludovic Tron ; Edouard Le Bellegou ; André Monteil ; Clément Balestra. — *Discussion des articles* (p. 369 et suiv.). Art. 1^{er} (*ibid.*). Amendement par M. Armengaud tendant à limiter l'octroi de la garantie de l'Etat (*ibid.*), adoption (p. 370). — *Ont pris part à la discussion* : MM. André Armengaud, rapporteur ; Pierre Guillaumat, ministre des armées ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. *Explication de vote* : M. Antoine Courrière. — Sur l'ensemble (p. 372) et par scrutin publique (n^o 6). — **ADOPTION MODIFIÉE** (n^o 16).

Adopté en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, le 21 juillet 1959. — Voy. : Impressions n^{os} 189, 198.

Promulgation : loi du 1^{er} août 1959 (J. O. du 2 août ; p. 7700).

2. — **Projet de loi de finances rectificative pour 1959 (dispositions diverses concernant le Trésor)** présenté par M. Antoine PINAY, Ministre des finances et des affaires économiques.

Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juillet 1959. — Voy. Impressions n^{os} 216, 236.

Transmission au Sénat [27 juillet 1959] (I., n^o 168). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [27 juillet 1959] (I., n^o 171). — **Discussion** [27 juillet 1959] (p. 698 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Antoine Pinay, ministre des finances et des affaires économiques ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Georges Marrane ; André Armengaud. — *Discussion des articles* (p. 701 et suiv.). — Art. 2 (p. 701). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à limiter à 1959 les dispositions de cet article (*ibid.*), observations, adoption (p. 702). — Amendement par M. Georges Marrane tendant à ce qu'il soit également fait référence dans le texte à l'article 278-1 du code de l'urbanisme (*ibid.*), déclaration d'irrecevabilité en vertu de l'art. 45 du règlement (*ibid.*). — *Ont*

pris part à la discussion : MM. Georges Marrane ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Antoine Pinay, ministre des finances et des affaires économiques. — *Explication de vote* : M. Bernard Chochoy. — Sur l'ensemble (p. 703) et par scrutin public (n^o 12). — **ADOPTION MODIFIÉE** (n^o 40).

Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 27 juillet 1959. — Voy. : Impressions n^{os} 245, 246.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 6 août ; p. 7827).

C

CALAMITES ATMOSPHERIQUES

Proposition de résolution, présentée par M. André CHAZALON (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate et importante aux victimes des ouragans du 24 mai 1959 dans la vallée du Gier** [2 juin 1959] (I., n^o 61). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

CALAMITES ATMOSPHERIQUES, Voy. : VITICULTURE, 1.

CANALISATIONS PUBLIQUES

Projet de loi, présenté par M. Roger HOUDET, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, **instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n^{os} 68, 131.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n^o 110). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

CATASTROPHES MINIERES, voy. : MINES.

CENSURE, voy. : QUESTIONS ORALES, 40.

CENTRE HOSPITALIER DE NICE, voy. : QUESTIONS ORALES, 3.

CENTRES D'APPRENTISSAGE, voy. : QUESTIONS ORALES, 47.

CENTRES DE GROUPEMENT EN ALGERIE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 6 rectifié.

CHEMINOTS

Observations par M. Dutoit sur l'application de la loi d'amnistie aux cheminots, lors de la discussion du projet de loi portant amnistie [2 juillet 1959] (p. 402).

CHEQUES POSTAUX, voy. : CODE DE COMMERCE.

CHOMEURS

Proposition de résolution, présentée par M. Maurice COUTROT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures concernant la situation des chômeurs secourus quant au paiement de leur loyer** [6 mai 1959] (I., n^o 31). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

CIRCULATION, voy. : QUESTIONS ORALES, 46.

CIRCULATION MONETAIRE

Projet de loi, présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, **portant dispositions relatives à la circulation monétaire**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1959. — Voy. : Impressions n^{os} 113, 123.

Transmission au Sénat [16 juin 1959] (I., n^o 86). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [17 juin 1959] (I., n^o 102). — **Discussion** [23 juin 1959] (p. 295 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* (commune avec celle du projet de loi [I., n^o 85], adopté par l'Assemblée nationale, portant dispositions financières intéressant l'Algérie) : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Suite de la discussion** [25 juin 1959] (p. 313 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale* : MM. Marcel

Champeix ; Roger Duchet ; Michel Debré, Premier ministre ; Sadi Abdelkrim ; Gaston Defferre ; Marius Moutet ; François Mitterrand ; Chérif Benhabylès ; Jacques Duclos ; Edgar Faure ; René Enjalbert ; Pierre Marcellin ; André Colin. — *Discussion des articles* (ibid.) (p. 341). — Sur l'ensemble et par scrutin public (n° 5). — ADOPTION CONFORME (n° 14). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 2 juillet 1959 (J. O. du 3 juillet, p. 6627).

CIRCULATION URBAINE ET ROUTIERE, voy. : QUESTIONS ORALES, 26.

CODE CIVIL

1. — Proposition de loi, présentée par M. Georges BOULANGER (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier les articles 724, 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135 et 2193 à 2195 du code civil, à supprimer les articles 1540 à 1581 du code civil ainsi qu'à ajouter au titre V du livre III du code civil un chapitre IV intitulé : « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage »** [30 juin 1959] (I., n° 120). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

2. — Proposition de loi, présentée par M. Etienne RABOUIN (Sénateur), **tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du code civil relatifs aux donations entre époux** [21 juillet 1959] (I., n° 149). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE DE COMMERCE

1. — Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, **étendant aux paiements d'effets de commerce par chèques postaux les dispositions de l'article 148 B du code de commerce** [16 juin 1959] (I., n° 82). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [2 juillet 1959] (I., n° 127). — **Discussion** [8 juillet 1959] (p. 448 et 449). — *Est entendu dans la discussion générale* : M. Marcel Molle, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 449). — Art. 2 (ibid.). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Molle ; adoption (ibid.). — Sur l'ensemble (ibid.). — ADOPTION (n° 26).

Voy. : Assemblée nationale, impression n° 211.

2. — Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, **modifiant les articles 442 et 577 nouveaux du code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat** [30 juin 1959] (I., n° 118). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Projet de loi, présenté par M. Pierre GUILLAUMAT, MINISTRE DES ARMÉES, **modifiant les articles 17 et 151 du code de justice militaire pour l'armée de mer.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n° 65, 130.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n° 108). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [7 juillet 1959] (I., n° 137). — **Discussion** [8 juillet 1959] (p. 450). — *Sont entendus* : MM. Pierre Guillaumat, ministre des armées ; André Monteil, rapporteur. — Adoption (ibid.). — ADOPTION CONFORME (n° 28). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 23 juillet 1959 (J. O. du 24 juillet, p. 7347).

CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE

Proposition de loi, présentée par M. Jean BERTAUD (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à compléter les articles 111 et 114 du code de l'administration communale, relatifs à l'exercice des pouvoirs de police dans les communes du département de la Seine** [23 juillet 1959] (I., n° 164). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE RURAL

Proposition de loi, présentée par M. René BLONDELLE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural** [4 juin 1959] (I., n° 72). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [25 juin 1959].

COLLABORATION DES POUVOIRS, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 9.

COLLECTIVITES LOCALES, voy. : QUESTIONS ORALES, 8, 13.

COLLECTIVITES LOCALES (Subventions), voy. : QUESTIONS ORALES, 43.

COMITE INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE BOURGOGNE ET DE MACON

Proposition de résolution, présentée par M. Jules PINSARD (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à créer un « comité interprofessionnel des vins de Bourgogne et de Mâcon »** [16 juin 1959] (I., n° 81). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

COMITE PROVISoire DES TRANSPORTS, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 7 rectifié.

COMMÉMORATIONS ET ANNIVERSAIRES

Observations relatives à l'anniversaire du 18 juin 1940 par MM. André Dulin, Antoine Courrière, Jean-Louis Vigier, Edouard Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à l'occasion de la fixation de l'ordre du jour [17 juin 1959] (p. 261 et suiv.).

COMMISSIONS D'ASSISTANCE

Proposition de résolution présentée par M. Fernand AUBERGER (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rétablissant le siège des commissions d'assistance dans chaque chef-lieu de canton en vue d'éviter des déplacements difficiles et coûteux imposés actuellement aux maires et conseillers généraux** [6 mai 1959] (I., n° 32). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS, ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

Dépôt du rapport, établi par la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année expirée (application de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958) [2 juin 1959] (I., n° 65).

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES, voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS, ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

COMMISSIONS D'AIDE SOCIALE, voy. : QUESTIONS ORALES, 18.

COMMISSIONS PERMANENTES, voy. : SÉNAT, COMMISSIONS.

Liste des membres des commissions permanentes [6 mai 1959] (p. 125 et 126) ; voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

COMMISSIONS SPECIALES

1. — **Commission spéciale chargée d'apurer les comptes du Conseil de la République pour l'exercice 1957**, voy. : SÉNAT, COMMISSIONS.

2. — **Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale**, voy. : SÉNAT, COMMISSIONS.

COMMUNAUTE (ELECTIONS)

Sénateurs élus par les territoires d'outre-mer qui ont choisi le statut d'Etat membre de la Communauté, voy. : ELECTIONS SENATORIALES.

COMORES, VOY. : ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS.

CONCORDAT, VOY. : CODE DE COMMERCE, 2.

CONCOURS DES CITOYENS A LA JUSTICE, VOY. : JUSTICE, 1.

CONDAMNES POLITIQUES, VOY. : AMNISTIE, 1.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. — ELECTIONS

1° Dépôts de protestations.

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans certains départements [28 avril 1959] (p. 96). — Liste de ces protestations [Election de M. BEAUJANNOT dans le département du Loir-et-Cher ; élection de M. SOUDANT dans le département de la Marne] (*ibid.*) (p. 103).

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans certains départements [5 mai 1959] (p. 108). — Liste de ces protestations [Elections de M. SOUDANT dans le département de la Marne ; de MM. GRAND et VERNEUIL dans le département de la Charente-Maritime ; de M. TAILHADES dans le département du Gard ; de MM. KAUFMANN, WACH, KISTLER et YUNG dans le département du Bas-Rhin ; de M. TORIBIO dans le département de la Guadeloupe ; de M. MARSELLI dans le département de la Haute-Saône] (*ibid.*) (p. 118).

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans certains départements [6 mai 1959] (p. 125). — Liste de ces protestations [Election de MM. BARRACHIN, BAUMEL, BERTAUD, BRUNHES, COGNIOT, COUTROT, DARDEL, Mme DEVAUX, MM. DUCLOS, FOSSET, FRUH, GANEVAL, GUYOT, LAFAY, L'HUILLIER, MARRANE, MICHELET, PETIT, Mme VERMEERSCH et M. VIGIER dans le département de la Seine ; élection de M. SINSOUT dans le département de la Dordogne ; élection de MM. DE VILLOUTREYS, RABOUIN, DE GEOFFRE dans le département du Maine-et-Loire] (*ibid.*) (p. 128).

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans certains départements [12 mai 1959] (p. 132). — Liste de ces protestations [Election de M. AUBERGER dans le département de l'Allier ; élection de MM. REPIQUET et ISAUTIER dans le département de la Réunion ; élection de MM. BERNIER et TORIBIO dans le département de la Guadeloupe] (*ibid.*) (p. 134).

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans certains départements [27 mai 1959] (p. 136). — Liste de ces protestations [Election de MM. BERNIER et TORIBIO dans le département de la Guadeloupe ; élection de trois sénateurs représentant les Français établis hors de France : MM. Louis GROS, Maurice CARRIER et le général BÉTHOUART ; élection des six sénateurs représentant les Français hors de France : MM. le général BÉTHOUART, CARRIER, ARMENGAUD, Louis GROS, LONGCHAM-BON et MOTAIS DE NARBONNE ; élection de M. André DULIN dans la Charente-Maritime] (*ibid.*) (p. 140).

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans la circonscription de Tizi-Ouzou [9 juin 1959] (p. 194 et 213) [Election de MM. Salah BENACER ; Abdennour BELKADI ; Mohamed Saïd ABDELLATIF].

Avis du dépôt de protestations dirigées contre les élections sénatoriales dans certaines circonscriptions [16 juin 1959] (p. 219). — Liste de ces protestations. [Election de MM. DUMONT, GUE-ROUI, SADI YANAT et MOKRANE dans la circonscription de Sétif-Batna ; élection de MM. MARCELLIN, BENACER, BELKADI et ABDELLATIF dans la circonscription de Tizi-Ouzou] (*ibid.*) (p. 236).

Avis du dépôt d'une protestation dirigée contre les élections sénatoriales dans la circonscription de Tizi-Ouzou [23 juin 1959] (p. 280 et 302) [Election de MM. MARCELLIN, BENACER, BELKADI et ABDELLATIF].

2° Décisions.

Décisions de rejet des requêtes portant contestation du résultat des opérations électorales du 26 avril 1959 : 1° dans le département de la Marne (élection de M. Robert SOUDANT) ; 2° dans le département du Gard (élection de M. Edgar TAILHADES) ; 3° dans le département du Bas-Rhin (élection de MM. Michel KAUFFMANN, Paul WACH, Michel KISTLER et Louis YUNG) ; 4° dans le département de l'Allier (élection de M. Fernand AUBERGER) ; 5° dans le département du Loir-et-Cher (élection de MM. Joseph BEAUJANNOT et Jacques BOISRON) ; 6° dans le département de la Réunion (élection de MM. Georges REPIQUET et Alfred ISAUTIER). [4 janvier 1959] (p. 170, 188 et 189).

Décisions de rejet des requêtes portant : A. — Contestation du résultat des opérations électorales du 26 avril 1959 ; 1° dans le département de la Haute-Saône (élection de M. André MARSELLI) ; 2° dans le département de la Seine (élection de MM. BARRACHIN, BAUMEL, BAYROU, BERTAUD, BRUNHES, COGNIOT, COUTROT, DARDEL, Mme DEVAUX, MM. DUCLOS, FOSSET, FRUH, GANEVAL, GARAUDY, GUYOT, LAFAY, L'HUILLIER, MARRANE, MICHELET, PETIT, Mme VERMEERSCH et M. VIGIER) ; 3° dans le département de la Charente-Maritime (élection de MM. GRAND, VERNEUIL et DULIN) ; 4° dans le département de Maine-et-Loire (élection de MM. DE VILLOUTREYS, RABOUIN et DE GEOFFRE) ; B. — Contestation du résultat de l'élection par le Sénat, le 5 mai 1959, des sénateurs représentant les Français établis hors de France (deux requêtes) — (élection de MM. BÉTHOUART, CARRIER, ARMENGAUD, GROS, LONGCHAM-BON et MOTAIS DE NARBONNE). [23 juin 1959] (p. 280, 303 à 305).

Décision de rejet des requêtes portant contestation du résultat des opérations électorales du 26 avril 1956 dans le département de la Guadeloupe (élection de MM. Lucien BERNIER et René TORIBIO) [23 juillet 1959] (p. 627 et 640).

Décision d'annulation de l'élection de M. Charles SINSOUT comme sénateur de la Dordogne [23 juillet 1959] (p. 627 et 640).

II. — EXAMEN DES RÈGLEMENTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

VOY. : QUESTIONS ORALES, 22.

Observations par M. COURRIÈRE au sujet de la publication des décisions du Conseil constitutionnel [2 juillet 1959] (p. 390).

Lettre du Président du Conseil constitutionnel communiquant la décision du Conseil constitutionnel rendue en application de l'article 61 de la Constitution sur la conformité à la Constitution du règlement du Sénat [2 juillet 1959] (p. 391) ; observations par M. Monnerville, Président du Sénat, sur la publication de la décision du Conseil constitutionnel (*ibid.*).

Décision du Conseil constitutionnel sur le règlement du Sénat [2 juillet 1959] (p. 408 et 409).

CONSEIL DE L'EUROPE, VOY. : ASSEMBLÉES EUROPÉENNES.

CONSEILLERS GÉNÉRAUX, VOY. : COMMISSION D'ASSISTANCE.

CONSEILS GÉNÉRAUX

Proposition de loi présentée par M. Francis LE BASSER (Sénateur), tendant à modifier et à compléter la loi relative au fonctionnement des conseils généraux, quant à l'élection des bureaux et à la délégation de vote [24 juillet 1959] (I. n° 166). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE, VOY. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS, ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

CONSTRUCTION, VOY. : LOGEMENTS.

CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE, VOY. : LOGEMENTS.

CONSTRUCTIONS NAVALES

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 583).

CONTRAT, VOY. : ARMÉE, 4 ; CODE CIVIL.

CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT DES ALIMENTS A L'ÉTRANGER, VOY. : QUESTIONS ORALES, 9.

CONVENTIONS, VOY. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

CONVOYEUSES DE L'AIR, VOY. : ARMÉE, 9.

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS, VOY. : ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS.

COUR D'APPEL A NICE, voy. : QUESTIONS ORALES, 6.

COUT DE LA VIE, voy. : QUESTIONS ORALES, 50.

CREDITS DEPARTEMENTS (ROUTES), voy. : QUESTIONS ORALES, 46.

CRIMES ET DELITS CONTRE LES ENFANTS, voy. : JUSTICE, 1.

CRISE DE L'AGRICULTURE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, 5.

D

DECHEANCE DES DROITS CIVIQUES, voy. : PUISSANCE PATERNELLE.

DECLARATIONS D'IMPOTS (DEDUCTIONS), voy. : QUESTION ORALES, 20.

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

Déclaration de M. Michel DEBRÉ, Premier ministre, relative à l'équilibre du pouvoir au sein du régime parlementaire et en particulier à la procédure des propositions de résolution et à la procédure des questions orales [2 juin 1959] (p. 146 à 148).

Lecture par M. Edmond MICHELET, garde des sceaux, ministre de la justice, au nom de M. Michel DEBRÉ, Premier ministre, d'une déclaration du Gouvernement relative à la question scolaire [23 juillet 1959] (p. 609 et 610). — Est entendu en réponse : M. Yves Estève (p. 610 et 611).

DECRETS INSERES DANS DES TEXTES FIGURANT A LA PRESENTE TABLE, voy. : ANNEXE I A LA SUITE DE LA TABLE ANALYTIQUE.

DISSOLUTION DU MARIAGE, voy. : CODE CIVIL, 1.

DISTRICTS URBAINS

Proposition de loi, présentée par M. Waldeck L'HUILLIER (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959, tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations, et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [27 mai 1959] (I., n° 57). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [17 juin 1959].

2. — Proposition de loi, présentée par M. Maurice COUTROT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à reporter, à une date ultérieure, l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations, et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [2 juin 1959] (I., n° 63). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [17 juin 1959].

DIVORCE

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer au cours de la procédure de divorce, tant en première instance qu'en appel, un conseil désigné à l'effet de donner son avis sur l'attribution du droit de garde et à proposer toutes mesures dans l'intérêt de l'enfant [4 juin 1959] (I., n° 70). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

DOMMAGES PHYSIQUES, voy. : Armée, 11 ; INDEMNITES, 1, 2.

DONATIONS ENTRE EPOUX, voy. : CODE CIVIL, 2.

DOUBLES IMPOSITIONS, voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

DROIT DE GARDE, voy. : DIVORCE.

DROITS « DE BANDITE »

Proposition de résolution, présentée par M. Joseph RAYBAUD (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à déclarer d'utilité publique le rachat des droits dits « de bandite », en application des dispositions de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique [2 juin 1959] (I., n° 68). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DROITS DE CIRCULATION SUR LES VINS, voy. : IMPÔTS, 1.

DROITS D'ENREGISTREMENT, voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

E

ECOLE LAIQUE

Proposition de résolution, présentée par M. Georges COGNIOT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir et préserver la laïcité de l'école [12 mai 1959] (I., n° 43). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

ECONOMAT DE L'ARMÉE, voy. : ARMÉE, 8.

EFFETS DE COMMERCE, voy. : CODE DE COMMERCE.

ELECTIONS

Projet de loi, présenté par M. Jacques SOUSTELLE, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n°s 69, 121.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n° 109). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Max Monichon [23 juillet 1959] (I., n° 153). — Discussion [25 juillet 1959] (p. 676 et suiv.). — Sont entendus : MM. Jacques Soustelle, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Max Monichon, rapporteur. — ADOPTION CONFORME (n° 35). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 6 août ; p. 7827).

ELECTIONS SENATORIALES

Elections sénatoriales du 26 avril 1959. Sénateurs proclamés élus dans les départements de la métropole et d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer [28 avril 1959] (p. 96, 102 et 103).

Représentation au Sénat des Etats membres de la Communauté et des départements d'Algérie [28 avril 1959] (p. 96).

Représentation au Sénat des Français de l'étranger [28 avril 1959] (p. 100 et 103).

Nomination des sénateurs représentant les Français établis hors de France [5 mai 1959] (p. 115).

Sénateurs proclamés élus dans les départements des Oasis et de la Saoura [27 mai 1959] (p. 136 et 140).

Elections sénatoriales du 31 mai 1959 dans les départements algériens. Sénateurs proclamés élus dans ces départements [2 juin 1959] (p. 146 et 166).

Affectation aux séries triennales des sénateurs représentant les Français établis hors de France [9 juin 1959] (p. 195 et 213).

Tirage au sort des séries respectivement renouvelables en 1962, 1965 et 1968 [9 juin 1959] (p. 195 et 213).

ELOGES FUNEBRES, voy. : SÉNATEURS, DÉCÈS.

EMPRUNTS DES COLLECTIVITES LOCALES, voy. : QUESTIONS ORALES, 8.

ENERGIE ATOMIQUE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, 14.

ENSEIGNEMENT

Proposition de résolution, présentée par M. Georges COGNIOT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en 1959 la date de la rentrée scolaire (enseignement du deuxième degré et technique) au 1^{er} octobre [2 juin 1959] (I., n° 59). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

ENTREPRISES PETROLIERES (CAPITAUX SOCIAUX), VOY. : QUESTIONS ORALES, 37.

EPARGNE-CREDIT, VOY. : QUESTIONS ORALES, 31.

EPICERIE, VOY. : QUESTIONS ORALES, 35.

EQUIPEMENT AGRICOLE

Projet de loi programme, présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES, relative à l'équipement agricole.

Adopté par l'Assemblée nationale le 25 juin 1959. — Voy. : Impressions n°s 56, 105, 124.

Transmission au Sénat [30 juin 1959] (I., n° 116). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [2 juillet 1959]. — Rapport par M. Paul Driant [2 juillet 1959] (I., n° 128). — Avis par M. Maurice Lalloy [2 juillet 1959] (I., n° 133). — **Discussion** [7 juillet 1959] (p. 423 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Paul Driant, rapporteur ; Maurice Lalloy, rapporteur pour avis ; André Dulin ; Yvon Coudé du Foresto ; Jean Deguise. — **Suite de la discussion** [8 juillet 1959] (p. 450 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale* : MM. Georges Portmann ; Martial Brousse ; Paul Ribeyre ; Bernard Chochoy ; André Dulin ; Charles Naveau ; Charles Suran ; René Blondelle ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Abel Sempé ; Jean Lacaze ; Léon-Jean Grégoire ; Edouard Soldani ; Gaston Defferre ; Octave Bajoux ; Roger Carcassonne ; Jean Péridier ; Jacques Vassor ; Léon David ; Vincent Delpuech ; Jean Errecart ; Jean Brajeux ; Henri Longchambon ; Michel de Pontbriand ; Claude Mont ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — *Discussion de l'article unique* (p. 490 et suiv.). — Amendement par M. Lalloy tendant à soumettre l'approbation du programme triennal d'équipement agricole, à la condition du dépôt d'un projet de loi de programme complémentaire portant sur le remembrement, l'alimentation en eau potable, l'électrification et le drainage (*ibid.*). — L'amendement est réservé (p. 491). Observations. — Amendement par M. Driant tendant à remplacer les mots : « aux circuits de distribution », par les mots : « à l'assainissement des circuits commerciaux », observations, adoption (p. 491). — Amendement par M. Lalloy tendant à compléter l'article par un nouvel alinéa relatif aux crédits d'investissements attribués à la recherche agronomique (p. 492), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Lalloy tendant à soumettre à l'approbation du programme triennal d'équipement agricole à la condition du dépôt d'un projet de loi de programme complémentaire portant sur le remembrement, l'alimentation en eau potable, l'électrification et le drainage, précédemment réservé (p. 492). — Amendement par M. de Pontbriand tendant à compléter l'article unique par un nouvel alinéa disposant que le Gouvernement déposera, avant le 15 octobre 1959, un projet de loi de programme complémentaire portant sur le remembrement, l'alimentation en eau potable, l'électrification rurale et le drainage (p. 493), discussion commune, observations ; rejet de l'amendement de M. Lalloy (*ibid.*), rejet de l'amendement de M. de Pontbriand (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Yvon Coudé du Foresto ; Paul Driant, rapporteur ; André Dulin ; Maurice Lalloy, rapporteur pour avis ; Henri Longchambon ; Auguste Pinton ; Edgard Pisani ; Michel de Pontbriand ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — *Explications de vote* : MM. Georges Boulanger ; Raymond Pinchard ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Jean Bertaud ; Yvon Coudé du Foresto. — Sur l'ensemble (p. 495), et par scrutin public (n° 8). — **REJET DE L'ENSEMBLE** (n° 29).

Voy. : Assemblée nationale, impressions n°s 213, 217.

EQUIPEMENT ECONOMIQUE GENERAL

* Projet de loi de programme, présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES, relative à l'équipement économique général.

Adopté par l'Assemblée nationale le 30 juin 1959. — Voy. : impressions n°s 55, 129, 160.

Transmission au Sénat [2 juillet 1959] (I., n° 126). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par MM. Marcel Pellenc, Gustave Alric, Antoine Courrière, Roger Lachèvre, Yvon Coudé du Foresto, Bernard Chochoy [8 juillet 1959] (I., n° 140). — Avis par MM. Henri Cornat, Auguste Pinton, Joseph Yvon, Joseph Beaujannot [8 juillet 1959] (I., n° 141). — **Discussion** [20 juillet 1959] (p. 500 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie et du commerce ; Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Pellenc, rapporteur général ; Gustave Alric, rapporteur spécial ; Antoine Courrière, rapporteur spécial ; Alex Roubert, président de la commission des finances ; Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Bernard Chochoy, rapporteur spécial ; Waldeck L'Huilier ; Henri Cornat, rapporteur pour avis ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis ; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis ; Pierre de Villoutreys ; Geoffroy de Montalembert ; Ludovic Tron ; Jacques Duclos ; Raymond Pinchard. — **Suite de la discussion** [21 juillet 1959] (p. 563 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale* : MM. Guy Petit ; Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Edouard Bonnefous ; Abel Sempé ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Abel-Durand ; Laurent Schiaffino ; André Dulin ; Edgard Pisani. — *Discussion des articles* (p. 573 et suiv.). — Article unique (*ibid.*) : alinéa 1^{er} de l'article unique. — Observations relatives notamment à la tarification électrique, au barrage de Pierre Bénite et au barrage de la Rance (p. 572 à 577). — Amendement par M. Cornat tendant à modifier l'alinéa 1^{er} de l'article unique par une disposition prévoyant le dépôt avant la fin de 1959 d'un programme énergétique global (p. 577), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Alric tendant à l'alinéa 1^{er} de l'article, à réduire de 25.400 millions le montant du programme d'équipement (p. 577), observations sur le programme nucléaire (*ibid.*), modification de l'amendement, la réduction étant portée à 26.900 millions (p. 578), observations (*ibid.*), adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — Alinéa 2 de l'article unique (p. 578 et suiv.). — Observations sur les transports et communications et notamment sur les fonds d'investissement routier, les constructions navales, le tourisme, l'aéronautique civile, la S. N. C. F. (p. 578 à 586). — Amendement par M. Auguste Pinton tendant, à l'alinéa 2 de l'article unique, à réduire de 10 milliards le montant du programme d'équipement prévu pour la S. N. C. F. (p. 586), observations, retrait (p. 587). — Amendement par MM. Guy Petit et Jean-Louis Tinaud tendant, à l'alinéa 2 de l'article unique, à réduire de 4 milliards le montant du programme d'équipement prévu pour les travaux publics (ports de commerce et de pêche, voies de navigation intérieure) (p. 587), observations, retrait (p. 590). — Amendement par MM. Etienne Dailly, Maurice Lalloy, Paul Lévêque et Edouard Bonnefous, tendant, à l'alinéa 2 de l'article unique, à réduire de 2.700 millions le montant du programme d'équipement prévu pour les travaux publics (p. 590), observations, retrait (p. 591). — Amendement par M. de La Gontrie tendant à compléter l'article unique par un alinéa disposant que le fonds routier disposera, à partir de l'exercice 1960, des dotations prévues par les textes qui le régissent (p. 591), observations, opposition par le Gouvernement de l'art. 44 de la Constitution (p. 592). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Abel-Durand ; Gustave Alric, rapporteur spécial ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Henri Cornat, rapporteur pour avis ; Bernard Cornut-Gentille, ministre des postes, télégraphes, téléphones ; Yvon Coudé du Foresto ; Etienne Dailly ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Pierre de La Gontrie ; Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie et du commerce ; Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Waldeck L'Huilier ; André Méric ; André Monteil ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Paul Pelleray ; Guy Petit ; Auguste Pinton, rapporteur pour avis ; Edgard Pisani ; Alain Poher ; Georges Portmann ; Abel Sempé. — *Explication de vote* : MM. Bernard Chochoy ; Mohamed Gueroui ; Alain Poher ; Fernand Verdeille. — Sur l'ensemble (p. 593) et par scrutin public (n° 9). — **ADOPTION MODIFIEE** (n° 30). — Amendement de M. Pellenc tendant à modifier l'intitulé du projet de loi (p. 594), adoption (*ibid.*). — **Nouvel intitulé** : « **Projet de loi de programme relatif à l'expérimentation de l'énergie atomique et aux industries de base concourant à l'équipement général du pays** ».

Adopté en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, le 23 juillet 1959. — Voy. : impressions n°s 218, 226.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 1^{er} août ; p. 7666).

EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL

Projet de loi de programme, présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, relative à l'équipement sanitaire et social.

Adopté par l'Assemblée nationale le 14 mai 1959. — Voy. : impressions n° 57, 73, 77.

Transmission au Sénat [27 mai 1959] (I., n° 56). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [2 juin 1959]. — Rapport par MM. Marcel Pellenc et Hector Peschaud [2 juin 1959] (I., n° 60). — Avis par M. André Plait [4 juin 1959] (I., n° 71). — **Discussion** [4 juin 1959] (p. 171 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Michel Debré, Premier ministre ; André Armengaud, en remplacement de M. Hector Peschaud, rapporteur ; André Plait, rapporteur pour avis ; Edouard Bonnefous ; Abel-Durand ; Jean Péridier. — **Suite de la discussion** [16 juin 1959] (p. 231 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale* : MM. Adolphe Dutoit ; Roger Lagrange, au nom de M. André Méric. — **Suite de la discussion** [17 juin 1959] (p. 243 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de discussion générale* : MM. Georges Marrane ; Bernard Chochoy ; René Dubois ; André Monteil ; Abel-Durand ; Georges Portmann ; André Maroselli ; Jean Bène ; Florian Bruyas ; Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population. — *Discussion des articles* (p. 257 et suiv.). Art. 2 (p. 258). — Amendement par M. Georges Marrane tendant à supprimer ce texte (*ibid.*) ; rejet (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Plait relatif à l'affectation par décret d'une partie des fonds d'action sanitaire et sociale (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Le Basser tendant à supprimer la référence à la carence des organismes de sécurité sociale (*ibid.*), observations relatives notamment à l'art. 44 de la Constitution, adoption au scrutin public (n° 2) (p. 261). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Georges Marrane tendant à supprimer ce texte (*ibid.*) ; rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Monteil relatif au mode de désignation de l'architecte pour les opérations d'équipement sanitaire et social dont le montant est supérieur à 500 millions de francs (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Abel-Durand ; André Armengaud, au nom de M. Marcel Pellenc, rapporteur de la commission des finances ; Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; André Colin ; Adolphe Dutoit ; Georges Marrane ; André Méric ; André Monteil ; André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. — ADOPTION MODIFIÉE (n° 8).

Adopté en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, le 8 juillet 1959. — Voy. : impressions n° 146, 186.

Deuxième transmission au Sénat [20 juillet 1959] (I., n° 146). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Hector Peschaud [23 juillet 1959] (I., n° 151). — **Discussion** [24 juillet 1959] (p. 649 et suiv.). — Art. 2 (p. 650). — Amendement par M. Hector Peschaud, tendant à insérer au 2^e alinéa de cet article « en cas de carence des organismes de sécurité sociale » (p. 650), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 651). — *Sont entendus* : MM. André Armengaud, au nom de M. Hector Peschaud, rapporteur ; Michel Plait, rapporteur pour avis ; Pierre Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Bernard Chochoy ; Alain Poher. — *Explication de vote* : M. Marrane ; Abel Durand. — Sur l'ensemble (p. 651). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 33). — DEUXIÈME LECTURE.

Adopté par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, le 27 juillet 1959. — Voy. : impressions n° 232, 235.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 2 août, p. 7699).

EQUIPEMENT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Projet de loi de programme, présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, relative à l'équipement scolaire et universitaire.

Adopté par l'Assemblée nationale le 2 juillet 1959. — Voy. : impressions n° 61, 174, 180, 181.

Transmission au Sénat [7 juillet 1959] (I., n° 138). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [8 juillet 1959]. — Rapport par MM. Fernand Auberger et Jacques Richard [21 juillet 1959] (I., n° 148). — Avis par M. Paul Pauly [23 juillet 1959] (I., n° 156). — **Discussion** [23 juillet 1959] (p. 611 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire

d'Etat aux finances ; André Bouloche, ministre de l'éducation nationale ; Fernand Auberger, rapporteur spécial ; Jacques Richard, rapporteur spécial ; Paul Pauly, rapporteur pour avis ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Roger Legendre ; Roger Lagrange ; Georges Cogniot ; Georges Lamousse ; Mlle Irma Rapuzzi ; Bernard Chochoy ; Georges Portmann ; Lucien Bernier ; Georges Repiquet ; Edgar Tailhades ; Claude Mont. **Suite de la discussion** [24 juillet 1959] (p. 643 et suiv.). — *Discussion des articles* (p. 643 et suiv.). — Article additionnel 2 (p. 644). — Amendement par MM. Etienne Restat, Auguste Pinton et Guy Pascaud relatif à l'assimilation de certaines subventions départementales à des subventions d'Etat, observations, retrait (p. 100). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Abel Durand ; André Bouloche, ministre de l'éducation nationale ; Etienne Restat. — *Explication de vote* : M. Antoine Courrière. — Sur l'ensemble (p. 645) et par scrutin public (n° 10). — ADOPTION CONFORME (n° 32). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 2 août, p. 7700).

ESPACES VERTS, voy. : QUESTIONS ORALES, 44.

EXPERIENCES ATOMIQUES, voy. : QUESTIONS ORALES, 17.

EXPROPRIATION, voy. : DROITS » DE BANDITE ».

F

FAILLITE, voy. : CODE DE COMMERCE, 2.

FERMAGES

1. — Proposition de loi, présentée par MM. Octave BAJEUX et Georges BOULANGER (Sénateurs), tendant à la stabilisation des fermages [6 mai 1959] (I., n° 24). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [17 juin 1959].

2. — Proposition de résolution, présentée par M. Charles NAVEAU (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 59-175 du 7 janvier 1959 relatif au prix des baux à ferme [12 mai 1959] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [17 juin 1959].

FIEVRE APHTEUSE, voy. : QUESTIONS ORALES, 45.

FISCALITE FRAPPANT LES VINS, voy. : IMPÔTS, 2.

FIVES-LILLE (C^e de), voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 2 rectifié.

FONCTIONNAIRES

Proposition de loi, présentée par M. Joseph YVON (Sénateur), tendant à la réouverture des délais prévus par la loi n° 53-89 du 7 février 1953, tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires [23 juillet 1959] (I., n° 163). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

FONCTIONNAIRES AFFECTES OU DETACHES HORS DU TERRITOIRE EUROPEEN, voy. : LOYERS, 1.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS (MAROC ET TUNISIE), voy. : QUESTIONS ORALES, 52.

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER

* Proposition de résolution, présentée par M. Fernand VERDEILLE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le financement des tranches départementales, vicinales, rurales et urbaines du Fonds d'investissement routier [6 mai 1959] (I., n° 26). — Renvoi à la commission des

affaires économiques et du plan. — Demande de discussion immédiate [27 mai 1959] (p. 137). — Rapport par M. Amédée Bouquerel [2 juin 1959] (I., n° 62). — **Discussion** [2 juin 1959] (p. 156 à 164). — *Sont entendus dans la discussion générale*: MM. Amédée Bouquerel, rapporteur; Pierre de La Gontrie; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan; Fernand Verdeille; Camille Vallin; Claude Mont; Abel-Durand; Jacques Descours-Desacres; Abel Sempé; Auguste Pinton; Marius Moutet. — *Discussion de l'article unique* (p. 164). — Amendement par M. Abel Sempé portant référence pour le Fonds d'investissement routier à l'article 50 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion*: MM. Amédée Bouquerel, rapporteur; Abel Sempé. — *Adoption de l'article unique* (*ibid.*). — **ADOPTION** (n° 5). — *Nouvel intitulé*: « **Résolution invitant le Gouvernement à assurer le financement des différentes tranches du Fonds spécial d'investissement routier conformément aux dispositions de l'article 50 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955** ».

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme, relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 578 et suiv.).

Voy: QUESTIONS ORALES, 2.

FORCES ARMEES METROPOLITAINES ET D'OUTRE-MER (UNIFICATION), voy.: QUESTIONS ORALES, 25.

FORMALITES DE SUCCESSION

Proposition de loi, présentée par M. Robert LIOT (Sénateur), **tendant à simplifier les formalités de succession en déchargeant les administrations publiques de leur responsabilité vis-à-vis des héritiers, lorsque les sommes dues sont remises au notaire rédacteur du certificat de propriété** [8 juillet 1959] (I., n° 142). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

FOURRAGES DE CRAU, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 4.

FRAIS PHARMACEUTIQUES (REMBOURSEMENT), voy.: SÉCURITÉ SOCIALE, 3.

FRANCHISE MILITAIRE, voy.: ARMÉE, 5.

G

GISEMENTS HYDRO-MINÉRAUX

Proposition de résolution, présentée par MM. Fernand AUBERGER et Georges ROUGERON (Sénateurs), **tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des gisements hydro-minéraux sur le territoire national** [2 juin 1959] (I., n° 64). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

GRATUITE DES TRANSPORTS, voy.: ARMÉE, 6.

H

HAUSSE DES PRIX, voy.: QUESTIONS ORALES, 50.

HAUTE COUR DE JUSTICE

Election de douze juges titulaires [24 juillet 1959] (p. 661); sont proclamés: MM. Etienne RABOUIN, Paul-Jacques KALB, Gustave PHILIPPON, Jacques DELALANDE, Léon JOZEAU-MARIGNÉ, Marcel MOLLE, Roger LACHÈVRE, Jacques BORDENEUVE, André CORNU, Roger CARCASSONNE, Joseph YVON (*ibid.*).

Election d'un juge titulaire (2^e tour de scrutin) [24 juillet 1959] (p. 670); est proclamé: M. Pierre de LA GONTRIE (*ibid.*).

Election de six juges suppléants [24 juillet 1959] (p. 670); sont proclamés: MM. Léon MESSAUD, Raymond BRUN, René SCHWARTZ, René TINANT, Abel-Durand, Sadi ABDELKRIM (*ibid.*).

Prestation de serment de juges de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959] (p. 670); juges élus (p. 672).

HOPITAL REGIONAL A THIONVILLE, voy.: QUESTIONS ORALES, 12.

HOPITAUX, voy.: QUESTIONS ORALES, 3, 12.

I

IMMEUBLES VACANTS

Projet de loi, présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, **relatif au régime des immeubles présumés vacants et sans maître** [30 juin 1959] (I., n° 119). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

IMPOTS

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Jean BÈNE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les dispositions de la loi de finances en ce qui concerne les droits de circulation ainsi que la taxe unique sur les vins et à revenir aux mesures fiscales antérieures** [6 mai 1959] (I., n° 28). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [16 juin 1959] (I., n° 83). — **Discussion** [17 juin 1959] (p. 268 et suiv.) (commune avec le texte déposé par M. Pauzet. — Voy. infra.).

2. — Proposition de résolution, présentée par M. Marc PAUZET (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à réviser les dispositions de la loi de finances relatives à la fiscalité frappant les vins** [6 mai 1959] (I., n° 35). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [16 juin 1959] (I., n° 83). — **Discussion** [17 juin 1959] (p. 268 et suiv.). — *Sont entendus*: MM. Georges Portmann, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation; David; Jean Bène; Marc Pauzet; Camille Vallin; André Boutemy; Léon-Jean Grégory. — *Article unique* (p. 273). — *Est entendu*: M. Jacques Vassor. — *Explication de vote*: M. Courrière. — **Adoption** (n° 11). — **RESOLUTION** (in-8°, n° 11). — *Nouvel intitulé*: « **Résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement un allègement de la fiscalité frappant les vins** ».

3. — Proposition de loi, présentée par MM. Georges BOULANGER et Octave BAJEUX (Sénateurs), **tendant à substituer au revenu cadastral une nouvelle base de répartition des charges fiscales, sociales et économiques de l'agriculture** [27 mai 1959] (I., n° 58). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

IMPOTS SUR LES SUCCESSIONS, voy.: TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

INDEMNITES

1. — Projet de loi, présenté par M. Raymond TRIBOULET, MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, **relatif à la réparation des dommages physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française**.

Adopté par l'Assemblée nationale le 7 juillet 1959. — Voy.: Impressions n°s 135, 185.

Transmission au Sénat [20 juillet 1959] (I., n° 143). — Renvoi à la commission des affaires sociales et pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Louis Martin [23 juillet 1959] (I., n° 157). — Avis par M. Joseph Raybaud [23 juillet 1959] (I., n° 160). — **Discussion** [25 juillet 1959] (p. 683 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale*: MM. Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants; Louis Martin, rapporteur; André Armengaud au nom de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis; le général Béthouart. — *Discussion des articles* (p. 686 et suiv.). — Art. 1^{er} (p. 686). — Amendement par M. Joseph Raybaud tendant, à la 5^e ligne de l'article, à remplacer les mots « à compter du 1^{er} juin 1953 », par les mots: « entre le 1^{er} juin 1953 et le 31 décembre 1956 (*ibid.*) ». — Amendement par M. Louis Martin tendant, à la 5^e ligne de l'article, après les mots: « à compter du 1^{er} juin 1953 », à ajouter: « et jusqu'à

une date qui sera fixée par arrêté interministériel » (*ibid.*) ; discussion commune des deux amendements, observations, adoption de l'amendement de M. Joseph Raybaud (p. 689). — Art. 4 (p. 689). — Amendement par M. Joseph Raybaud précisant que les intéressés ne devront en aucun cas rembourser les avances dont ils ont pu bénéficier avant l'entrée en vigueur de la présente loi (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Abel-Durand, président de la commission des affaires sociales ; André Armengaud, au nom de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; Louis Martin, rapporteur ; Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants. — Sur l'ensemble (p. 690). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 37).

Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 27 juillet 1959. — Voy. : Impressions n° 238, 241.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 8 août ; p. 7922).

2. — Projet de loi, présenté par M. Raymond TRIBOULET, MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnes de nationalité française par suite des événements qui se déroulent en Algérie.

Adopté par l'Assemblée nationale le 7 juillet 1959. — Voy. : Impressions n° 136, 184.

Transmission au Sénat [20 juillet 1959] (I., n° 144). — Renvoi à la commission des affaires sociales et, pour avis, à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Louis Roy [23 juillet 1959] (I., n° 158). — Avis par M. Joseph Raybaud [23 juillet 1959] (I., n° 161). — **Discussion** [25 juillet 1959] (p. 690 et suiv.). — *Sont entendus* : MM. Louis Roy, rapporteur ; André Armengaud, au nom de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis ; Roger Marcellin ; Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants. — Sur l'ensemble (p. 693). — ADOPTION CONFORME (n° 38). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 1^{er} août ; p. 7667).

INDEXATION, voy. : PRIX AGRICOLES.

INVESTISSEMENTS EN MATIERE ENERGETIQUE

Proposition de résolution, présentée par M. Jean-Eric BOUSCH (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à opérer un choix des investissements et des moyens de financement en matière énergétique pour éviter, dans le cadre national et à l'échelle européenne, la concurrence abusive entre sources d'énergie et les troubles sociaux qui en découleraient [16 juin 1959] (I., n° 87). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

ITINERAIRE ROUTIER ATLANTIQUE, ITALIE ET SUISSE, voy. : VOIES DE COMMUNICATION, 2.

J

JEUX DE LA COMMUNAUTE

Proposition de résolution, présentée par M. Jean-Louis VIGIER (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de l'organisation des « jeux de la Communauté » [30 juin 1959] (I., n° 117). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

JEUX OLYMPIQUES DE 1960, voy. : QUESTIONS ORALES, 27.

JUSTICE

Projet de loi, présenté par M. Jacques SOUSTELLE, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, portant extension aux territoires d'outre-mer des articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance n° 45-1391 du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique, et des articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi n° 54-411 du 13 avril 1954 relative à la répression des crimes et délits commis contre les enfants [16 juin 1959] (I., n° 90). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Molle [2 juillet 1959] (I., n° 124). — **Discussion** [2 juillet 1959] (p. 393 et 394). — *Est entendu* : M. Marcel Molle, rapporteur. — ADOPTION (n° 21).

Voy. : Assemblée nationale, impression n° 194.

L

LAICITE DE L'ECOLE, voy. : ÉCOLE LAIQUE.

LAVANDE

Proposition de résolution, présentée par M. Emile AUBERT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de protéger la production à l'échelle familiale de la lavande et du lavandin [27 mai 1959] (I., n° 51). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

LEGION D'HONNEUR

Proposition de résolution, présentée par M. Etienne RABOUIN (Sénateur), tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent spécial de croix de chevalier de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918 [16 juin 1959] (I., n° 92). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

LIAISON ROUTIERE BORDEAUX-GENEVE, voy. : VOIES DE COMMUNICATION, 1.

LICENCIEMENTS TRAVAILLEURS, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 2 rectifié.

LOGEMENTS

Proposition de résolution, présentée par M. Jacques DUCLOS (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi de programme de construction d'un million de logements aux loyers accessibles à la classe ouvrière [2 juin 1959] (I., n° 66). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

LOGEMENTS D'INSTITUTEURS, voy. : QUESTIONS ORALES, 13.

LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE POUR 1959, voy. : BUDGET DE 1959, 1, 2.

LOIS INSEREES DANS LES TEXTES FIGURANT A LA PRESENTE TABLE, voy. : ANNEXE II A LA SUITE DE LA TABLE ANALYTIQUE.

LOYERS

Projet de loi, présenté par M. Pierre SUDREAU, MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, étendant l'ordonnance n° 59-24 du 3 janvier 1959 instituant en matière de loyers diverses mesures de protection en faveur des fonctionnaires affectés ou détachés hors du territoire européen de la France en application de la loi n° 57-871 du 1^{er} août 1957 et de certains militaires.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy. : Impressions n° 67, 132.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n° 111). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. —

LOYERS COMMERCIAUX

Projet de loi, présenté par M. Jean-Marcel JEANNENEY, MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, relatif à la révision des loyers commerciaux.

Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juillet 1959. — Voy. : Impressions n° 196, 215.

Transmission au Sénat [23 juillet 1959] (I., n° 150). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [23 juillet 1959] (I., n° 155). — **Discussion** [25 juillet 1959] (p. 677 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Henri Fontanet, secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce ; Jacques Delalande, rapporteur ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 681 et suiv.). — Article unique (p. 681). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à la suppression de l'article unique (*ibid.*), observations, adoption (p. 683). — *Ont pris part à la discussion* : MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Henri Fontanet, secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce. — *Explication de vote* : M. Edouard Le Bellegou. — REJET DE L'ENSEMBLE (n° 36).

Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 27 juillet 1959. — Voy. : Impression n° 240.

M

MAIRES, voy. : COMMISSIONS D'ASSISTANCE.

MARCHE DE LA VIANDE, voy. : QUESTIONS ORALES, 28.

MARCHES DE L'ETAT, voy. : QUESTIONS ORALES, 53.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

Projet de loi, présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, **modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis** [4 juin 1959] (I., n° 75). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [16 juin 1959] (I., n° 96). — **Discussion** [17 juin 1959] (p. 267 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie et du commerce ; Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — *Discussion des articles* (p. 268). *Ont pris part à la discussion* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie et du commerce ; Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — **ADOPTION** (n° 10).

Voy. : Assemblée nationale, impression n° 147.

MESURES DE SECURITE DANS LES MINES, voy. : MINES.

MILITAIRES ENGAGES, voy. : ARMÉE, 4.

MILITAIRES PERMISSIONNAIRES, voy. : ARMÉE, 6.

MINES

Proposition de résolution, présenté par M. Adolphe DUTOIT (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer dans les mines le maximum de mesures de sécurité tendant à éviter les catastrophes qui endeuillent la corporation minière** [8 juin 1959] (I., n° 69). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Léon David [25 juin 1959] (I., n° 113). — **Discussion** [30 juin 1959] (p. 377 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Léon David, rapporteur ; Adolphe Dutoit. — *Explication de vote* : M. Vanrullen (p. 380). — Adoption de l'article unique (*ibid.*). — **ADOPTION** (n° 18).

MISSION D'INFORMATION

I. — DEMANDE

Lettre par laquelle M. Vincent ROTINAT, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, fait connaître qu'au cours de la séance du 17 juin 1959, la commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier sur place **la situation en Algérie** [23 juin 1959]. — Autorisation de désigner la mission [25 juin 1959].

II. — RAPPORT

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite de la mission d'information effectuée en Algérie par une délégation de la commission, par MM. Pierre de CHEVIGNY, Vincent ROTINAT, le général Jean GANEVAL, Léon MESSAUD et Jean NOURY [24 juillet 1959] (I., n° 167).

MOTIONS, voy. : SÉNAT, COMMISSIONS.

O

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS, voy. : QUESTIONS ORALES, 11.

ORDONNANCES INSEREES DANS DES TEXTES FIGURANT A LA PRESENTE TABLE, voy. : ANNEXE II A LA SUITE DE LA TABLE ANALYTIQUE.

ORGANISATION JUDICIAIRE

Proposition de résolution, présentée par M. Antoine COURRIÈRE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation judiciaire** [12 mai 1959] (I., n° 44). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

ORGANISATION JUDICIAIRE, voy. : QUESTIONS ORALES, 18.

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DES FRUITS ET LEGUMES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 4.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES, voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

OURAGANS DANS LA VALLEE DU GIER, voy. : CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES, 1.

P

PARLEMENT (Session extraordinaire), voy. : QUESTIONS ORALES, 49.

PENSIONS DE LA SECURITE SOCIALE, voy. : ALLOCATIONS VIEILLESSE, 1.

PENSIONS DES ANCIENS FONCTIONNAIRES FRANÇAIS DES CADRES CHERIFIENS, voy. : QUESTIONS ORALES, 21.

PENSIONS MILITAIRES

Proposition de résolution, présentée par M. Jacques DUCLOS (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, **tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la proportionnalité des pensions d'invalidité de guerre** [12 mai 1959] (I., n° 42). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

PERCEPTIONS (Suppressions), voy. : QUESTIONS ORALES, 56.

PERSONNEL COMMUNAL, voy. : QUESTIONS ORALES, 7.

PETROLE SAHARIEN, voy. : QUESTIONS ORALES, 36, 37, 38, 39.

PIPE LINE D'EDJELE, voy. : QUESTIONS ORALES, 39.

PLAN CHALLE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 6 rectifié.

PLAN D'AMENAGEMENT ET D'ORGANISATION GENERALE DE LA REGION PARISIENNE, voy. : QUESTIONS ORALES, 44.

POLITIQUE AGRICOLE, voy. : PRIX AGRICOLES ; QUESTIONS ORALES, 30 ; QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 12.

POLITIQUE ATOMIQUE, voy. : QUESTIONS ORALES, 17.

POLITIQUE DES CARBURANTS, voy. : QUESTIONS ORALES, 36.

POLITIQUE VITICOLE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 1.

POLYNESIE FRANÇAISE, voy. : ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS.

PORT DE BAYONNE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 587).

POUVOIR REGLEMENTAIRE, voy. : RÈGLEMENT, 1.

POUVOIRS DE POLICE DANS LES COMMUNES DU DEPARTEMENT DE LA SEINE, voy. : CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.

PREJUDICES DE CARRIERE, voy. : FONCTIONNAIRES.

PRESTATIONS FAMILIALES

Proposition de résolution, présentée par Mme Jeannette VERMEERSCH (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à inviter le Gouvernement à relever les prestations familiales de 20 p. 100** [12 mai 1959] (I., n° 50). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

PRET AUX JEUNES SOLDATS, voy. : ARMÉE, 1.

PRETS AUX JEUNES AGRICULTEURS, voy. : QUESTIONS ORALES, 42.

PRETS D'HONNEUR AUX MUSULMANS D'ALGERIE, voy. : QUESTIONS ORALES, 55.

PRIX AGRICOLES

* Proposition de résolution, présentée par M. Charles NAVEAU (Sénateur) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le principe de l'indexation et la garantie des prix agricoles [6 mai 1959] (I., n° 30). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Emile Durieux [17 juin 1959] (I., n° 100). — Discussion [30 juin 1959] (p. 372 et suiv.). — Observations sur le règlement (*ibid.*). — Sont entendus : MM. Adolphe Dutoit ; Antoine Courrière ; Marcel Lebreton ; Raymond Pinchard ; Etienne Restat. — Sont entendus dans la discussion générale : MM. Emile Durieux, rapporteur ; Charles Naveau ; Léon David ; André Dulin. — Discussion de l'article unique (p. 376). — Demande de vote par division par M. Guy Petit (*ibid.*) ; retrait de la demande par son auteur. — Sont entendus : MM. André Boutemy ; Antoine Courrière ; Guy Petit ; Edgard Pisani ; Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques et du plan. — Explication de vote : M. Guy Petit (p. 377). — Adoption par scrutin public (° 7). — ADOPTION (n° 17). *Nouvel intitulé* : « Résolution invitant le Gouvernement à définir d'une façon précise une politique agricole susceptible de placer l'agriculture à parité avec l'ensemble des activités de la nation. »

PRIX DES FRUITS ET LEGUMES

Proposition de résolution, présentée par Mme Renée DERVAUX (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à réduire l'écart entre les prix des fruits et légumes à la production et ceux à la consommation [9 juin 1959] (I., n° 78). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 33.

PRIX DU BLE ET DES CEREALES, voy. : QUESTIONS ORALES, 29.

PRODUCTION D'ENERGIE NUCLEAIRE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 577).

PRODUCTION NATIONALE LAITIERE, voy. : QUESTIONS ORALES, 5.

PRODUCTIONS ANIMALES, voy. : QUESTIONS ORALES, 33.

PRODUITS AGRICOLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 30.

PROGRAMME NUCLEAIRE

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 577).

PROMOTION SOCIALE

Projet de loi, présenté par M. André BOULLOCHÉ, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, relatif à diverses dispositions tendant à la promotion sociale.

Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 80, 173.

Transmission au Sénat [2 juillet 1959] (I., n° 129). — Renvoi à la commission spécialement désignée pour son examen. — Rapport par M. Roger Menu [23 juillet 1959] (I., n° 152). — Discussion [24 juillet 1959] (p. 652 et suiv.). — Sont entendus dans la discussion générale : MM. André Boulloché, ministre de l'éducation nationale ; Roger Menu, rapporteur ; Adolphe Dutoit ; Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants ; Roger Lagrange ; Henri Longchambon. — Discussion des articles (p. 663 et suiv.). — Art. 1^{er} (p. 663). — Amendement par M. Edgard Pisani tendant à compléter l'article 1^{er} par un alinéa relatif à l'organisation du service militaire (*ibid.*) ; observation, retrait (p. 664). — Art. 6 (p. 664). — Amendement par M. Roger Menu tendant à étendre aux écoles techniques privées reconnues par l'Etat la possibilité d'ouvrir des centres de formation appor-

tant leur concours à la promotion professionnelle (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 665). — Art. 8 (p. 665). — Amendement par M. Roger Menu tendant : 1° à ajouter, après le deuxième alinéa de cet article, un nouvel alinéa relatif à l'aide de l'Etat aux centres de promotion supérieure du travail ; 2° à remplacer le dernier alinéa de cet article par une disposition relative à la création de centres ou instituts nationaux ayant le caractère d'établissements publics (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 666). — Art. 11 (p. 666). — Amendement de M. Roger Menu tendant à préciser que c'est l'Etat qui prend en charge les travailleurs bénéficiant de la promotion professionnelle et de la promotion supérieure du travail ; adoption (*ibid.*). — Art. 12 (p. 666). — Amendement par M. Roger Menu tendant à maintenir les avantages acquis aux entreprises ayant déjà fait un effort pour la promotion sociale (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 667). — Art. 13 (p. 667). — Amendement par M. Roger Menu tendant à permettre la rémunération normale du personnel retraité utilisé (*ibid.*) ; observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (p. 667). — Amendement par MM. Abel Sempé, Gabriel Montpied et Antoine Courrière relatif aux prêts et avantages prévus pour les salariés agricoles et les artisans (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 668). — Art. 17 (p. 668). — Amendement rédactionnel par M. Roger Menu (p. 669) ; observations, adoption (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion : MM. Abel-Durand ; André Armeugaud ; André Boulloché, ministre de l'éducation nationale ; Adolphe Dutoit ; Henri Longchambon, président de la commission spéciale ; Roger Menu, rapporteur ; Edgard Pisani ; Abel Sempé. — Explications de vote : MM. Victor Golvan ; Auguste Pinton ; Abel-Durand. — Sur l'ensemble (p. 670) et par scrutin public (n° 11). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 34).

Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 27 juillet 1959. — Voy. : Impressions n°s 237, 243.

Deuxième transmission au Sénat [27 juillet 1959] (I. n° 169). — Renvoi à la commission spéciale précédemment nommée pour l'examen de ce projet de loi. — Rapport par M. Roger Menu [27 juillet 1959] (I., n° 170). — Discussion [27 juillet 1959] (p. 703 et suiv.). — Sont entendus : MM. Roger Menu, rapporteur ; Abel Sempé ; André Boulloché, ministre de l'éducation nationale. Sur l'ensemble (p. 704). — ADOPTION CONFORME (n° 41) (DEUXIÈME LECTURE). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 juillet 1959 (J. O. du 6 août ; p. 7828).

PROPOSITIONS DE RESOLUTION, Voy. : QUESTIONS ORALES, PROCÉDURE.

PROTECTION MEDICALE DU TRAVAIL AGRICOLE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif à la protection médicale du travail agricole [7 juillet 1959] (I., n° 139). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

PUISSANCE PATERNELLE

Proposition de loi, présentée par M. Etienne LE SASSIER-BOISAUNÉ, Paul PELLERAY et Jean BRAJEUX (Sénateurs), tendant à décider la déchéance des droits civiques pour toute personne déchu des droits de la puissance paternelle ou contre laquelle des mesures de surveillance éducative ont été prononcées [23 juillet 1959] (I., n° 165). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

PUNITIONS REGIMENTAIRES, Voy. : ARMÉE, 7.

Q

QUESTIONS ORALES

PROCÉDURE

Procédure et rôle des questions orales. — Voy. : DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT (Déclaration de M. Michel DEBRÉ, Premier ministre, le 2 juin 1959).

Observations de M. Pierre MARCILHACY, en réponse à la déclaration de M. Michel DEBRÉ, Premier ministre, du 2 juin 1959, relatives à la liberté pour le Sénat d'exprimer sa volonté collective, à la suite d'un débat au cours duquel a eu lieu un échange de vues entre le Gouvernement et le Sénat, grâce notamment à la procédure des propositions de résolution et à la procédure des questions orales [2 juin 1959] (p. 148 et 149).

Observations de M. Antoine COURRIÈRE sur le rôle du Gouvernement dans la procédure des questions orales et sur l'absence de la salle des séances de certains parlementaires lors de la réponse du ministre des anciens combattants à une question orale relative aux anciens combattants [17 juin 1959] (p. 242).

QUESTIONS ORALES

I. — M. Michel CHAMPLEBOUX demande à M. le Ministre des finances et des affaires économiques s'il a l'intention de prévoir au budget de 1960 le rétablissement des crédits concernant le **fonds d'investissement routier** pour les tranches départementale, vicinale, rurale et urbaine [12 mai 1959] (n° 2). — **Réponse** [2 juin 1959] (p. 151 à 153). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Secrétaire d'Etat aux finances ; Michel Champleboux.

II. — M. Joseph RAYBAUD demande à M. le Ministre de la santé publique et de la population de bien vouloir lui donner les raisons pour lesquelles le **centre hospitalier de Nice** n'est pas encore élevé à la classe régionale, et ce malgré l'avis favorable datant déjà de plusieurs années de la commission ministérielle compétente [12 mai 1959] (n° 3). — **Réponse** [2 juin 1959] (p. 153 et 154). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, Ministre de la santé publique et de la population ; Joseph Raybaud.

III. — M. Pierre MARCILHACY demande à M. le Ministre du travail si les faits et griefs rapportés à l'encontre de la **sécurité sociale** dans un récent article publié dans la revue *Constellation* sont exacts. Dans l'affirmative, il demande quelles mesures seront prises pour porter remède à une situation dont sont scandaleusement victimes ceux-là même pour qui la sécurité sociale a été instituée [27 mai 1959] (n° 4). — **Réponse** [2 juin 1959] (p. 154 à 156). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, Ministre du travail ; Pierre Marcilhacy.

IV. — M. Charles NAVEAU expose à M. le Ministre de l'agriculture que le troisième plan de modernisation et d'équipement prévoit que, dans un délai de deux ans, la **production nationale laitière** doit atteindre 265 millions d'hectolitres de lait ; lui rappelle que la production actuelle se situe autour de 210 millions d'hectolitres ; que son écoulement donne déjà des inquiétudes au comité interlait et que les exportations de produits laitiers s'avèrent particulièrement onéreuses ; tenant compte de cette situation, lui demande quels moyens il compte employer pour régler ces contradictions et pratiquer les exportations envisagées sans avoir recours à l'application de la taxe de résorption [28 mai 1959] (n° 5). — **Réponse** [30 juin 1959] (p. 357 et 358). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Charles Naveau.

V. — M. Joseph RAYBAUD demande à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la justice si, compte tenu de l'importance et du nombre des affaires jugées par les tribunaux de grande instance de Nice et de Grasse, il ne lui paraîtrait pas opportun de créer au chef-lieu du département des Alpes-Maritimes une **chambre d'appel détachée de la cour d'Aix** à l'image de ce qui a été réalisé avec raison à Metz [2 juin 1959] (n° 6). — Retrait [4 juin 1959].

VI. — M. Francis LE BASSER expose à M. le Ministre de l'intérieur que les agents communaux et plus spécialement les cadres des grandes villes (secrétaires généraux, secrétaires généraux adjoints, directeurs et ingénieurs techniques, directeurs des services administratifs des villes de France) depuis cinq ans essaient d'obtenir que les parités indiciaires qui leur avaient été accordées en 1948 (parités depuis lors rompues à la suite de décisions favorables prises en faveur des seuls fonctionnaires de l'Etat dont les fonctions sont comparables) soient rétablies ; que le 24 juin 1958, la commission nationale paritaire du **personnel communal** a proposé à l'unanimité (maires compris) à M. le Ministre de l'intérieur de nouveaux indices qui, dans une certaine mesure seulement, rétablissent ces parités ; mais qu'un décret postérieur a accordé de nouveaux avantages à certains fonctionnaires de l'Etat et remis en cause les travaux de la commission nationale paritaire. Il lui demande, dans ces conditions, de vouloir bien lui faire connaître s'il a l'intention d'entériner à bref délai les propositions de la commission nationale paritaire [4 juin 1959] (n° 7). — **Réponse** [16 juin 1959] (p. 222 et 223). — *Sont entendus* : MM. Michel Maurice-Bokanowski, Secrétaire d'Etat à l'intérieur ; Francis Le Basser.

VII. — M. Charles DURAND expose à M. le Ministre des finances et des affaires économiques les difficultés rencontrées par les **collectivités locales** pour contracter les **emprunts** nécessaires au financement de leurs travaux les plus indispensables et lui demande quelles mesures il compte prendre — la situation financière s'étant améliorée — pour permettre aux maires d'emprunter sans se heurter à des tracasseries humiliantes et décourageantes [4 juin 1959] (n° 8). — **Réponse** [16 juin 1959] (p. 223 et 224). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Secrétaire d'Etat aux finances ; Charles Durand.

VIII. — Mme Marie-Hélène CARDOT demande à M. le Ministre des affaires étrangères s'il a l'intention de prendre les mesures nécessaires en vue d'une prochaine **ratification de la Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger**, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 20 juin 1956, avec l'appui du représentant du Gouvernement français et lui signale qu'en l'absence de cette ratification, les familles restées à l'étranger des travailleurs émigrés ne disposent toujours d'aucun recours légal en cas d'abandon de famille [4 juin 1959] (n° 9). — **Réponse** [16 juin 1959] (p. 224). — *Sont entendus* : MM. Pierre Guillaumat, Ministre des armées ; Mme Marie-Hélène Cardot.

IX. — M. Bernard LAFAY demande à M. le Premier ministre si, à la suite d'un passage de sa déclaration du 4 juin sur l'Algérie devant l'Assemblée nationale, concernant **l'aide industrielle et financière que des pays étrangers accordent aux rebelles**, il ne croit pas utile de donner connaissance à l'opinion publique de la « liste noire des entreprises qui n'hésitent pas à gagner de bons intérêts avec le sang des autres ». Une telle publicité associerait puissamment l'opinion française à l'œuvre de salubrité envisagée par le Gouvernement qui trouvera derrière lui le pays unanime dans cette action trop longtemps différée [9 juin 1959] (n° 10). — **Réponse** [16 juin 1959] (p. 220 à 222). — *Sont entendus* : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Bernard Lafay.

X. — M. Jean BERTAUD demande à M. le Ministre des anciens combattants et victimes de guerre quelles sont les mesures déjà intervenues ou à intervenir qui doivent permettre de répondre à l'opinion née dans les milieux d'anciens combattants à la suite des mesures visant l'**office national et la retraite des anciens combattants** [9 juin 1959] (n° 11). — **Réponse** [16 juin 1959] (voyez *infra* n° 14).

XI. — M. René SCHWARTZ a l'honneur de demander à M. le Ministre de la santé publique et de la population : 1° de bien vouloir lui préciser pour quelles raisons le projet de **construction d'un hôpital régional à Thionville**, tenu en excellent rang par la commission nationale d'organisation hospitalière et dont la réalisation est pratiquement déjà lancée, n'a pas été retenu dans les tableaux annexes de la récente loi de programme relative à l'équipement sanitaire et social ; 2° de bien vouloir lui dire comment il entend favoriser et permettre la réalisation à bref délai d'un projet aussi indispensable qu'urgent [9 juin 1959] (n° 12). — **Réponse** [16 juin 1959] (p. 229 et 230). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, Ministre de la santé publique et de la population ; René Schwartz.

XII. — M. Adolphe CHAUVIN a l'honneur de demander à M. le Ministre de l'éducation nationale en vertu de quelles dispositions législatives le Gouvernement a pu réduire les **subventions accordées aux communes pour la construction de logements d'instuteurs**. Cette récente décision risque d'avoir un double effet malheureux pour les communes : difficultés accrues dans le recrutement de maîtres et charges financières accrues du fait de versement d'indemnités de logement dues aux instituteurs. Aussi paraît-il souhaitable que le Gouvernement abroge la récente décision réduisant à un tiers du nombre de classes le nombre de logements susceptibles de bénéficier de la subvention de l'Etat, et revienne à la situation antérieure. Celle-ci prévoyait que la subvention s'appliquait à un nombre de logements égal aux deux tiers du nombre de classes [9 juin 1959] (n° 13). — **Réponse** [23 juin 1959] (p. 281 et 282). — *Sont entendus* : MM. André Boulloche, Ministre de l'éducation nationale ; Adolphe Chauvin.

XIII. — M. François SCHLEITER a l'honneur de demander à M. le Ministre des anciens combattants et victimes de guerre quelle est la politique actuelle du Gouvernement vis-à-vis des anciens combattants [9 juin 1959] (n° 14). — **Réponse commune** [16 juin 1959] (p. 225 à 229). — *Sont entendus* : MM. Raymond Triboulet, Ministre des anciens combattants ; Jean Bertaud ; François Schleiter.

XIV. — M. Michel de PONTBRIAND expose à M. le Ministre du travail qu'à l'occasion d'un récent conseil interministériel la presse s'est faite l'écho de mesures qui seraient prises tendant à la refonte de la **sécurité sociale**, qu'il s'agisse du régime général ou des régimes spéciaux. Il lui demande quelles sont les lignes directrices de la **réforme** envisagée et si les informations parues concernant une unification du régime général et des régimes spéciaux sont exactes [16 juin 1959] (n° 15). — **Réponse** [23 juin 1959] (p. 182 et 283). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, Ministre du travail ; Michel de Pontbriand.

XV. — M. Amédée BOUQUEREL expose à M. le Ministre du travail que l'allocation logement n'est versée qu'aux bénéficiaires d'une prestation familiale : salaire unique, allocations familiales, etc., et que la suppression de l'allocation de salaire unique pour les ménages n'ayant qu'un enfant à charge de plus de cinq ans a entraîné la suppression de cette allocation logement, entraînant une réduction de ressources considérable pour un budget modeste.

Il lui demande, en conséquence, ce qui pourrait être fait pour rétablir dans ce cas l'**allocation logement** [16 juin 1959] (n° 16). — **Réponse** [23 juin 1959] (p. 283 et 284). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, Ministre du travail ; Amédée Bouquerel.

XVI. — M. Edgard PISANI demande à M. le Ministre délégué auprès du Premier ministre de bien vouloir lui indiquer la portée de la déclaration qu'il a faite récemment et selon laquelle la France envisagerait de renoncer à ses propres **expériences atomiques** si les renseignements scientifiques qu'elle attend lui étaient communiqués. Il aimerait qu'il voulût bien envisager favorablement la possibilité de tenir le Parlement français informé, à son tour, de la **politique atomique du Gouvernement** [16 juin 1959] (n° 17). — **Réponse** [23 juin 1959] (p. 284). — *Sont entendus* : MM. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier ministre ; Edgard Pisani.

XVII. — M. Jacques RICHARD expose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, que l'application de l'article 22 du décret du 22 décembre 1958 relatif à l'**organisation judiciaire** rencontre de nombreuses difficultés en ce qui concerne les **commissions d'aide sociale**, dont de nombreux maires demandent qu'elles soient maintenues au chef-lieu de canton ou dans les communes ; il lui demande si : 1° il ne lui semble pas possible, par application du deuxième alinéa de l'article 22 de ce décret, de décider immédiatement que ces commissions siègeront au chef-lieu de canton ou dans la commune ; 2° il lui paraît vraiment indispensable que de tels organismes, de caractère strictement administratif, soient obligatoirement présidés par un magistrat [16 juin 1959] (n° 18). — **Réponse** [7 juillet 1959] (p. 415 et 416). — *Sont entendus* : MM. Edmond Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la justice ; Jacques Richard.

XVIII. — M. Yves ESTÈVE demande à M. le Ministre des travaux publics et des transports s'il envisage de faire bénéficier les **anciens combattants des chemins de fer** des bonifications de campagnes de guerre pour la retraite dont profitent les anciens combattants fonctionnaires civils de l'Etat, des départements et communes, les employés des usines ou entreprises nationalisées, des théâtres nationaux, de la Compagnie générale des eaux, de l'Imprimerie nationale, de la marine marchande, des houillères, des postes, télégraphes et téléphones, de Gaz de France, d'Electricité de France et de la Régie autonome des transports parisiens [16 juin 1959] (n° 19). — **Réponse** [30 juin 1959] (p. 356 et 357). — *Sont entendus* : MM. Robert Buron, Ministre des travaux publics et des transports ; Yves Estève.

XIX. — M. Charles NAVEAU expose à M. le Ministre de l'agriculture que le troisième plan de modernisation et d'équipement prévoit que dans un délai de deux ans, la **production nationale laitière** doit atteindre 265 millions d'hectolitres de lait ; lui rappelle que la production actuelle se situe autour de 210 millions d'hectolitres ; que son écoulement donne déjà des inquiétudes au comité inter-lait et que les exportations de produits laitiers s'avèrent particulièrement onéreuses ; tenant compte de cette situation lui demande quels moyens il compte employer pour régler ces contradictions et pratiquer les exportations envisagées sans avoir recours à l'application de la taxe de résorption [2 juin 1959] (n° 5). — **Réponse** [30 juin 1959] (p. 357 et 358). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Charles Naveau.

XX. — M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ appelle l'attention de M. le Ministre des finances et des affaires économiques sur le fait que, à l'heure actuelle, une personne non tenue d'une dette alimentaire (collatérale ou autre) ne peut déduire de sa **déclaration d'impôts la pension** qu'elle paye pour un de ses parents dans un **établissement public d'assistance** et lui demande quelles mesures il compte prendre ou provoquer pour mettre fin à cet état de chose [16 juin 1959] (p. 358 et 359). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Secrétaire d'Etat aux finances ; Léon Jozeau-Marigné.

XXI. — M. Joseph RAYBAUD expose à M. le Ministre des finances et des affaires économiques qu'un dahir du 21 janvier 1959 a modifié la réglementation relative aux **pensions complémentaires** servies aux **anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens** tributaires de la caisse marocaine des retraites qui n'ont pas pu demeurer au Maroc pendant les dix ans suivant leur mise à la retraite, privant de nombreux retraités des prestations prévues par leur statut, et lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour garantir les droits des intéressés [17 juin 1959] (n° 21, *Erratum* 25 juin 1959). — **Réponse** [7 juillet 1959] (p. 419 et 420). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Secrétaire d'Etat aux finances ; Joseph Raybaud.

XXII. — M. Antoine COURRIÈRE demande à M. le Premier ministre s'il a fourni au Conseil constitutionnel chargé de statuer sur le **règlement de l'Assemblée nationale et du Sénat l'analytique des réunions du Comité constitutionnel consultatif**, les avis du conseil d'Etat, les procès-verbaux des observations des ministres d'Etat chargés par le général de Gaulle de donner à

la Constitution sa forme définitive et s'il va, conformément aux engagements pris, communiquer ces documents au Parlement et les rendre publics [23 juin 1959] (n° 22). — **Réponse** [30 juin 1959] (p. 353 à 356). — *Sont entendus* : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Antoine Courrière.

XXIII. — M. Pierre MÉTAYER appelle l'attention de M. le Ministre du travail sur les dispositions prises à l'encontre des assurés sociaux à propos de la **franchise de 3.000 francs** ; se félicitant de la décision enfin prise en ce qui concerne sa suppression, lui demande néanmoins de lui faire connaître : 1° le montant des charges (recrutement de personnel pour l'ouverture d'un compte individuel à chaque assuré social, impression de formulaires, etc.) qui ont été ainsi imposées à la **sécurité sociale** pendant le temps où cette disposition a été appliquée ; 2° si le Gouvernement entend abroger toutes les dispositions qui ont, en décembre 1958, modifié la réglementation de la sécurité sociale, en particulier la diminution du pourcentage de remboursement de certains produits ; 3° quelles dispositions il compte prendre à l'encontre des assurés sociaux qui, malades pendant cette période, ont été ainsi injustement pénalisés [23 juin 1959] (n° 23). — **Réponse** [30 juin 1959] (p. 359 et 360). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, Ministre du travail ; Pierre Métayer.

XXIV. — M. René JAGER a l'honneur de demander à M. le Ministre des affaires étrangères si, dans la perspective prochaine du **rattachement économique de la Sarre à l'Allemagne fédérale** : 1° toutes garanties ont été prises en vue d'assurer aux produits agricoles des marchés de l'Est le maintien du marché sarrois, débouché indispensable à la survie de l'agriculture des départements de la Moselle et du Rhin ; 2° si des mesures de sauvegarde ont été prévues pour protéger le commerce des villes et cités frontalières contre la concurrence commerciale de la Sarre bénéficiant, après le rattachement, de livraisons de marchandises françaises à un prix inférieur en raison d'exonérations fiscales ; 3° quelles autorités des départements de l'Est ont été consultées pour permettre, face au rattachement économique de la Sarre, l'harmonisation des échanges et la défense légitime des intérêts vitaux des populations de la région frontalière [23 juin 1959] (n° 24).

XXV. — M. Georges REPIQUET, constatant, d'une part, que le président de la Communauté a décidé que l'armée de la Communauté était « une » et, d'autre part, que les attributions militaires de l'ancien ministre de la France d'outre-mer ont été transférées au ministre des armées, demande à M. le Ministre des armées quelles réformes de structure il compte promouvoir pour **unifier les forces armées métropolitaines et d'outre-mer** ; si une fusion est envisagée à plus ou moins brève échéance ; si tous les militaires seront alors amenés à servir sans distinction d'origine dans n'importe quel Etat de la Communauté ; enfin, s'il y a lieu de maintenir des règles administratives particulières et, par voie de conséquence, des services autonomes pour les troupes dites d'outre-mer [23 juin 1959] (n° 25). — **Réponse** [30 juin 1959] (p. 360 et 361). — *Sont entendus* : MM. Pierre Guillaumat, Ministre des armées ; Jacques Baumel, au nom de M. Georges Repiquet.

XXVI. — M. Jean MICHELIN demande à M. le Ministre des travaux publics et des transports si un plan quelconque est étudié pour remédier aux difficultés de **circulation** aussi bien urbaine que routière et pour mettre fin à l'hécatombe permanente qui ensanglante nos routes. Si ce plan existe, il souhaiterait en avoir connaissance, de même qu'il aimerait connaître sa position sur le **stationnement payant** [25 juin 1959] (n° 26).

XXVII. — M. Jean MICHELIN demande à M. le Ministre de l'éducation nationale si un programme a été établi pour la prospection des athlètes susceptibles de représenter la France aux **Jeux olympiques de 1960**. Il lui serait reconnaissant de lui indiquer les grandes lignes de ce programme qui, bien que tardif, devrait avoir pour but essentiel d'éviter à la France les humiliations qui furent son lot dans les confrontations passées [25 juin 1959] (n° 27).

XXVIII. — M. Charles NAVEAU exprime à M. le Ministre de l'agriculture son inquiétude, d'une part, sur l'évolution du **marché de la viande** pour les mois à venir, en raison de la sous-consommation et de la surproduction, d'autre part, sur le déficit de productions fourragères résultant de la sécheresse persistante qui risque d'aggraver sérieusement cette situation. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de rechercher dès maintenant tous les moyens susceptibles de maintenir les prix d'objectif prévus en réservant, par exemple, toutes les ressources provenant de la taxe de circulation des viandes qui permettraient le stockage en frigorifique et l'exportation des excédents [25 juin 1959] (n° 28). — **Réponse** [7 juillet 1959] (p. 416 et 417). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Charles Naveau.

XXIX. — M. Eugène RITZENTHALER attire l'attention de M. le Ministre de l'agriculture sur les difficultés que rencontrent les organismes stockeurs de céréales, difficultés provoquées chaque année par la fixation trop tardive des prix du blé et des céréales secondaires. Le producteur ayant placé des fonds oblige les organismes stockeurs à faire des avances, ce qui rend encore plus difficile leur tâche. Il lui demande, dans ces conditions, de vouloir bien faire le nécessaire pour que les prix des céréales soient fixés avant l'ouverture de la campagne de collecte [30 juin 1959] (n° 29). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 417 à 419). — Sont entendus : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Yves Estève, au nom de M. Eugène Ritzenthaler.

XXX. — M. Michel KAUFFMANN demande à M. le Ministre de l'agriculture quels sont les objectifs de la politique agricole du Gouvernement qui permettront de diminuer la disparité actuelle entre les revenus agricoles et les revenus de l'industrie, à investissement et travail égal, et les mesures d'organisation des marchés intérieurs qu'il compte prendre pour améliorer les circuits de distribution des produits agricoles dont les marges de commercialisation sont abusives [30 juin 1959] (n° 30). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 549 et 550). — Sont entendus : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Michel Kauffmann.

XXXI. — M. Pierre GARET rappelle à M. le Ministre de la construction que l'épargne-crédit, qui vient d'être instituée par l'ordonnance n° 59-235 du 4 février 1959, ne s'applique qu'aux personnes désirant construire avec les prêts accordés par le Crédit foncier et le Sous-Comptoir des entrepreneurs. Il lui demande s'il compte faire bénéficier des mêmes avantages les personnes qui désirent construire par l'intermédiaire des sociétés de crédit immobilier et des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré [30 juin 1959] (n° 31). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 420 et 421). — Sont entendus : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Secrétaire d'Etat aux finances ; Pierre Garet.

XXXII. — M. Pierre GARET rappelle à M. le Ministre de la construction que les dispositions de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 avaient prévu, pour la reconstitution des meubles à usage familial détruits par suite de faits de guerre, que la caisse autonome de la reconstruction disposerait d'autorisations de programmes fixées à 50 milliards de francs et utilisables, au cours des années 1957 à 1958, par tranches annuelles de 25 milliards. En raison de ces dispositions, tous les sinistrés ont reçu un avis de règlement leur précisant l'importance, en valeur 1939 et en valeur actuelle, de l'indemnité à laquelle ils pouvaient prétendre, et leur ajoutant que les règlements correspondants seraient effectués pour les uns avant le 31 décembre 1957, et pour les autres avant le 31 décembre 1958. Les réductions de crédits n'ayant pas permis de payer conformément aux dispositions de la loi du 4 août 1956, il lui demande de bien vouloir lui indiquer comment et quand il compte en terminer avec le problème du règlement des sinistrés mobiliers [30 juin 1959] (n° 32). — Retrait par son auteur [7 juillet 1959] (p. 419).

XXXIII. — M. Charles DURAND expose à M. le Ministre de l'agriculture que les prix des produits agricoles ne sont pas en rapport avec les cours de production. Le fait de négliger le niveau de vie des populations rurales ayant été depuis de nombreuses années à la base de notre politique économique, il lui demande s'il entend prendre des mesures nécessaires pour faire cesser cet état de chose. Il attire particulièrement son attention sur les prix pratiqués actuellement pour les productions animales qui s'avèrent ruineuses pour les producteurs qui les pratiquent, les cours de la viande ayant baissé depuis un an de 50 francs à 80 francs par kilogramme sans d'ailleurs qu'une répercussion se fasse sentir à la consommation [30 juin 1959] (n° 33). — Réponse [7 juillet 1959] (p. 418 et 419). — Sont entendus : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Charles Durand.

XXXIV. — M. Pierre MARCILHACY demande à M. le Ministre des travaux publics et des transports s'il ne lui est pas possible de prendre d'urgence les mesures réglementaires rendant obligatoire le port d'une coiffure protectrice pour les usagers des véhicules à moteur à deux roues [30 juin 1959] (n° 34). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 553 et 554). — Sont entendus : MM. Robert Buron, Ministre des travaux publics et des transports ; Pierre Marcilhacy.

XXXV. — M. André ARMENGAUD expose à M. le Secrétaire d'Etat aux affaires économiques que certaines organisations commerciales existant dans le secteur de l'épicerie et vendant aux consommateurs les produits aux « prix usine » majorés de 8 p. 100 en moyenne se voient opposer des refus de vente par des grandes entreprises françaises ou des filiales d'entreprises étrangères de réputation internationale. Il lui demande si cette pratique ne devrait pas être assimilée à la pratique des prix illicites par l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, modifiée par le décret n° 58-145 du 24 juin 1958 [30 juin 1959] (n° 35). —

Réponse [21 juillet 1959] (p. 555 et 556). — Sont entendus : MM. Max Fléchet, Secrétaire d'Etat aux affaires économiques ; André Armengaud.

XXXVI. — M. Bernard LAFAY expose à M. le Ministre délégué auprès du Premier ministre qu'au dire des techniciens, la composition du pétrole en provenance des gisements sahariens pose certains problèmes relatifs à son raffinage et à sa commercialisation. Il le prie, dans cette préoccupation, de vouloir bien faire connaître les éléments essentiels du bilan de la recherche et de l'exploitation de leurs résultats présents et de leurs perspectives d'avenir. Il lui demande, en outre, de vouloir bien préciser : 1° si l'équipement des raffineries françaises de pétroles, tel qu'il est, ou au prix de modifications techniquement aisées, permettra, dans les années à venir, de traiter la totalité du pétrole en provenance du Sahara ; 2° si les services compétents ont envisagé les dispositions permettant de couvrir progressivement les besoins de l'économie de la République et de la Communauté en produits pétroliers, des diverses catégories, de provenance saharienne, compte tenu de la composition particulière des pétroles bruts des régions d'Edjéjé et d'Hassi-Messaoud ; 3° si une nouvelle politique des carburants doit être prévue dont les incidences sur l'industrie automobile peuvent être importantes, ou si la production saharienne peut être adaptée aux fabrications actuelles, en particulier aux moteurs fonctionnant au gas oil [30 juin 1959] (n° 36). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 543 et 544). — Sont entendus : MM. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier ministre ; Bernard Lafay.

XXXVII. — M. Bernard LAFAY prie M. le Ministre délégué auprès du Premier ministre de vouloir bien faire connaître la part exacte : 1° de l'Etat ; 2° des sociétés françaises, quel que soit leur statut juridique ; 3° des sociétés étrangères, dans le total des capitaux sociaux des entreprises qui se consacrent à la recherche et à l'exploitation des gisements de pétrole ou de gaz naturels du Sahara, y compris le transport des produits, et en particulier de tenir compte des participations en capital de sociétés étrangères dans les sociétés françaises et réciproquement, comme des participations en capital de l'Etat dans les sociétés françaises, de manière à avoir une vue exacte de la répartition en capital des intérêts publics, des intérêts privés français et des intérêts étrangers dans la mise en valeur des pétroles sahariens. Les éléments accessibles au public en ce domaine manquent, en effet, de précision ; soit parce qu'ils négligent les imbrications mutuelles des sociétés, soit parce qu'ils se bornent à fournir des pourcentages en permis octroyés, fonds investis annuellement, etc. Par ailleurs, il lui demande si les démarches effectuées par certaines entreprises étrangères pour augmenter leur participation en capital dans les sociétés de recherches et d'exploitation du pétrole saharien ne risquent pas, au cas où elles aboutiraient, d'affaiblir le contrôle légitime de l'Etat sur la production pétrolière nationale [30 juin 1959] (n° 37). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 544 à 546). — Sont entendus : MM. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier ministre ; Bernard Lafay.

XXXVIII. — M. Bernard LAFAY demande à M. le Ministre délégué auprès du Premier ministre si, dans les perspectives d'exploitation du pétrole et des autres richesses naturelles du Sahara au cours des années futures, toutes dispositions juridiques, administratives et techniques sont prévues pour que les résultats de cette exploitation s'inscrivent totalement au positif de la balance des paiements extérieurs, sous la forme de la diminution progressive de nos achats en devises fortes, comme sous celle de l'augmentation de nos recettes en devises étrangères ; en particulier, si certaines conventions internationales privées relatives à la commercialisation des produits pétroliers ne présentent aucun risque de faire payer à la France, en dollars ou en livres sterling, au moins les frais de raffinage et de distribution d'une partie du pétrole brut en provenance des départements sahariens [30 juin 1959] (n° 38). — Réponse [21 juillet 1959] (p. 546). — Sont entendus : MM. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier ministre ; Bernard Lafay.

XXXIX. — M. Bernard LAFAY expose à M. le Ministre délégué auprès du Premier ministre que le chef de l'Etat tunisien a pris à plusieurs reprises des positions officielles ou publiques qui consistent de regrettables interventions dans les affaires intérieures de la France, en particulier dans celles des départements d'Algérie et du Sahara. Ces déclarations ont un caractère non seulement offensant, mais inquiétant. Dans l'une d'entre elles, celui-ci ne cache pas son intention d'utiliser comme moyen de pression sur la France, en vue de régler le problème algérien, le passage sur le territoire tunisien de pipe-lines pétroliers allant d'Algérie à la côte de Gabès. Dans ces conditions, il lui demande : 1° quel dispositif de sécurité est prévu pour assurer la protection du pipe-line aboutissant au golfe de Gabès et qui assurera l'écoulement du pétrole d'Edjéjé jusqu'à un maximum de 14 millions de tonnes ; 2° s'il est possible de faire confiance en l'espèce au Gouvernement de la République tunisienne dont les forces régu-

lières ne paraissent avoir ni la possibilité, ni surtout l'intention de désarmer les éléments de l'A. L. N. stationnés sur son territoire ; 3° s'il ne considère pas que la mise hors service éventuelle de ce pipe-line par les rebelles agissant en Tunisie ne nuirait pas gravement, non seulement aux intérêts, mais aussi au prestige de la France en Afrique du Nord ; 4° si, les accords concernant ce pipe-line ayant été passés entre une société privée et le Gouvernement tunisien, le Gouvernement français dispose des moyens de les modifier ou de les dénoncer en cas d'aggravation de l'**attitude inamicale du chef de l'Etat tunisien** ; 5° si toutes dispositions techniques sont prises ou prévues pour que le pétrole de la zone d'Edjelé puisse, le cas échéant, être écoulé par raccordement au pipe-line Haoud el Hamra-Bougie [30 juin 1959] (n° 39). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 546 à 548). — *Sont entendus* : MM. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier ministre ; Bernard Lafay.

XL. — M. Jacques DUCLOS expose à M. le Premier ministre qu'à propos d'un **ouvrage récemment saisi**, il a été dit officiellement « que ce livre constitue une affabulation totale », alors que ce même ouvrage a été présenté non moins officiellement dans des termes infirmant cette assertion. Il lui demande d'indiquer les faits sur lesquels il s'est basé pour parler « d'affabulation totale » [30 juin 1959] (n° 40). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 548 et 549). — *Sont entendus* : MM. Michel Maurice-Bokanowski, Secrétaire d'Etat à l'intérieur ; Jacques Duclos.

XLI. — M. Camille VALLIN expose à M. le Ministre de l'intérieur que le 27 juin dernier, à Lyon, salle de la mairie du 6^e arrondissement un commando fasciste s'est attaqué à une **réunion publique** organisée par la fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, blessant plusieurs personnes. Les auteurs de cette **agression** qui sont connus n'en sont pas à leur coup d'essai. Au cours de l'année 1958, ils se sont livrés à des attaques répétées et impunies contre les sièges d'organisations démocratiques et contre des réunions publiques. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à ces agissements et pour faire cesser le scandale que constitue l'appui donné à leurs auteurs par des personnalités officielles [30 juin 1959] (n° 41). — **Réponse** [7 juillet 1959] (p. 421 et 422). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, Ministre de l'intérieur ; Camille Vallin.

XLII. — M. Martial BROUSSE expose à M. le Ministre de l'agriculture que la loi du 24 mai 1946 a prévu l'octroi de **prêts** à caractéristique spéciale aux **jeunes agriculteurs** ; que le montant de ces prêts fixé d'abord à 350.000 francs a été successivement porté à 700.000 francs puis à 1.200.000 francs ; que beaucoup de jeunes agriculteurs ne peuvent obtenir ces prêts d'installation qu'avec des retards de dix-huit mois à deux ans. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales disposent de crédits suffisants afin que les jeunes agriculteurs puissent bénéficier des prêts prévus par la loi du 24 mai 1946 dans un délai raisonnable ne dépassant pas trois ou quatre mois [2 juillet 1959] (n° 42). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 550 et 551). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Martial Brousse.

XLIII. — M. Pierre MARCILHACY demande à M. le Ministre de l'agriculture s'il n'est pas possible de modifier la formule par laquelle est accordée aux communes une **subvention pour la construction de leurs réseaux d'adduction d'eau**. En effet, dans les départements qui ne disposent que de rares points d'eau, le taux de subvention déterminé par le facteur T. C., lui-même proportionnel à la charge caractéristique, oblige les syndicats d'adduction à fixer à un prix très élevé le coût de l'eau distribuée. L'uniformisation progressive du prix de l'eau dans les secteurs ruraux de la France paraît, en définitive, éminemment souhaitable [2 juillet 1959] (n° 43). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 553). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Pierre Marcilhacy.

XLIV. — M. Edouard BONNEFOUS demande à M. le Ministre de la construction quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les **espaces verts**, les sites et les paysages de **Seine-et-Oise** menacés par l'extension des zones d'urbanisation. Il lui demande, en outre, s'il envisage de prendre des mesures de développement et d'aménagement de ces espaces verts dans le cadre du plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne [7 juillet 1959] (n° 44). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 557 à 559). — *Sont entendus* : MM. Pierre Sudreau, Ministre de la construction ; Edouard Bonnefous.

XLV. — M. Victor GOLVAN demande à M. le Ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre : 1° pour supprimer les quelques foyers de **fièvre aphteuse** qui existent en France ; 2° pour combattre une éventuelle recrudescence de la maladie [7 juillet 1959] (n° 45). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 551 et 552). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Victor Golvan.

XLVI. — M. François SCHLEITER a l'honneur d'appeler l'attention de M. le Ministre des travaux publics et des transports sur les conditions présentes de la **circulation** sur l'ensemble du territoire. Il lui demande s'il entend prescrire aux services du **tourisme** d'étendre leur activité aux lieux des grands pèlerinages nationaux des **champs de batailles**, qui appellent une catégorie particulièrement respectable de touristes et s'il existe, du point de vue de ce genre de circulation, une liaison effective entre les travaux publics et le tourisme. Il lui demande s'il estime suffisants les **effectifs de police** chargés de la circulation ; si la surabondance récente de moyens de **signalisation**, au long des routes, ne lui paraît pas de nature à distraire beaucoup trop les conducteurs sur le subalterne sans maintenir assez leur attention sur l'essentiel ; s'il n'estime pas indispensable de mettre fin, d'une façon générale et de façon formelle, à une équivoque qui persiste sur la priorité ; enfin, si l'échappement noir de **véhicules poids lourds** vers le milieu de la route ne lui paraît pas extrêmement dangereux de même que l'utilisation par ces véhicules de flèches indicatrices de direction de mesure et d'éclat sans rapport avec l'importance du véhicule. Enfin, il souhaiterait obtenir des précisions sur les bases de répartition présente des **crédits d'entretien ou de travaux neufs entre les divers départements**, faisant observer, à nouveau, que plusieurs départements de France subissent, depuis plusieurs années, des sujétions particulières de défense nationale, auxquelles on ne saurait faire face efficacement par des crédits normaux [7 juillet 1959] (n° 46).

XLVII. — M. André FOSSET expose à M. le Ministre de l'éducation nationale qu'une vive émotion s'est emparée des parents d'élèves de certains centres d'apprentissage à l'annonce faite par les directeurs de ces centres d'une décision de fermeture immédiate. Cette décision serait, aux termes de la notification des directeurs aux parents d'élèves, rendue inévitable par une réduction de 40 p. 100 des crédits de fonctionnement des ateliers. Il lui demande de vouloir bien lui faire connaître : 1° les conditions dans lesquelles est intervenue, en cours d'année, la réduction de crédits à laquelle il est fait allusion, ainsi que les motifs qui la justifient et les conséquences exactes qu'elle peut avoir sur le fonctionnement des **centres d'apprentissage** ; 2° les dispositions que le Gouvernement compte devoir prendre pour que soient donnés aux centres d'apprentissage les moyens d'effectuer à la date du 15 septembre leur réouverture et d'assurer dans des conditions normales leur fonctionnement afin de permettre à leurs élèves de poursuivre convenablement leur apprentissage jusqu'à l'obtention de leur certificat d'aptitude professionnelle [7 juillet 1959] (n° 47). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 557). — *Sont entendus* : MM. André Bouloche, Ministre de l'éducation nationale, André Fosset.

XLVIII. — M. Yves ESTÈVE expose à M. le Ministre de l'agriculture qu'une réglementation sévère s'impose pour dépister la **tuberculose bovine** et éviter la contagion ; que la loi n° 56-786 du 4 août 1956 a marqué un sérieux progrès dans la prophylaxie de cette maladie et dans le contrôle de la salubrité des viandes mais que la rédaction du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de cette loi ne permet pas aux pouvoirs publics d'exercer sur les animaux reconnus tuberculeux lors d'une vente la surveillance qui s'impose ; qu'il serait opportun d'exiger que les animaux soient marqués par le vétérinaire qui aura constaté l'existence des signes cliniques ou la réaction positive à l'épreuve de la tuberculine ; l'article 34 de la Constitution paraissant avoir fait sortir cette matière du domaine de la loi, il lui demande s'il envisage de prendre par la voie réglementaire la disposition recommandée [8 juillet 1959] (n° 48). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 552 et 553). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture ; Yves Estève.

XLIX. — M. Ludovic TRON demande à M. le Premier ministre s'il est exact que, comme certains journaux l'ont annoncé, le Gouvernement envisage une **session extraordinaire du Parlement** au cours du mois d'août. Il lui demande si, plutôt que de recourir à des errements si fortement dénoncés, il n'eût pas été préférable d'aligner plus judicieusement l'ordre du jour de la session ordinaire et de donner plus d'efficacité aux travaux, notamment par une collaboration mieux établie entre le Gouvernement et le Parlement [20 juillet 1959] (n° 49). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 540 et 541). — *Sont entendus* : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Ludovic Tron.

L. — M. Jean BERTHAUD attire l'attention de M. le Premier ministre sur certaines hausses récentes de nature à alourdir le **coût de la vie**. Il se permet de souligner que la solidarité de l'ensemble de la population à l'égard de l'action gouvernementale, solidarité entraînant chez les plus modestes un sacrifice quotidien portant souvent sur l'essentiel, rend souhaitable que le Gouvernement précise le plus souvent possible et au fur et à mesure l'ampleur

exacte des hausses les plus récentes, particulièrement de celles touchant directement au budget quotidien des foyers ; dans quelle mesure le Gouvernement possède le contrôle de ces hausses et en prévoit les limites ; si telle résorption est d'ores et déjà prévue et dans quels délais. Il estime que ces mises au point dont il attend la première de l'obligeance de M. le Premier ministre, auront le double avantage d'encourager les partisans sincères de l'assainissement en cours et de décourager ceux qui amplifient les difficultés à des fins intéressées [20 juillet 1959] (n° 50). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 541 à 543). — *Sont entendus* : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Jean Bertaud.

LI. — Mme Marie-Hélène CARDOT expose à M. le Ministre de la justice que les dispositions de l'article 15 du décret du 22 décembre 1958 autorisent les **avoués près les tribunaux de première instance**, domiciliés dans une commune où n'a pas été créé un tribunal de grande instance, à conserver leur résidence actuelle, et lui demande s'il n'envisage pas de faire bénéficier de ces dispositions les successeurs des titulaires actuels [20 juillet 1959] (n° 51). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 559 et 560). — *Sont entendus* : M. Edmond Michelet, Garde des Sceaux, ministre de la justice ; Mme Marie-Hélène Cardot.

LII. — M. Maurice CARRIER expose à M. le Premier ministre que le *Journal officiel* de la République française du 7 août 1956, n° 182, a publié la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions du **reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie**. L'article 11 de cette loi précise dans quelles conditions l'Etat français accorde sa garantie aux retraites des agents de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (ex C. E. T.) et du chemin de fer de la Compagnie des phosphates de Gafsa (C. F. T.). Un projet de décret, pris en application de cet article 11 et fixant les modalités de cette garantie, a été élaboré par M. le ministre des affaires étrangères. Il donne satisfaction aux intéressés, mais le retard apporté à sa parution est imputable aux modalités financières d'application et les cheminots retraités sont émus par cette situation qui leur est préjudiciable. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il est dans les intentions du Gouvernement de faire bénéficier les intéressés des dispositions du projet de décret élaboré par M. le ministre des affaires étrangères [20 juillet 1959] (n° 52). — **Réponse** [21 juillet 1959] (p. 554 et 555). — *Sont entendus* : MM. Robert Buron, Ministre des travaux publics et des transports ; Maurice Carrier.

LIII. — M. Jean BERTHAUD rappelle à M. le Ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'occasion d'une audience qu'il a récemment accordée à des délégations syndicales ouvrières et patronales, la question a été évoquée de la possibilité de réaliser des économies sensibles par une refonte des **conditions de passation et d'exécution des marchés passés par l'Etat** et les collectivités publiques, et lui demande quelles mesures il envisage de prendre dans ce domaine qui a déjà fait l'objet d'un rapport ancien du Conseil économique [20 juillet 1959] (n° 53).

LIV. — M. Jean BERTHAUD demande à M. le Ministre de l'industrie et du commerce, à la suite de la publication de la lettre de M. le Premier ministre à une organisation syndicale ouvrière précisant qu'une fraction de l'augmentation annuelle de la productivité devait être consacrée à la baisse de certains prix, quelles mesures sont envisagées pour que ces **réductions de prix** obtenues à la production se répercutent à l'échelon consommation, les conditions actuelles faisant apparaître que la baisse des indices des prix de gros n'est pas accompagnée d'une baisse analogue de l'indice des prix de détail [20 juillet 1959] (n° 54).

LV. — M. Mohamed GUEROUJ demande à M. le Ministre de l'industrie et du commerce de bien vouloir lui faire connaître les dispositions prises ou qu'il compte prendre pour permettre dans l'immédiat aux nombreux **musulmans d'Algérie**, démunis de toutes ressources, de bénéficier des **prêts d'honneur** ou éventuellement de bourses, pour venir en métropole apprendre un métier [21 juillet 1959] (n° 55).

LVI. — M. Paul PAULY demande à M. le Ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact qu'il envisage la **suppression de cent cinquante perceptions** ; il lui signale que cette suppression se traduirait sans aucun doute par un accroissement de dépenses ; que les petites perceptions sont généralement gérées par un fonctionnaire travaillant seul et percevant un traitement de début de carrière ; que ses multiples attributions l'occupent plus de huit heures par jour ; qu'il est probable, dans ces conditions, que le rattachement de petites perceptions à des postes plus importants nécessiterait à plus ou moins longue échéance la création de nouveaux emplois de commis ; que par ailleurs les mesures envisagées ne devraient être efficaces que si elles étaient comprises dans un plan d'ensemble comportant la réorganisation des services extérieurs des finances et l'institution de la caisse unique [21 juillet 1959] (n° 56).

LVII. — M. Bernard CHOCHOY rappelle à M. le Ministre des finances et des affaires économiques que l'article 10 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 ouvre aux **sinistrés mobiliers** la possibilité d'aliéner leur créance et lui demande pour quelle raison il n'a pas encore jugé opportun de donner son accord au décret d'application de ce texte — déposé et voté avec l'approbation du ministère des finances — décevant ainsi l'attente des **sinistrés** qui ne comprennent pas qu'une disposition législative reste depuis deux ans déjà lettre morte [21 juillet 1959] (n° 57).

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

I. — M. Jean PÉRIDIER demande à M. le Ministre de l'agriculture de définir les grandes lignes de la **politique viticole** du Gouvernement, et notamment les mesures qu'il compte prendre pour l'organisation de la prochaine campagne [5 mai 1959] (n° 3). — **Discussion** [23 juin 1959] (p. 284 et suiv.). — *Sont entendus* : MM. Jean Péridier ; Léon David ; Georges Portmann ; Gaston Pams ; Abel Sempé ; Jacques Verneuil. — En conclusion du débat, dépôt d'une proposition de résolution (n° 1) présentée par M. Jean Péridier. — *Est entendu* : M. Courrière. — Retrait de ce texte et dépôt par MM. Jean Péridier, Voyant, Georges Portmann, Claparède et Pauzet de la proposition de résolution suivante :

« Le Sénat demande au Gouvernement :

« 1° De compléter l'organisation du marché du vin par la création d'une société interprofessionnelle d'intervention, chargée d'intervenir sur le marché des vins libres et d'assurer ainsi la garantie effective d'un prix social ;

« 2° De veiller à ce que la campagne antialcoolique ne se transforme plus en propagande antivin ;

« 3° D'envisager une réduction de la fiscalité sur les vins. »

Explication de vote : MM. Courrière ; Jean Bertaud ; Léon David. **ADOPTION** (n° 12). — **RÉSOLUTION** (in 8°, n° 12).

II. — M. Adolphe DUROI expose à M. le Ministre du travail que des licenciements interviennent dans différentes branches industrielles du département du Nord et particulièrement à la compagnie de Fives-Lille dans ses usines de Fives et de Denain. Cette société a déjà, en janvier 1959, procédé au **licenciement** de 900 travailleurs. Aujourd'hui, à nouveau, des centaines d'autres travailleurs de **Fives-Lille** sont également menacés de perdre leur emploi. Cette situation ayant justement alarmé l'ensemble des organisations syndicales ouvrières du département, il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour s'opposer à ces licenciements [6 mai 1959] (n° 2 rectifié).

III. — M. Léon DAVID demande à M. le Ministre de l'agriculture : 1° quelles mesures il compte prendre pour pallier les difficultés que rencontre la **viticulture** pour l'écoulement et la mévente des vins ; 2° quelles mesures il compte prendre pour faciliter la vente des **fourrages de Crau** (Bouches-du-Rhône) ; 3° quelles mesures il compte prendre pour faire participer les **organisations professionnelles des fruits et légumes** à l'élaboration et à la mise en train du troisième plan d'équipement [12 mai 1959] (n° 4).

IV. — M. Yvon COUDÉ DU FORESTO demande à M. le Ministre de l'agriculture de définir la politique agricole du Gouvernement face à l'évolution de **l'agriculture** et à la grave **crise** que traverse celle-ci [12 mai 1959] (n° 5).

V. — M. Jacques DUCLOS expose à M. le Premier ministre qu'un rapport, établi à la demande de M. le délégué général du Gouvernement à Alger, met l'accent sur la situation tragique des personnes hébergées dans les « **centres de regroupement** » créés par l'autorité militaire en **Algérie**, et lui demande : 1° s'il a l'intention de publier intégralement le rapport sur ces « centres de regroupement » ; 2° si l'application du **plan Challe** ne va pas avoir comme conséquence l'extension de ces « centres de regroupement » ; 3° quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour mettre un terme à une telle situation, le séquence directe de la prolongation d'une guerre qui dure depuis quatre ans et demi, et qu'il est de l'intérêt de la France de faire cesser au plus vite en engageant des négociations avec les représentants de ceux contre qui on se bat [27 mai 1959] (n° 6 rectifié).

VI. — Mme Renée DERVAUX expose à M. le Ministre des travaux publics et des transports que, contrairement aux décisions prises par la commission mixte des transports (conseil municipal de Paris et conseil général de la Seine), le comité provisoire des transports, créé par voie autoritaire par le Gouvernement, a décidé une **augmentation des tarifs des transports parisiens** de 75 p. 100 fondée sur l'augmentation du déficit de la R. A. T. P., et, étant donné les conséquences qu'aurait cette augmentation sur le budget de nombreux travailleurs, lui demande : 1° la situation exacte de la régie autonome des transports parisiens ; 2° les mesures à

prendre pour améliorer la gestion financière de ce service public ; 3° les conditions dans lesquelles a été créé le « comité provisoire des transports » et quelles sont ses prérogatives [27 mai 1959] (n° 7 rectifié).

VII. — M. Raymond GUYOT expose à M. le Ministre des armées que, d'après certaines informations, il existerait dans le Sud-Algérien une **unité à laquelle sont affectés un certain nombre de soldats frappés de sanction**, sans être cependant sous le coup d'une peine prononcée par un tribunal militaire, et venus de divers régiments ; leur régime, notamment au point de vue disciplinaire, alimentaire et médical, serait d'une sévérité inadmissible ; il lui demande : 1° d'entreprendre à ce sujet une enquête et d'en communiquer les conclusions au Parlement ; 2° de prendre, le cas échéant, les sanctions que justifierait cette enquête et d'ordonner la dissolution de l'unité dont il s'agit [27 mai 1959] n° 8).

VIII. — M. Pierre MARCILHACY demande à M. le Premier ministre quelles mesures ou méthodes le Gouvernement entend prendre ou suivre pour rétablir avec le Parlement le dialogue et la **collaboration des pouvoirs** sans lesquels il n'est pas de véritable régime démocratique [27 mai 1959] (n° 9).

IX. — M. Antoine COURRIÈRE demande à M. le Premier ministre les mesures qu'il compte prendre, et dans quels délais, pour remettre les anciens combattants dans les droits qu'ils avaient avant l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 qui a notamment supprimé la **retraite des anciens combattants** [27 mai 1959] (n° 10). — Demande de fixation de la date de discussion [ibid.] (p. 136). — Débat sur la fixation de la date de discussion [2 juin 1959] (p. 149 à 151). — *Sont entendus* : MM. Jean Bertaud ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Courrière ; Paul Driant ; René Dubois ; Jacques Duclos ; Pierre de La Gontrie ; François Schleiter. — Le Sénat fixe la date de discussion au mardi 9 juin 1959. — **Discussion** [9 juin 1959] (p. 196 et suiv.). — *Sont entendus* : MM. Antoine Courrière ; Jean Bertaud ; André Dulin ; Jacques Duclos ; René Dubois ; Georges Boulanger ; André Cornu. — En conclusion du débat, dépôt d'une proposition de résolution (n° 1) par M. Antoine Courrière. — Retrait de ce texte et dépôt par son auteur de la proposition de résolution (n° 2) suivante : « Le Sénat invite le Gouvernement à proposer au Parlement le rétablissement de la retraite du combattant (p. 202). — *Sont entendus* : MM. Jean Bertaud ; Guy de La Vasselais. — Adoption par scrutin public (n° 1). — ADOPTION (n° 6). — RÉSOLUTION (in-8° n° 6).

X. — M. Jacques DUCLOS expose à M. le Premier ministre que divers faits mettent en évidence le développement de courants racistes inquiétants comme en ont témoigné, notamment, l'agression dont a été victime récemment un écrivain camerounais, diverses manifestations antisémites, ainsi que les mouvements de satisfaction provoqués chez certains par l'assassinat d'un avocat algérien, et lui demande : 1° s'il compte prendre des mesures pour interdire toutes les manifestations de **racisme** ; 2° s'il ne pense pas, en raison même de cette situation, qu'un récent discours officiel, parlant des peuples qui « sont des blancs, des peuples civilisés », ne pourrait pas être interprété comme exprimant une certaine conception de « supériorité raciale » susceptible de prendre un caractère blessant pour les peuples de divers Etats de la Communauté et pour un certain nombre d'autres peuples [4 juin 1959] (n° 11).

XI. — M. Michel KAUFFMANN demande à M. le Ministre de l'agriculture quels sont les objectifs de la **politique agricole** du Gouvernement qui permettront de diminuer la disparité actuelle entre les revenus agricoles et les revenus de l'industrie, à investissement et travail égal, et les mesures d'organisation des marchés intérieurs qu'il compte prendre pour améliorer les circuits de distribution des produits agricoles dont les marges de commercialisation sont abusives [9 juin 1959] (n° 12). — Retrait par son auteur [30 juin 1959]. — Transformation en question orale simple (*ibid.*) (n° 30).

XII. — M. Edgard PISANI demande à M. le Ministre de l'éducation nationale quelle politique le Gouvernement entend suivre en matière de **ramassage scolaire** ; comment et à quelle date il envisage de résoudre, dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, les problèmes que pose ce ramassage dans les domaines administratif, financier et technique [16 juin 1959] (n° 13).

XIII. — M. Edgard PISANI demande à M. le Premier ministre quelles sont les perspectives offertes à la France dans les domaines économique et militaire en l'état actuel de nos connaissances nucléaires et quelle **politique** le Gouvernement entend fixer en matière de recherche et d'application au commissariat à l'énergie atomique [27 juillet 1959] (n° 14).

R

RACISME, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 11.

RAFFINERIES DE PETROLE, voy. : QUESTIONS ORALES, 36.

RAPPORTS D'INFORMATION, voy. : MISSIONS D'INFORMATION.

RAPPORT SUR LA SITUATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE

Communication de la lettre de M. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture, accompagnant le dépôt sur le bureau du Sénat, conformément aux dispositions du décret n° 56-1019 du 8 octobre 1956, du rapport sur la situation de l'économie agricole au 31 décembre 1958 [25 juillet 1959] (p. 695 et 697).

REBELLION MALGACHE DE 1947, voy. : AMNISTIE, 1.

RECIDIVE

Projet de loi, présenté par M. Jacques SOUSTELLE, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, **modifiant dans les territoires d'outre-mer l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes** [16 juin 1959] (I., n° 89). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [2 juillet 1959] (I., n° 123). — **Discussion** [9 juillet 1959] (p. 393). — *Est entendu* : M. Marcel Molle, rapporteur. — ADOPTION (n° 20).

Voy. : Assemblée nationale, impression n° 191.

RECONSTITUTION DES MEUBLES A USAGE FAMILIAL, voy. : QUESTIONS ORALES, 32.

RECRUTEMENT DES CADRES, voy. : ARMÉE, 10.

REFUS DE VENTE, voy. : QUESTIONS ORALES, 35.

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 7 rectifié.

REGIMES MATRIMONIAUX

Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, Garde des Sceaux, Ministre de la justice, **portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1959] (I., n° 23). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

REGION DE PARIS

Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris** [6 mai 1959] (I., n° 25). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [17 juin 1959].

REGION DE PARIS, voy. : DISTRICTS URBAINS, 1, 2 ; QUESTIONS ORALES, 44.

REGLÈMENT

Proposition de résolution, présentée par M. René BLONDELLE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à inviter le Gouvernement à faire précéder d'un exposé des motifs tout texte d'origine réglementaire : ordonnances et décrets** [6 mai 1959] (I., n° 37). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

REGLÈMENT DU SENAT

I. — MODIFICATIONS ET COMPLÈMENTS

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Pierre de LA GONTRIE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues **tendant à modifier l'article 7 de la législation portant règlement provisoire du Sénat** [6 mai 1959] (I., n° 40). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [9 juin 1959] (I., n° 79). — **Discussion** [9 juin 1959] (p. 203 et suiv.), voy. : *infra* n° 2.

2. — Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale: a) sur la proposition de résolution de MM. de La Gontrie, Restat et des membres du groupe de la gauche démocratique, tendant à modifier l'article 7 de la résolution portant règlement provisoire du Sénat; b) tendant à compléter et à modifier le règlement provisoire du Sénat [9 juin 1959] (I., n° 79), par M. Marcel PRÉLOT (Sénateur). — Discussion [9 juin 1959] (p. 203 et 204). — Est entendu dans la discussion générale: M. Marcel Prélot, rapporteur. — Discussion des articles (p. 204 et suiv.). — Art. 2 (p. 204). — Amendement par M. Namy, tendant à adopter le principe de la représentation proportionnelle pour la désignation des sénateurs de la métropole au sein du Sénat de la Communauté (p. 205); observations; retrait (p. 206). — Art. 9 réservé (p. 207). — Art. 10 (p. 207). — Amendement par M. de Villoutreys tendant à permettre aux membres des commissions permanentes qui participent de droit aux travaux de la commission des finances de recevoir les mêmes convocations et documents que les membres de cette dernière commission (*ibid.*); adoption (*ibid.*). — Art. 11 et 12 (p. 207). — Observations sur le vote par division des votants des articles 55 et 56 du règlement du Sénat. — Renvoi à la commission (p. 208). — Art. 9 précédemment réservé (p. 209). — Amendement par M. Coudé du Foresto tendant à supprimer cet article (*ibid.*); observations sur les difficultés d'application de l'article 9 relatif à la désignation par les commissions des finances et des affaires économiques des sénateurs chargés de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte; rejet au vote par division des votants sans pointage (p. 210). — Amendement par M. Pisani tendant à permettre à toutes les commissions, selon leur compétence, de désigner les sénateurs chargés de suivre le fonctionnement des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte (*ibid.*); adoption (*ibid.*). — Art. 11 précédemment réservé pour renvoi en commission; adoption (p. 211). — Art. 12 précédemment réservé pour renvoi en commission; adoption (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion: MM. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale; Coudé du Foresto; Pierre de la Gontrie, Pierre Marcilhacy; Namy; Pellenc, rapporteur général; Auguste Pinton; Edgar Pisani; Marcel Prélot, rapporteur; Alex Roubert; Pierre de Villoutreys; Michel Yver. — ADOPTION (n° 7). — RÉSOLUTION (in-8° n° 7).

II. — CAS D'APPLICATION

Art. 37. — Observations par M. Gaston Monnerville, président du Sénat, sur le droit de réponse par un sénateur à une déclaration du Gouvernement [23 juillet 1959] (p. 626).

Art. 49. — Observations par M. Gaston Monnerville, président du Sénat, sur le droit pour le Gouvernement de s'opposer à la discussion d'un amendement qui n'a pas fait l'objet d'une étude par la commission [21 juillet 1959] (p. 594).

III. — DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision du conseil constitutionnel rendue en application de l'article 61 de la Constitution sur la conformité à la Constitution des dispositions du règlement du Sénat [2 juillet 1959] (p. 408 et 409), voy.: CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ET DU SENAT (Examen par le conseil constitutionnel), voy.: QUESTIONS ORALES, 22.

REGLEMENT JUDICIAIRE, voy.: CODE DE COMMERCE, 2.

REMISE DE PEINE, voy.: ARMÉE, 7.

RENTREE SCOLAIRE, voy.: ENSEIGNEMENT, 1.

REPARATION DES DOMMAGES PHYSIQUES, voy.: ARMÉE, 11; INDEMNITÉS, 1, 2.

REPRESSION DES CRIMES, voy.: JUSTICE, 1.

RETRAITE DU COMBATTANT

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Fernand AUBERGER (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 21 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 en vue du rétablissement de la retraite du combattant [6 mai 1959] (I., n° 27). — Renvoi à la commission des affaires sociales. Rapport par M. André Dulin [4 juin 1959] (I., n° 77). — Demande de discussion immédiate [9 juin 1959].

2. — Proposition de résolution, présentée par M. André CORNU (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir immédiatement la retraite du combattant [6 mai 1959] (I., n° 38). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. André Dulin [4 juin 1959] (I., n° 77). — Demande de discussion immédiate [9 juin 1959].

3. — Proposition de résolution, présentée par M. Jacques DUCLOS (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la retraite du combattant et à modifier en conséquence l'article 21 de l'ordonnance n° 58-1371 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 [12 mai 1959] (I., n° 41). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. André Dulin [4 juin 1959] (I., n° 77). — Demande de discussion immédiate [9 juin 1959].

RETRAITE DU COMBATTANT, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 10; QUESTIONS ORALES, 11.

RETRAITES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER TUNISIENS, voy.: QUESTIONS ORALES, 52.

REUNIONS PUBLIQUES, voy.: QUESTIONS ORALES, 41.

REVENU CADASTRAL, voy.: IMPÔTS, 3.

S

SALARIES FRANÇAIS DE TUNISIE ET DU MAROC, voy.: ASSURANCE VOLONTAIRE POUR LA VIEILLESSE.

SARRE (Rattachement économique à l'Allemagne), voy.: QUESTIONS ORALES, 24.

SECURITE SOCIALE

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Marcel BOUTANGÉ (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder la santé publique par un juste aménagement des récentes décisions concernant les assurés sociaux et les vieux travailleurs [6 mai 1959] (I., n° 29). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — Proposition de résolution, présentée par M. André CORNU (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le remboursement général par les caisses de sécurité sociale de la fraction inférieure à 3.000 francs par semestre civil et par assuré [6 mai 1959] (I., n° 39). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. — Proposition de résolution, présentée par Mme Jeannette VERMEERSCH (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 édictant le remboursement des frais pharmaceutiques uniquement pour la fraction excédant 3.000 francs par semestre et par assuré [12 mai 1959] (I., n° 48). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. — Proposition de résolution, présentée par M. Joseph RAYBAUD (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à garantir aux mères de famille la santé et la sécurité en cas de maladie et de maternité par la prise en charge, par les organismes de sécurité sociale, des dépenses relatives aux services rendus par les travailleuses familiales [4 juin 1959] (I., n° 76). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

SECURITE SOCIALE, voy.: ALLOCATIONS VIEILLESSE; QUESTIONS ORALES, 4, 15, 23.

SENAT

I. — BUREAU

Bureau d'âge et composition [28 avril 1959] (p. 95), voy.: TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Bureau définitif et composition [28 avril 1959] (p. 98-99); [5 mai 1959] (p. 108), voy.: TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

II. — COMMISSIONS

Effectif des commissions permanentes (motion de MM. Jean BERTAUD, Henri BORGEAUD, Yvon COUDÉ DU FORESTO, Antoine COURRIÈRE, Jacques DUCLOS, Hector PESCHAUD, Alain POHER, Jean-Marie BOULOUX et Marcel ROGIER. — Adoption [5 mai 1959] (p. 109).

Liste des membres des commissions permanentes et de la commission spéciale chargée d'apurer les comptes du Conseil de la République pour l'exercice 1957 [6 mai 1959] (p. 125 et 126), voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Election de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la promotion sociale [8 juillet 1959] (p. 469 et 481), voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

III. — MOTIONS D'ORDRE ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Communication au Sénat de la lettre de M. Michel Debré, Premier ministre, par laquelle celui-ci demande la modification de l'ordre du jour pour permettre la commémoration de l'appel historique du 18 juin 1940. — Modification de l'ordre du jour de la séance du 16 juin 1959 [9 juin 1959] (p. 211). — *Sont entendus* : MM. Pierre de La Gontrie ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale.

Fixation de date d'un deuxième tour de scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice [24 juillet 1959] (p. 661 et 662). — *Sont entendus* : MM. Antoine Courrière ; André Cornu ; René Schwartz ; François Schleiter ; Henri Longchambon.

IV. — RENOUELEMENT TRIENNAL

Tirage au sort des séries pour le renouvellement triennal du Sénat [9 juin 1959] (p. 195), voy. : ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

V. — SESSIONS

Ouverture de la session ordinaire de 1959 par M. Marius Moutet, Président d'âge [28 avril 1959], p. 95).

Clôture de la session ordinaire de 1959 par M. Gaston Monnerville, Président du Sénat [27 juillet 1959] (p. 704 et 705).

SENAT DE LA COMMUNAUTE

Election de membres du Sénat de la Communauté pris parmi les Sénateurs des départements métropolitains [8 juillet 1959] (p. 447 et 448).

Observations présentées par M. Louis Namy sur la façon dont la liste des Sénateurs de la métropole, candidats au Sénat de la Communauté a été constituée [8 juillet 1959] (p. 447).

Election de membres du Sénat de la Communauté pris parmi les Sénateurs des départements et territoires extra-métropolitains [8 juillet 1959] (p. 448 et 468).

SENATEURS

I. — CESSATION DE MANDATS

Cessation, le 15 juillet 1959, du mandat de MM. Blaise Bassoleth (Haute-Volta), Laurent Botokely (Madagascar), Roland Bru (Gabon), Ibrahima Diallo (Sénégal), Loubo-Augustin Djessou (Côte-d'Ivoire), Amadou Doucouré (Soudan), Gaston Fourrier (Niger), Pierre Goura (Moyen-Congo), André Guillabert (Sénégal), Mahamane Haidara (Soudan), Armand Josse (Côte d'Ivoire), Christophe Kalenzaga (Haute-Volta), Begnon-Damien Koné (Haute-Volta), Amadou Lamine-Gueye (Sénégal), Eugène Lechat (Madagascar), Paul Longuet (Madagascar), Jean Michelin (Moyen-Congo), Etienne N'Gounio (Oubangui-Chari), Joseph Perrin (Côte d'Ivoire), Maximilien Quenum-Possy-Berry (Dahomey), Stanislas Rakotonirina (Madagascar), Yvon Razac (Mauritanie), Gontchomé Sahoulba (Tchad), Issoufou Saidou Djermakoye (Niger), William Tardrew (Tchad), Norbert Zafimahova (Madagascar), Emile Derlin Zinsou (Dahomey) [20 juillet 1959] (p. 533).

II. — DÉCÈS

Eloge funèbre de M. de MONTULLE, Sénateur de l'Eure, décédé le 17 février 1959, prononcé par M. Marius Moutet, Président d'âge, auquel s'associe M. Edmond Michelet, Garde des Sceaux, Ministre de la justice, au nom du Gouvernement [28 avril 1959] (p. 98).

Eloge funèbre de M. Maurice WALKER, Sénateur du Nord, décédé le 29 avril 1959, prononcé par M. Gaston Monnerville, Président du Sénat, auquel s'associe M. Michel Debré, Premier ministre, au nom du Gouvernement [5 mai 1959] (p. 112 et 113).

Eloge funèbre de M. Philippe de RAINCOURT, Sénateur de l'Yonne, décédé le 2 juillet 1959, prononcé par M. Gaston Monnerville, Président du Sénat, auquel s'associe M. Henri Rochereau, Ministre de l'agriculture, au nom du Gouvernement [8 juillet 1959] (p. 446).

Eloge funèbre de M. André BOUTEMY, Sénateur de la Seine-et-Marne, décédé le 15 juillet 1959, prononcé par M. Gaston Monnerville, Président du Sénat [21 juillet 1959] (p. 562).

III. — DÉMISSIONS

Communication au Sénat de la lettre pour laquelle M. Hector RIVIEREZ, Sénateur de l'Oubangui-Chari, déclare se démettre de son mandat de Sénateur pour incompatibilité avec ses nouvelles fonctions de juge à la Cour arbitrale de la Communauté [5 mai 1959] (p. 107).

Communication au Sénat des lettres par lesquelles M. René FILLON, Sénateur du Soudan, et M. Luc DURAND-RÉVILLE, Sénateur du Gabon, déclarent se démettre de leur mandat de Sénateur pour incompatibilité avec leurs nouvelles fonctions de membres du Conseil économique et social [16 juin 1959] (p. 219).

IV. — PROROGATIONS DE MANDAT

Sénateurs représentant les Etats membres de la Communauté, voy. : ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

V. — VACANCE DU SIÈGE

Vacance du siège des membres du Gouvernement élus sénateurs [28 avril 1959] (p. 96).

SENATEURS D'ALGERIE, voy. : ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

SENATEURS RERESANTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, voy. : ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

Observations de M. Périquier, au nom du groupe socialiste, sur le mode de désignation des sénateurs représentant les Français de l'étranger [5 mai 1958] (p. 113 et 114).

SENATEURS REPRESENTANT LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE, voy. : ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

SEPARATION DE BIENS, voy. : CODE CIVIL, 1.

SERVICE MILITAIRE, voy. : ARMÉE, 3, 4.

SERVITUDE, voy. : CANALISATIONS PUBLIQUES.

SERVITUDES SUR LES FONDS PRIVÉS, voy. : CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET ASSAINISSEMENT.

SIGNALISATION ROUTIERE, voy. : QUESTIONS ORALES, 46.

SINISTRES MOBILIERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 32, 57.

SOUFRE DE LACQ.

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 587).

STATIONNEMENT PAYANT, voy. : QUESTIONS ORALES, 26.

SUBVENTIONS AUX COMMUNES, voy. : QUESTIONS ORALES, 13.

SUCCESSION, voy. : FORMALITÉS DE SUCCESSION.

SURVEILLANCE EDUCATIVE, voy. : PUISSANCE PATERNELLE.

T

TARIFICATION ELECTRIQUE.

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 573).

TARIFS DES TRANSPORTS PARISIENS, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 7 rectifié.

TAXE DE PRESTATION DE SERVICE DANS L'INDUSTRIE HOTELIERE

Proposition de résolution, présentée par M. Georges ROUGERON (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à ramener au taux de 2,75 p. 100 la taxe de prestation de service dans l'industrie hôtelière [16 juin 1959] (I., n° 94). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

TAXE UNIQUE SUR LES VINS, voy.: IMPÔTS, 1.

TEXTE REGLEMENTAIRE, voy.: RÈGLEMENT.

TOURISME

Observations lors de la discussion du projet de loi de programme relatif à l'équipement économique général [21 juillet 1959] (p. 584).

TOURISME (Champs de bataille), voy.: QUESTIONS ORALES, 46.

TRAITES ET CONVENTIONS

1. — Proposition de résolution, présentée par M. René BLONDELLE (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et le protocole additionnel de cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952 [6 mai 1959] (I., n° 36). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

2. — Projet de loi, présenté par M. COUVE DE MURVILLE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Belgique, signée à Bruxelles le 20 janvier 1959, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1959. — Voy.: Impressions n°s 66, 110.

Transmission au Sénat [23 juin 1959] (I., n° 103). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. André Armengaud [25 juin 1959] (I., n° 112). — Discussion [30 juin 1959] (p. 361 et suiv.). — Sont entendus: MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; André Armengaud, rapporteur. — Adoption de l'article unique (p. 362). — ADOPTION CONFORME (n° 15). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation: loi du 15 juillet 1959 (J. O. du 16 juillet, p. 7012).

TRANSPORT DES PERMISSIONNAIRES, voy.: ARMÉE, 6.

TRAVAILLEUSES FAMILIALES, voy.: SÉCURITÉ SOCIALE, 3.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES, voy.: QUESTIONS ORALES, 49.

TUBERCULOSE BOVINE, voy.: QUESTIONS ORALES, 48.

U**USURPATION DE FONCTION OU DE TITRE**

Projet de loi, présenté par M. Jacques SOUSTELLE, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, portant extension aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, de la loi validée du 23 mai 1942 et de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1420 du 28 juin 1945, relatifs à l'usurpation de fonctions ou de titres [16 juin 1959] (I., n° 88). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [2 juillet 1959] (I., n° 122). — Discussion [2 juillet 1959] (p. 392 et 393). — Sont entendus: MM. Bernard Cornut-Gentille, Ministre des postes, télégraphes et téléphones, au nom de M. Jacques Soustelle, Ministre délégué auprès du Premier ministre; Marcel Molle, rapporteur; Gérald Coppenrath. — ADOPTION (n° 19).

Voy.: Assemblée nationale, impression n° 192.

V

VEHICULES A MOTEUR A DEUX ROUES, voy.: QUESTIONS ORALES, 34.

VEHICULES POIDS LOURDS, voy.: QUESTIONS ORALES, 46.

VICTIMES DES OURAGANS, voy.: CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES, 1.

VIEUX TRAVAILLEURS, voy.: SÉCURITÉ SOCIALE.

VITICULTURE

1. — Proposition de résolution, présentée par M. Marc PAUZET (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs sinistrés par les gelées du printemps 1959 [6 mai 1959] (I., n° 34). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

2. — Proposition de résolution, présentée par M. Léon DAVID (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer immédiatement une politique de sauvetage de la viticulture française [27 mai 1959] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

VITICULTURE, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 4.

VITICULTEURS SINISTRES, voy.: VITICULTURE.

VOIES DE COMMUNICATION

1. — Proposition de résolution, présentée par MM. Georges ROUGERON et Fernand AUBERGER, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'aménagement de la liaison routière Bordeaux-Genève [12 mai 1959] (I., n° 45). — Renvoi à la commission des affaires économique et du plan.

2. — Proposition de résolution, présentée par M. Gabriel MONTPIED (Sénateur) et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir l'aménagement d'un itinéraire touristique et commercial transversal de la côte atlantique à l'Italie et la Suisse, par l'Auvergne [16 juin 1959] (I., n° 95). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

PREMIERE ANNEXE

DÉCRETS

insérés dans les textes figurant à la présente table.

DECRET DU 22 DECEMBRE 1958, voy. : QUESTIONS ORALES,
18, 51.

DECRET DU 7 JANVIER 1959, voy. : FERMAGES, 2.

DEUXIEME ANNEXE

LOIS ET ORDONNANCES

insérées dans les textes figurant à la présente table.

LOI DU 27 MAI 1885, voy. : RÉCIDIVE.

LOI DU 18 DECEMBRE 1893, voy. : ASSOCIATIONS DE MALFAI-
TEURS.

LOI VALIDEE DU 23 MAI 1942, voy. : USURPATION DE FONCTION
OU DE TITRE.

LOI DU 7 FEVRIER 1953, voy. : FONCTIONNAIRES.

LOI DU 13 AVRIL 1954, voy. : JUSTICE, 1.

LOI DU 4 JANVIER 1955, voy. : MARQUES DE FABRIQUE.

LOI DU 4 AOUT 1956, voy. : QUESTIONS ORALES, 52.

LOI DU 1^{er} AOUT 1957, voy. : LOYERS.

ORDONNANCE DU 25 JUIN 1945, voy. : JUSTICE, 1.

ORDONNANCE DU 28 JUIN 1945, voy. : USURPATION DE FONC-
TION OU DE TITRE.

ORDONNANCE DU 23 OCTOBRE 1958, voy. : DROITS « DE BAN-
DITE ».

ORDONNANCE DU 22 DECEMBRE 1958, voy. : ORGANISATION
JUDICIAIRE, 1.

ORDONNANCE DU 30 DECEMBRE 1958, voy. : RETRAITE DU
COMBATTANT, 3.

ORDONNANCE DU 3 JANVIER 1959, voy. : LOYERS, 1.

ORDONNANCE DU 5 JANVIER 1959, voy. : DISTRICTS URBAINS.

ORDONNANCE DU 4 FEVRIER 1959, voy. : QUESTION ORALE, 31.

ORDONNANCE DU 4 FEVRIER 1959, voy. : DISTRICTS URBAINS ;
ÉLECTIONS.

TROISIEME ANNEXE

LISTE CHRONOLOGIQUE

des lois promulguées du 31 janvier 1959 au 28 juillet 1959.

Loi du 2 juillet 1959 [n° 59-784] portant dispositions relatives à la circulation monétaire. — Voy. : CIRCULATION MONÉTAIRE.

Loi du 2 juillet 1959 [n° 59-785] portant dispositions financières intéressant l'Algérie. — Voy. : ALGÉRIE.

Loi du 15 juillet 1959 [n° 59-854] fixant les conditions de recrutement et d'avancement des cadres du service du matériel de l'armée de terre. — Voy. : ARMÉE, 10.

Loi du 15 juillet 1959 [n° 59-855] autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Belgique, signée à Bruxelles le 20 janvier 1959, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

Loi du 22 juillet 1959 [n° 59-869] portant statut de l'économat de l'armée. — Voy. : ARMÉE, 8.

Loi du 23 juillet 1959 [n° 59-870] relative à certaines dispositions applicables aux convoyeuses de l'air appartenant au personnel des cadres militaires féminins. — Voy. : ARMÉE, 9.

Loi du 23 juillet 1959 [n° 59-871] modifiant les articles 17 et 151 du code de justice militaire pour l'armée de mer. — Voy. : CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-899] relative à l'expérimentation de l'énergie atomique et aux industries de base concourant à l'équipement général du pays. — Voy. : ÉQUIPEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-900] relative à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnels militaires des forces armées françaises par suite des événements qui se déroulent en Algérie. — Voy. : ARMÉE, 11.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-901] relative à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnes de nationalité française par suite des événements qui se déroulent en Algérie. — Voy. : INDEMNITÉ, 2.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-912] relative à l'équipement sanitaire et social. — Voy. : ÉQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-913] relative à l'équipement scolaire et universitaire. — Voy. : ÉQUIPEMENT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE.

Loi du 1^{er} août 1959 [n° 59-914] (loi de finances rectificative pour 1959). — Voy. : BUDGET DE 1959, 1.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-939] relative à l'accession des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse. — Voy. : ASSURANCE VOLONTAIRE POUR LA VIEILLESSE.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-940] portant amnistie. — Voy. : AMNISTIE, 2.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-958] (loi de finances rectificative pour 1959 [dispositions diverses concernant le Trésor]). — Voy. : BUDGET DE 1959, 2.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-959] modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer. — Voy. : ÉLECTIONS.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-960] relative à diverses dispositions tendant à la promotion sociale. — Voy. : PROMOTION SOCIALE.

Loi du 31 juillet 1959 [n° 59-964] relative à la réparation des dommages physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française. — Voy. : INDEMNITÉS, 1.

TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

BUREAU DU SENAT

Session ordinaire de 1959.

BUREAU D'AGE

(28 avril 1959.)

PRÉSIDENT D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
M. Marius MOUTET.	MM. André CHAZALON. Blaise BASSOLETH. SAIDOU DJERMAKOYE ISSOUFOU. Jean LECANUET. François DE NICOLAY. Georges DARDEL.

BUREAU DEFINITIF DU SENAT

(28 avril - 5 mai 1959.)

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	SECRÉTAIRES	QUESTEURS
M. Gaston MONNERVILLE.	MM. Georges PORTMANN. Geoffroy DE MONTALEM- BERT. André MERIC. Mme Marie-Hélène CARDOT.	MM. Jean-Baptiste DUFEU. Charles DURAND. Robert LIOT. Louis NAMY. Henri PARISOT. Paul SYMPHOR. Joseph VOYANT. Michel YVER.	MM. Gérard MINVIELLE. François MONSARRAT. Robert GRAVIER.

LISTE ALPHABÉTIQUE

de Mmes et MM. les Sénateurs.

au 28 juillet 1959.

A

ABDELLATIF (Mohamed-Saïd), Tizi-Ouzou.
 ABEL-DURAND, Loire-Atlantique.
 ACHOUR (Youssef), Alger.
 AHMED ABDALLAH, Comores.
 ALRIC (Gustave), Aube.
 AL SID CHEIKH (Cheikh), Saoura.
 ANDRE (Louis), Calvados.
 ARGENLIEU (Philippe d'), Sarthe.
 ARMENGAUD (André), Français établis hors de France.
 AUBERGER (Fernand), Allier.
 AUBERT (Emile), Basses-Alpes.
 AUDY (Marcel), Corrèze.

B

BAGNEUX (Jean de), Côtes-du-Nord.
 BAJEUX (Octave), Nord.
 BALESTRA (Clément), Var.
 BARATGIN (Paul), Hautes-Pyrénées.
 BARDOL (Jean), Pas-de-Calais.
 BARRACHIN (Edmond), Seine.
 BAUMEL (Jacques), Seine.
 BAYROU (Maurice), Seine.
 BEAUJANNOT (Joseph), Loir-et-Cher.
 BEGUERE (Antoine), Hautes-Pyrénées.
 BELABED (Mohamed), Oran-Tlemcen.
 BELHABICH (Sliman), Oran-Tlemcen.
 BELKADI (Abdenour), Tizi-Ouzou.
 BELOUCIF (Amar), Bône.
 BENACER (Salah), Tizi-Ouzou.
 BENALI (Brahim), Orléansville-Médéa.
 BENCHERIF Mouâaouia, Orléansville-Médéa.
 BENE (Jean), Hérault.
 BENHABYLES (Chérif), Constantine.
 BENTCHICOU (Ahmed), Constantine.
 BERNIER (Lucien), Guadeloupe.
 BERTAUD (Jean), Seine.
 BERTHOIN (Jean), Isère.
 BERTRAND (Marcel), Nord.
 BETHOUART (Général Antoine), Français établis hors de France.
 BILLIEMAZ (Auguste-François), Ain.
 BLONDELLE (René), Aisne.

BOISROND (Jacques), Loir-et-Cher.
 BONNEFOUS (Edouard), Seine-et-Oise.
 BONNEFOUS (Raymond), Aveyron.
 BONNET (Georges), Lozère.
 BORDENEUVE (Jacques), Lot-et-Garonne.
 BOUCHER (Albert), Loire-Atlantique.
 BOULANGE (Marcel), territoire de Belfort.
 BOULANGER (Georges), Pas-de-Calais.
 BOULOUX (Jean-Marie), Vienne.
 BOUQUEREL (Amédée), Oise.
 BOUSCH (Jean-Eric), Moselle.
 BOUVARD (Robert), Haute-Loire.
 BRAJEUX (Jean), Eure.
 BRAYARD (Joseph), Ain.
 BREGEGERE (Marcel), Dordogne.
 BROUSSE (Martial), Meuse.
 BRUN (Raymond), Gironde.
 BRUNHES (Julien), Seine.
 BRUYAS (Florian), Rhône.
 BURGAT (Gabriel), Bône.

C

CAPELLE (Omer), Somme.
 CARCASSONNE (Roger), Bouches-du-Rhône.
 CARDOT (Mme Marie-Hélène), Ardennes.
 CARRIER (Maurice), Français établis hors de France.
 CHAMPEIX (Marcel), Corrèze.
 CHAMPLEBOUX (Michel), Puy-de-Dôme.
 CHARPENTIER (Maurice), Loiret.
 CHAUVIN (Adolphe), Seine-et-Oise.
 CHAZALON (André), Loire.
 CHEVALIER (Robert), Sarthe.
 CHEVALLIER (Paul), Savoie.
 CHEVIGNY (Pierre de), Meurthe-et-Moselle.
 CHOCHOY (Bernard), Pas-de-Calais.
 CLAIREAUX (Henri), Saint-Pierre-et-Miquelon.
 CLAPAREDE (Emile), Hérault.
 CLERC (Jean), Haute-Savoie.
 COGNIOT (Georges), Seine.
 COLIN (André), Finistère.
 COPPENRATH (Gérald), Polynésie française.
 CORNAT (Henri), Manche.
 CORNU (André), Côtes-du-Nord.
 COUDE DU FORESTO (Yvon), Deux-Sèvres.

COURRIERE (Antoine), Aude.
 COURROY (Louis), Vosges.
 COUTROT (Maurice), Seine.
 CREMIEUX (Mme Suzanne), Gard.

D

DAILLY (Etienne), Seine-et-Marne.
 DARDEL (Georges), Seine.
 DASSAUD (Francis), Puy-de-Dôme.
 DAVID (Léon), Bouches-du-Rhône.
 DEFFERRE (Gaston), Bouches-du-Rhône.
 DEGUISE (Jean), Aisne.
 DEHE (Alfred), Nord.
 DELALANDE (Jacques), Mayenne.
 DELORME (Claudius), Rhône.
 DELPUECH (Vincent), Bouches-du-Rhône.
 DERVAUX (Mme Renée), Seine.
 DESACHE (Marc), Indre-et-Loire.
 DESCOURS DESACRES (Jacques), Calvados.
 DESSEIGNE (Henri), Loire.
 DRIANT (Paul), Moselle.
 DUBOIS (Emile), Nord.
 DUBOIS (Hector), Oise.
 DUBOIS (René), Loire-Atlantique.
 DUCHET (Roger), Côte-d'Or.
 DUCLOS (Jacques), Seine.
 DUFEU (Baptiste), Isère.
 DULIN (André), Charente-Maritime.
 DUMONT (Claude), Sétif-Batna.
 DURAND (Charles), Cher.
 DURAND (Hubert), Vendée.
 DURIEUX (Emile), Pas-de-Calais.
 DUTOIT (Adolphe), Nord.

E

EMAILLE (Jules), Nord.
 ENJALBERT (René), Oran-Tlemcen.
 ERRECART (Jean), Basses-Pyrénées.
 ESTEVE (Yves), Ile-et-Vilaine.

F

FAGGIANELLI (Jacques), Corse.
 FAURE (Edgar), Jura.
 FICHOUX (Jean), Finistère.
 FOSSET (André), Seine.
 FOURNIER (Jean-Louis), Landes.
 FRUH (Charles), Seine.

G

GADOIN (Jacques), Nièvre.
 GANEVAL (Général Jean), Seine.
 GARAUDY (Roger), Seine.
 GARET (Pierre), Somme.
 GAY (Etienne), Oran-Tlemcen.
 GEOFFRE (Jean de), Maine-et-Loire.
 GEOFFROY (Jean), Vaucluse.
 GOLVAN (Victor), Morbihan.
 GRAND (Lucien), Charente-Maritime.
 GRAVIER (Robert), Meurthe-et-Moselle.
 GREGORY (Léon-Jean), Pyrénées-Orientales.
 GROS (Louis), Français établis hors de France.
 GUERIL (Georges), Guyane.
 GUEROUI (Mohamed), Sétif-Batna.
 GUILLAUMOT (Paul), Yonne.
 GUILLE (Georges), Aude.
 GUYOT (Raymond), Seine.

H

HAKIKI (Djilali), Oran-Tlemcen.
 HALGOUET (Roger du), Ile-et-Vilaine.
 HAMON (Yves), Finistère.
 HENRIET (Jacques), Doubs.
 HOUDET (Roger), Seine-Maritime.
 HUGUES (Emile), Alpes-Maritimes.

I

ISAUTIER (Alfred), Réunion.

J

JAGER (René), Moselle.
 JAMAIN (Eugène), Cher.
 JOZEAU-MARIGNE (Léon), Manche.
 JUNG (Louis), Bas-Rhin.

K

KALB (Paul-Jacques), Haut-Rhin.
 KAMIL (Mohamed), Côte française des Somalis.
 KAUFFMANN (Michel), Bas-Rhin.
 KHEIRATE (M'Hamet), Mostaganem-Tiaret.
 KISTLER (Michel), Bas-Rhin.

L

LACAZE (Jean), Tarn-et-Garonne.
 LACHEVRE (Roger), Seine-et-Oise.
 LACHOMETTE (Jean de), Haute-Loire.
 LAFAY (Bernard), Seine.
 LAFLEUR (Henri), Nouvelle-Calédonie.
 LA GONTRIE (Pierre de), Savoie.
 LAGRANGE (Roger), Saône-et-Loire.
 LAKHDARI (Mohammed Larbi), Constantine.
 LALLOY (Maurice), Seine-et-Marne.
 LAMBERT (Marcel), Morbihan.
 LAMOUSSE (Georges), Haute-Vienne.
 LAPLACE (Adrien), Tarn-et-Garonne.
 LAURENS (Robert), Aveyron.
 LAURENT-THOUVEREY (Charles), Jura.
 LA VASSELLAIS (Guy de), Eure-et-Loir.
 LAVY (Arthur), Haute-Savoie.
 LE BASSER (Francis), Mayenne.
 LE BELLEGOU (Edouard), Var.
 LEBRETON (Marcel), Seine-Maritime.
 LECANUET (Jean), Seine-Maritime.
 LEGOUZ (Modeste), Eure.
 LEGROS (Marcel), Saône-et-Loire.
 LEMAIRE (Marcel), Marne.
 LEMARIE (Bernard), Côtes-du-Nord.
 LE SASSIER-BOISAUNE (Etienne), Orne.
 LEVACHER (François), Eure-et-Loir.
 LEVEQUE (Paul), Seine-et-Marne.
 LEYGUE (Louis), Gers.
 L'HUILLIER (Waldeck), Seine.
 LIOT (Robert), Nord.
 LONGCHAMBON (Henri), Français établis hors de France.
 LOUVEL (Jean-Marie), Calvados.

M

MALE (Fernand), Mostaganem-Tiaret.
 MARCELLIN (Roger), Tizi-Ouzou.
 MARCILHACY (Pierre), Charente.
 MARETTE (Jacques), Seine.
 MARIE-ANNE (Georges), Martinique.
 MAROSELLI (André), Haute-Saône.

MARRANE (Georges), Seine.
 MARTIN (Louis), Loire.
 MASTEAU (Jacques), Vienne.
 MATHEY (Pierre-René), Haute-Marne.
 MAUPEOU (Jacques de), Vendée.
 MENARD (Jacques), Deux-Sèvres.
 MENU (Roger), Marne.
 MERIC (André), Haute-Garonne.
 MERRÉ (Ali), Oasis.
 MESSAUD (Léon), Haute-Garonne.
 METAYER (Pierre), Seine-et-Oise.
 MINVIELLE (Gérard), Landes.
 MISTRAL (Paul), Isère.
 MITTERRAND (François), Nièvre.
 MOKRANE (Mohamed el Messaoud), Sétif-Batna.
 MOLLE (Marcel), Ardèche.
 MONICHON (Max), Gironde.
 MONNERVILLE (Gaston), Lot.
 MONSARRAT (François), Tarn.
 MONT (Claude), Loire.
 MONTALDO (René), Orléansville-Médéa.
 MONTALEMBERT (Geoffroy de), Seine-Maritime.
 MONTEIL (André), Finistère.
 MONTPIED (Gabriel), Puy-de-Dôme.
 MOREL (Léopold), Constantine.
 MOREVE (Roger), Indre.
 MOTAIS DE NARBONNE (Léon), Français établis hors de France.
 MOTTE (Eugène), Nord.
 MOUTET (Marius), Drôme.
 MUSTAPHA (Menad), Orléansville-Médéa.

N

NAMY (Louis), Seine-et-Oise.
 NAVEAU (Charles), Nord.
 NAYROU (Jean), Ariège.
 NEDDAF (Labidi), Alger.
 NICOLAY (François de), Sarthe.
 NOURY (Jean), Ille-et-Vilaine.

O

OUELLA (Hacène), Bône.

P

PAMS (Gaston), Pyrénées-Orientales.
 PARISOT (Henri), Vosges.
 PASCAUD (Guy), Charente.

PATENOTRE (François), Aube.
 PATRIA (Pierre), Oise.
 PAULIAN (Gilbert), Alger.
 PAULY (Paul), Creuse.
 PAUMELLE (Henri), Seine-Maritime.
 PAUZET (Marc), Gironde.
 PELLENC (Marcel), Vaucluse.
 PELLERAY (Paul), Orne.
 PERDEREAU (Lucien), Loiret.
 PERIDIER (Jean), Hérault.
 PESCHAUD (Hector), Cantal.
 PETIT (Général Ernest), Seine.
 PETIT (Guy), Basses-Pyrénées.
 PHILIPPON (Gustave), Haute-Vienne.
 PIALES (Paul), Cantal.
 PINCHARD (Raymond), Meurthe-et-Moselle.
 PINSARD (Jules), Saône-et-Loire.
 PINTON (Auguste), Rhône.
 PISANI (Edgard), Haute-Marne.
 PLAÏT (André), Yonne.
 POHER (Alain), Seine-et-Oise.
 PONTBRIAND (Michel de), Loire-Atlantique.
 PORTMANN (Georges), Gironde.
 PRELOT (Marcel), Doubs.
 PRETRE (Henri), Haute-Saône.

R

RABOUIN (Etienne), Maine-et-Loire.
 RAPUZZI (Mlle Irma), Bouches-du-Rhône.
 RAYBAUD (Joseph), Alpes-Maritimes.
 REPIQUET (Georges), Réunion.
 RESTAT (Etienne), Lot-et-Garonne.
 RIBEYRE (Paul), Ardèche.
 RICHARD (Jacques), Seine-et-Oise.
 RITZENTHALER (Eugène), Haut-Rhin.
 ROCCA SERRA (Jean-Paul de), Corse.
 ROMAINE (Eugène), Creuse.
 ROTINAT (Vincent), Indre.
 ROUBERT (Alex), Alpes-Maritimes.
 ROUGERON (Georges), Allier.
 ROY (Louis), Aisne.

S

SADI (Abdelkrim), Sétif-Batna.
 SASSI (Benaïssa), Mostaganem-Tiaret.
 SCHIAFFINO (Laurent), Alger.
 SCHLEITER (François), Meuse.

SCHWARTZ (René), Moselle.
 SEMPE (Abel), Gers.
 SOLDANI (Edouard), Var.
 SOUDANT (Robert), Marne.
 SOUFFLET (Jacques), Seine-et-Oise.
 SURAN (Charles), Haute-Garonne.
 SYMPHOR (Paul), Martinique.

T

TAILHADES (Edgar), Gard.
 TELLIER (Gabriel), Pas-de-Calais.
 TINANT (René), Ardennes.
 TINAUD (Jean-Louis), Basses-Pyrénées.
 TORIBIO (René), Guadeloupe.
 TRON (Ludovic), Hautes-Alpes.

V

VALLIN (Camille), Rhône.
 VANRULLEN (Emile), Pas-de-Calais.
 VASSOR (Jacques), Indre-et-Loire.
 VERDEILLE (Fernand), Tarn.
 VERILLON (Maurice), Drôme.
 VERMEERSCH (Mlle Jeannette), Seine.
 VERNEUIL (Jacques), Charente-Maritime.
 VIALLANES (Etienne), Côte-d'Or.
 VIGIER (Jean-Louis), Seine.
 VILLOUTREYS (Pierre de), Maine-et-Loire.
 VOYANT (Joseph), Rhône.

W

WACH (Paul), Bas-Rhin.
 WAZIERES (Raymond de), Somme.

Y

YANAT (Mouloud), Sétif-Batna.
 YVER (Michel), Manche.
 YVON (Joseph), Morbihan.

Z

ZUSSY (Modeste), Haut-Rhin.

MODIFICATIONS

survenues du 31 janvier au 28 juillet 1959 (1).

SÉNATEURS SORTANTS	CIRCONSCRIPTIONS	MOTIFS	DATE	REPLACÉS PAR	DATE
MM.				MM.	
Michel DEBRE.....	Indre-et-Loire.	Premier Ministre.	9 février 1959.		
Edmond MICHELET...	Seine.	Ministre justice.	9 février 1959.		
Jean BERTHOIN.....	Isère.	Ministre intérieur.	9 février 1959.		
Roger HOUDET.....	Seine-Maritime.	Ministre agriculture.	9 février 1959.		
Max FLECHET.....	Loire.	Secrétaire d'Etat A. E.	9 février 1959.		
De MONTULLE.....	Eure.	Décès.	14 février 1959.		
GILBERT-JULES.....	Somme.	Conseil constitutionnel.	1 ^{er} mars 1959.		
Maurice WALKER.....	Nord.	Décès.	29 avril 1959.	Jules EMAILLE.....	30 avril 1959.
Hector RIVIEREZ.....	Oubangui-Chari.	Cour arbitrale de la Communauté.	5 mai 1959.	Ali MERRED.....	24 mai 1959.
				AL SID CHEIK BEN HAMZA.....	24 mai 1959.
				Jacques MARETTE....	28 mai 1959.
Edmond MICHELET...	Seine.	Ministre justice.	28 mai 1959.		
Luc DURAND-RE- VILLE.....	Gabon.	Conseil économique.	16 juin 1959.		
René FILLON.....	Soudan.	Conseil économique.	16 juin 1959.		
René ROCHEREAU....	Vendée.	Ministre agriculture.	28 juin 1959.	Hubert DURAND.....	28 juin 1959.
Philippe de RAIN- COURT.....	Yonne.	Décès.	2 juillet 1959.	Paul GUILLAUMOT...	4 juillet 1959.
André BOUTEMY....	Seine-et-Marne.	Décès.	15 juillet 1959.	Paul LEVEQUE.....	16 juillet 1959.
Blaise BASSOLETH...	Haute-Volta.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Laurent BOTOKEY...	Madagascar.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Roland BRU.....	Gabon.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Ibrahim DIALLO.....	Sénégal.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Loulo DJESSOU.....	Côte-d'Ivoire.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Amadou DOUCOURE..	Soudan.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Gaston FOURRIER....	Niger.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Pierre GOURA.....	Moyen-Congo.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
André GUILLABERT..	Sénégal.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Mahamane HAIDARA..	Soudan.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Armand JOSSE.....	Côte d'Ivoire.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Christophe KALEN- ZAGA.....	Haute-Volta.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Beguou KONE.....	Haute-Volta.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Amadou LAMINE- GUEYE.....	Sénégal.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Eugène LECHAT.....	Madagascar.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Paul LONGUET.....	Madagascar.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Jean MICHELIN.....	Moyen-Congo.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Etienne N'GOUNIO...	Oubangui-Chari.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Joseph PERRIN.....	Côte d'Ivoire.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Maximilien QUENUM- POSSY-BERRY.....	Dahomey.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Stanislas RAKOTONI- RINA.....	Madagascar.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Yvon RAZAC.....	Mauritanie.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Gontchomé SAHOUL- BA.....	Tchad.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Issoufou SAIDOU DJER- MAKOYE.....	Niger.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
William TARDREW...	Tchad.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Norbert ZAFIMA- HOVA.....	Madagascar.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Emile-Bertin ZINSOU.	Dahomey.	Etat Communauté.	15 juillet 1959.		
Charles SINSOUT.....	Dordogne.	Invalidité.	23 juillet 1959.		

(1) Ce tableau ne comporte pas les modifications résultant : 1° des opérations électorales du 24 mai 1959 dans les départements des Oasis et de la Saoura ; 2° des opérations électorales du 31 mai 1959 dans les départements algériens ; 3° de la nomination le 5 mai 1959 des sénateurs représentant les Français établis hors de France. — Voir la liste de mesdames et messieurs les sénateurs par circonscriptions électorales infra.

LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS

par circonscriptions électorales.

au 28 juillet 1958.

A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

<p>Ain (2 sénateurs).</p> <p>M. BILLIEMAZ (Auguste). M. BRAYARD (Joseph).</p> <p>Aisne (3 sénateurs).</p> <p>M. BLONDELLE (René). M. DEGUISE (Jean). M. ROY (Louis).</p> <p>Allier (2 sénateurs).</p> <p>M. AUBERGER (Fernand). M. ROUGERON (Georges).</p> <p>Alpes (Basses-) (1 sénateur).</p> <p>M. AUBERT (Emile).</p> <p>Alpes (Hautes-) (1 sénateur.).</p> <p>M. TRON (Ludovic).</p> <p>Alpes-Maritimes (3 sénateurs).</p> <p>M. HUGUES (Emile). M. RAYBAUD (Joseph). M. ROUBERT (Alex).</p> <p>Ardèche (2 sénateurs).</p> <p>M. MOLLE (Marcel). M. RIBEYRE (Paul).</p> <p>Ardennes (2 sénateurs).</p> <p>Mme CARDOT (Marie-Hélène). M. TINANT (René).</p> <p>Ariège (1 sénateur).</p> <p>M. NAYROU (Jean).</p> <p>Aube (2 sénateurs).</p> <p>M. ALRIC (Gustave). M. PATENOTRE (François).</p> <p>Aude (2 sénateurs).</p> <p>M. COURRIERE (Antoine). M. GUILLE (Georges).</p>	<p>Aveyron (2 sénateurs).</p> <p>M. BONNEFOUS (Raymond). M. LAURENS (Robert).</p> <p>Belfort (Territoire de) (1 sénateur).</p> <p>M. BOULANGE (Marcel).</p> <p>Bouches-du-Rhône (5 sénateurs).</p> <p>M. CARCASSONNE (Roger). M. DAVID (Léon). M. DEFFERRE (Gaston). M. DELPUECH (Vincent). Mlle RAPUZZI (Irma).</p> <p>Calvados (3 sénateurs).</p> <p>M. ANDRE (Louis). M. DESCOURS-DESACRES (Jacques). M. LOUVEL (Jean-Marie).</p> <p>Cantal (2 sénateurs).</p> <p>M. PESCHAUD (Hector). M. PIALES (Paul).</p> <p>Charente (2 sénateurs).</p> <p>M. MARCILHACY (Pierre). M. PASCAUD (Guy).</p> <p>Charente-Maritime (3 sénateurs).</p> <p>M. DULIN (André). M. GRAND (Lucien). M. VERNEUIL (Jacques).</p> <p>Cher (2 sénateurs).</p> <p>M. DURAND (Charles). M. JAMAIN (Eugène).</p> <p>Corrèze (2 sénateurs).</p> <p>M. AUDY (Marcel). M. CHAMPEIX (Marcel).</p>	<p>Corse (2 sénateurs).</p> <p>M. FAGGIANELLI (Jacques). M. de ROCCA SERRA (Jean-Paul).</p> <p>Côte-d'Or (2 sénateurs).</p> <p>M. DUCHET (Roger). M. VIALLANES (Etienne).</p> <p>Côtes-du-Nord (3 sénateurs).</p> <p>M. de BAGNEUX (Jean). M. CORNU (André). M. LEMARIE (Bernard).</p> <p>Creuse (2 sénateurs).</p> <p>M. PAULY (Paul). M. ROMAINE (Eugène).</p> <p>Dordogne (2 sénateurs).</p> <p>M. BREGEGERE (Marcel). M. N...</p> <p>Doubs (2 sénateurs).</p> <p>M. HENRIET (Jacques). M. PRELOT (Marcel).</p> <p>Drôme (2 sénateurs).</p> <p>M. MOUTET (Marius). M. VERILLON (Maurice).</p> <p>Eure (2 sénateurs).</p> <p>M. BRAJEUX (Jean). M. LEGUEZ (Modeste).</p> <p>Eure-et-Loir (2 sénateurs).</p> <p>M. LEVACHER (François). M. de LA VASSELAIS (Guy).</p> <p>Finistère (4 sénateurs).</p> <p>M. COLIN (André). M. FICHOUX (Jean). M. HAMON (Yves). M. MONTEIL (André).</p>	<p>Gard (2 sénateurs).</p> <p>Mme CREMIEUX (Suzanne). M. TAILHADES (Edgar).</p> <p>Garonne (Haute-) (3 sénateurs).</p> <p>M. MERIC (André). M. MESSAUD (Léon). M. SURAN (Charles).</p> <p>Gers (2 sénateurs).</p> <p>M. LEYGUE (Louis). M SEMPE (Abel).</p> <p>Gironde (4 sénateurs).</p> <p>M. BRUN (Raymond). M. MONICHON (Max). M. PAUZET (Marc). M. PORTMANN (Georges).</p> <p>Hérault (3 sénateurs).</p> <p>M. BENE (Jean). M. CLAPAREDE (Emile). M. PERIDIER (Jean).</p> <p>Ille-et-Vilaine (3 sénateurs).</p> <p>M. ESTEVE (Yves). M. du HALGOUET (Roger). M. NOURY (Jean).</p> <p>Indre (2 sénateurs).</p> <p>M. MOREVE (Roger). M. ROTINAT (Vincent).</p> <p>Indre-et-Loire (2 sénateurs).</p> <p>M. DESACHE (Marc). M. VASSOR (Jacques).</p> <p>Isère (3 sénateurs).</p> <p>M. BERTHOIN (Jean). M. DUFEU (Baptiste). M. MISTRAL (Paul).</p>
---	--	---	--

Jura (2 sénateurs). M. FAURE (Edgar). M. THOUVEREY (Charles-Laurent).	Meurthe-et-Moselle (3 sénateurs). M. de CHEVIGNY (Pierre). M. GRAVIER (Robert). M. PINCHARD (Raymond).	Pyrénées-Orientales (2 sénateurs). M. GREGORY (Léon-Jean). M. PAMS (Gaston).	Seine-Maritime (5 sénateurs). M. HOUDET (Roger). M. LEBRETON (Marcel). M. LECANUET (Jean). M. de MONTALEMBERT (Geoffroy). M. PAUMELLE (Henri).
Landes (2 sénateurs). M. FOURNIER (Jean-Louis). M. MINVIELLE (Gérard).	Meuse (2 sénateurs). M. BROUSSE (Martial). M. SCHLEITER (François).	Rhin (Bas-) (4 sénateurs). M. JUNG (Louis). M. KAUFFMANN (Michel). M. KISTLER (Michel). M. WACH (Paul).	Seine-et-Marne (3 sénateurs). M. DAILLY (Etienne). M. LALLOY (Maurice). M. LEVEQUE (Paul).
Loir-et-Cher (2 sénateurs). M. BEAUJANNOT (Joseph). M. BOISROND Jacques).	Morbihan (3 sénateurs). M. GOLVAN (Victor). M. LAMBERT (Marcel). M. YVON (Joseph).	Rhin (Haut-) (3 sénateurs). M. KALB (Paul-Jacques). M. RITZENTHALER (Eugène). M. ZUSSY (Modeste).	Seine-et-Oise (8 sénateurs). M. BONNEFOUS (Edouard). M. CHAUVIN (Adolphe). M. LACHEVRE (Roger). M. METAYER (Pierre). M. NAMY (Louis). M. POHER (Alain). M. RICHARD (Jacques). M. SOUFFLET (Jacques).
Loire (4 sénateurs). M. CHAZALON (André). M. DESSEIGNE (Henri). M. MARTIN (Louis). M. MONT (Claude).	Moselle (4 sénateurs). M. BOUSCH (Jean-Eric). M. DRIANT (Paul). M. JAGER (René). M. SCHWARTZ (René).	Rhône (5 sénateurs). M. BRUYAS (Florian). M. DELORME (Claudius). M. PINTON (Auguste). M. VALLIN (Camille). M. VOYANT (Joseph).	Sèvres (Deux-) (2 sénateurs). M. COUDE DU FORESTO (Yvon). M. MENARD (Jacques).
Loire (Haute-) (2 sénateurs). M. BOUVARD (Robert). M. de LACHOMETTE (Jean).	Nièvre (2 sénateurs). M. GADOIN (Jacques). M. MITTERRAND (François).	Saône (Haute-) (2 sénateurs). M. MAROSELLI (André). M. PRETRE (Henri).	Somme (3 sénateurs). M. CAPELLE (Omer). M. GARET (Pierre). M. de WAZIERES (Raymond).
Loire-Atlantique (4 sénateurs). M. ABEL-DURAND. M. BOUCHER (Albert). M. DUBOIS (René). M. de PONTBRIAND (Michel).	Nord (9 sénateurs). M. BAJEUX (Octave). M. BERTRAND (Marcel). M. DEHE (Alfred). M. DUBOIS (Emile). M. DUTOIT (Adolphe). M. EMAILLE (Jules). M. LIOT (Robert). M. MOTTE (Eugène). M. NAVEAU (Charles).	Saône-et-Loire (3 sénateurs). M. LAGRANGE (Roger). M. LEGROS (Marcel). M. PINSARD (Jules).	Tarn (2 sénateurs). M. MONSARRAT (François). M. VERDEILLE (Fernand).
Loiret (2 sénateurs). M. CHARPENTIER (Maurice). M. PERDEREAU (Lucien).	Oise (3 sénateurs). M. BOUQUEREL (Amédée). M. DUBOIS (Hector). M. PATRIA (Pierre).	Sarthe (3 sénateurs). M. d'ARGENLIEU (Philippe). M. CHEVALIER (Robert). M. de NICOLAY (François).	Tarn-et-Garonne (2 sénateurs). M. LACAZE (Jean). M. LAPLACE (Adrien).
Lot (1 sénateur). M. MONNERVILLE (Gaston).	Orne (2 sénateurs). M. LE SASSIER-BOISAUNE (Etienne). M. PELLERAY (Paul).	Savoie (2 sénateurs). M. CHEVALLIER (Paul). M. de LA GONTRIE (Pierre).	Var (3 sénateurs). M. BALESTRA (Clément). M. LE BELLEGOU (Edouard). M. SOLDANI (Edouard).
Lot-et-Garonne (2 sénateurs). M. BORDENEUVE (Jacques). M. RESTAT (Etienne).	Pas-de-Calais (6 sénateurs). M. BARDOL (Jean). M. BOULANGER (Georges). M. CHOCHOY (Bernard). M. DURIEUX (Emile). M. TELLIER (Gabriel). M. VANRULLEN (Emile).	Savoie (Haute-) (2 sénateurs). M. CLERC (Jean). M. LAVY (Arthur).	Vaucluse (2 sénateurs). M. GEOFFROY (Jean). M. PELLENC (Marcel).
Lozère (1 sénateur). M. BONNET (Georges).	Puy-de-Dôme (3 sénateurs). M. CHAMPLEBOUX (Michel). M. DASSAUD (Francis). M. MONTPIED (Gabriel).	Seine (22 sénateurs). M. BARRACHIN (Edmond). M. BAUMEL (Jacques). M. BAYROU (Maurice). M. BERTAUD (Jean). M. BRUNHES (Juliën). M. COGNIOT (Georges). M. COUTROT (Maurice). M. DARDEL (Georges). Mme DERVAUX (Renée). M. DUCLOS (Jacques). M. FOSSET (André). M. FRUH (André). M. GANEVAL (Jean). M. GARAUDY (Roger). M. GUYOT (Raymond). M. LAFAY (Bernard). M. L'HUILLIER (Waldeck). M. MARETTE (Jacques). M. MARRANE (Georges). M. PETIT (Ernest). Mme VERMEERSCH (Jeannette). M. VIGIER (Jean-Louis).	Vendée (2 sénateurs). M. DURAND (Hubert). M. de MAUPEOU (Jacques).
Maine-et-Loire (3 sénateurs). M. de GEOFFRE (Jean). M. RABOUIN (Etienne). M. de VILLOUTREYS (Pierre).	Pyrenées (Basses-) (3 sénateurs). M. ERRECART (Jean). M. PETIT (Guy). M. TINAUD (Jean-Louis).		Vienne (2 sénateurs). M. BOULOUX (Jean-Marie). M. MASTEAU (Jacques).
Manche (3 sénateurs). M. CORNAT (Henri). M. JOZEAU-MARIGNE (Léon). M. YVER (Michel).	Pyrenées (Hautes-) (2 sénateurs). M. BARATGIN (Paul). M. BEGUERE (Antoine).		Vienne (Haute-) (2 sénateurs). M. LAMOUSSE (Georges). M. PHILIPPON (Gustave).
Marne (3 sénateurs). M. LEMAIRE (Marcel). M. MENU (Roger). M. SOUDANT (Robert).			Vosges (2 sénateurs). M. COURROY (Louis). M. PARISOT (Henri).
Marne (Haute-) (2 sénateurs). M. MATHEY (Pierre). M. PISANI (Edgar).			Yonne (2 sénateurs). M. GUILLAUMOT (Paul). M. PLAIT (André).
Mayenne (2 sénateurs). M. DELALANDE (Jacques). M. LE BASSER (Francis).			

B) DEPARTEMENTS ALGERIENS

Alger (4 sénateurs). M. ACHOUR (Youssef). M. NEDDAF (Labidi). M. PAULIAN (Gilbert). M. SCHIAFFINO (Laurent).	Orléansville-Médéa (4 sénateurs). M. BENALI (Brahim). M. BENCHERIF (Mouâaouia). M. MONTALDO (René). M. MUSTAPHA (Menad).	Mostaganem-Tiaret (3 sénateurs). M. KHEIRATE (M'Hamet). M. MALE (Fernand). M. SASSI (Benaïssa).	Sétif-Batna (5 sénateurs). M. DUMONT (Claude). M. GUEROUI (Mohamed). M. MOKRANE (Mohamed-El-Messaoud). M. SADI (Abdelkrim). M. YANAT (Mouloud).
Tizi-Ouzou (4 sénateurs). M. ABDELLATIF (Mohamed-Saïd). M. BELKADI (Abdenmour). M. BENACER (Salah). M. MARCELLIN (Roger).	Oran-Tlemcen (5 sénateurs). M. BELABED (Mohamed). M. BELHABICH (Slimane). M. ENJALBERT (René). M. GAY (Etienne). M. HAKIKI (Djilali).	Constantine (4 sénateurs). M. BENHABYLES (Chérif). M. BENTCHICOU (Ahmed). M. LAKHDARI (Mohammed). M. MOREL (Léopold).	Bône (3 sénateurs). M. BELOUCIF (Amar). M. BURGAT (Gabriel). M. OUELLA (Hacène).

C) DEPARTEMENTS DES OASIS ET DE LA SAOURA

Oasis (1 sénateur). M. MERRED (Ali).	Saoura (1 sénateur). M. HAMZA (Al-Sid-Cheikh).
--	--

D) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe (2 sénateurs). M. BERNIER (Lucien). M. TORIBIO (René).	Guyane (1 sénateur). M. GUERIL (Georges).	Martinique (2 sénateurs). M. MARIE-ANNE (Georges). M. SYMPHOR (Paul).	La Réunion (2 sénateurs). M. ISAUTIER (Alfred). M. REPIQUET (Georges).
--	---	--	---

E) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Comores (1 sénateur). M. ABDALLAH (Ahmed).	Nouvelle-Calédonie (1 sénateur). M. LAFLEUR (Henri).	Saint-Pierre et Miquelon (1 sénateur). M. CLAIREAUX (Henri).
Côte française des Somalis (1 sénateur). M. KAMIL (Mohamed).	Polynésie française (1 sénateur). M. COPPENRATH (Gérald).	

F) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE

MM. ARMENGAUD (André),
le général BETHOUART, CARRIER (Maurice), GROS (Louis), LONGCHAMBON (Henri), MOTAIS DE NARBONNE (Léon).

LISTE

DES

MEMBRES DES GROUPES POLITIQUES

remises à la Présidence du Sénat le 30 avril 1959 avec les modifications intervenues au 28 juillet 1959.

GROUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Roger Garaudy, Raymond Guyot, Waldeck L'Huilier, Georges Marrane, Louis Namy, Camille Vallin, Mme Jeannette Vermeersch.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

GROUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(50 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Chérif Benhabyles, Jean Berthoin, Auguste Billiemaz, Edouard Bonnefous, Jacques Borde-neuve, Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Jacques Faggianelli, Edgar Faure, Jacques Gadoin, Lucien Grand, Emile Hugues, Jean Lacaze, Bernard Lafay, Pierre de la Gontrie, Adrien Laplace, Charles Laurent-Thouvery, Louis Leygue, Henri Longchambon, André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre Mathey, François Mitterrand, Gaston Monnerville, François Monsarrat, Roger Morève, Gaston Pams, Guy Pascaud, Henri Paumelle, Marcel Pellenc, Jules Pinsard, Auguste Pinton, Edgard Pisani, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Jean-Paul de Rocca Serra, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, Jacques Verneuil, Raymond de Wazières.

Apparentés aux termes de l'article 6 du Règlement.

(7 membres.)

MM. Achour Youssef, Benali Brahim, Benchérif Mouâaouia, Lakhdari Mohammed Larbi, René Montaldo, Mustapha Menad, Neddaf Labidi.

*Rattachés administrativement
aux termes de l'article 6 du règlement.*

(5 membres.)

MM. Djilali Hakiki, M'Hamte Kheirate, Fernand Malé, Léopold Morel, Benaïssa Sassi.

NOTA. — Fin de mandat de MM. Benchiha Abdelkader, Henri Borgeaud, Ferhat Marhoun, Mahdi Abdallah, Tamzali Abdennour [2 juin 1959]. — Démission de M. Luc Durand-Reville [16 juin 1959]. — Adhésion de MM. Achour Youssef, Benali Brahim, Bencherif Mouâaouia, Lakhdari Mohammed Larbi, René Montaldo, Mustapha Menad, Neddaf Labidi, en qualité d'apparentés [25 juin 1959]. — Adhésion de MM. Djilali Hakiki, Kheirate M'Hamet, Fernand Male, Léopold Morel, Benaïssa Sassi en qualité de rattachés administrativement [20 juillet 1959]. — Adhésion de M. François Mitterrand [20 juillet 1959].

GROUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(40 membres.)

MM. Philippe d'Argenlieu, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Belhabich (Sliman), Bentchicou (Ahmed), Jean Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Gabriel Burgat, Maurice Carrier, Robert Chevalier, Gérald Coppenrath, Marc Desaché, Claude Dumont, Yves Estève, le général Jean Ganeval, Jean de Geoffre, Victor Golván, Georges Guénil, Mohamed Gueroui, Roger du Halgouet, Paul Jacques Kalb, Mohamed Kamil, Francis Le Basser, Robert Liot, Jacques Marette, Mokrane Mohamed el Messaoud, Geoffroy de Montalembert, Eugène Motte, Michel de Pontbriand, Marcel Prélot, Etienne Rabouin, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler, Louis Roy, Sadi Abdelkrim, Jacques Soufflet, Yanat Mouloud, Modeste Zussy.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(3 membres.)

MM. Ahmed Abdallah, Al Sid Cheikh ben Hamza, Ali Merred.

*Rattachés administrativement
aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Maurice Lalloy.

NOTA. — Démission de M. Edouard Michelet [28 mai 1959]. — Adhésion de M. Jacques Marette [29 mai 1959]. — M. Ahmed Abdallah, apparenté [13 juin 1959]. — Démission de M. René Fillon [16 juin 1959]. — Adhésion de MM. Al Sid Cheikh ben Hamza et Ali Merred en qualité d'apparentés [30 juin 1959].

GROUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(67 membres.)

MM. Abel-Durand, Gustave Alric, Louis André, André Armengaud, Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Antoine Béguère, Jacques Boisrond, Raymond Bonnefous, Georges Bonnet, Albert Boucher, Robert Bouvard, Jean Brajeux, Julien Brunhes, Florian Bruyas, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, René Dubois, Roger Duchet, Hubert Durand, René Enjalbert, Jean Fichoux, Charles Fruh, Pierre Gare, Etienne Gay, Robert Gravier, Louis Gros, Paul Guillaumot, Jacques Henriet, Roger Houdet, Alfred Isautier, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert, Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Etienne Le Sassi Boisauiné, Paul Levêque, Roger Marcellin, Louis Martin, Jacques de Maupeou, Jacques Ménard, Henri Parisot, François Patenôte, Pierre Patria, Paul Pelleray, Guy Petit, Raymond Pinchard, André Plait, Georges Portmann, Henri Prêtre, François Schleiter, René Schwartz, Etienne Vialanes, Jean-Louis Vigier, Pierre de Villoutreys, Michel Yver.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(8 membres.)

MM. Abdellatif Mohamed Saïd, Belkadi Abdennour, Benacer Salah, Pierre Marcilhacy, François de Nicolay, Gilbert Paulian, Laurent Schiaffino, Jean-Louis Tinaud.

NOTA. — Fin de mandat de MM. Marcel Delrieu et Marcel Rogier [2 juin 1959]. — Adhésion de MM. Abdellatif Mohamed Saïd, Belkadi Abdennour, Benacer Salah, Gilbert Paulian en qualité d'apparentés [25 juin 1959]. — Adhésion de M. Roger Marcellin [25 juin 1959]. — Démission de M. Henri Rochereau [28 juin 1959]. — Adhésion de M. Hubert Durand [30 juin 1959]. — Décès de M. Philippe de Raincourt [2 juillet 1959].

GROUPES DES REPUBLICAINS POPULAIRES

(28 membres.)

MM. Octave Bajoux, le Général Béthouart, Georges Boulanger, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, André Chazalon, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Jean Deguise, Henri Desseigne, Jules Emaïlle, André Fosset, Yves Hamon, René Jager, Victor Jung, Michel Kistler, Jean Lecanuet, Bernard Lemarié, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Soudant, René Tinant, Paul Wach.

NOTA. — Fin de mandat de M. Yvon Razac [15 juillet 1959].

FORMATION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

Rattachée administrativement au groupe des Républicains populaires aux termes de l'article 6 du règlement.

(6 membres.)

MM. Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart, Michel Kauffmann, Jean-Marie Louvel, Joseph Voyant, Joseph Yvon.

NOTA. — Fin de mandat de M. Jacques Augarde [2 juin 1959].

GROUPES DU CENTRE REPUBLICAIN D'ACTION RURALE ET SOCIALE

(19 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Louis Courroy, Claudius Delorme, Charles Durand, Eugène Jamain, Jean de

Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcelle Molle, Max Monichon, Marc Pauzet, Lucien Perdureau, Hector Peschaud, Paul Piales, Paul Ribeyre, Gabriel Tellier, Jacques Vassor.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Hector Dubois.

NOTA. — Adhésion de M. Paul Ribeyre [28 mai 1959]. — Décès de M. André Boutemy [15 juillet 1959].

GROUPES SOCIALISTES

(50 membres.)

MM. Fernand Auberger, Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Lucien Bernier, Marcel Bertrand, Marcel Boulangé, Marcel Brégégère, Roger Carcassonne, Marcel Champeix, Michel Champeboux, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Francis Dassaud, Gaston Defferre, Emile Dubois, Emile Durieux, Jean-Louis Fournier, Jean Geoffroy, Léon-Jean Grégory, Georges Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou, André Méric, Léon Messaud, Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpied, Marius Moutet, Charles Naveau, Jean Nayrou, Paul Pauly, Jean Périquier, Gustave Philippon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio, Emile Vanrullen, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

NOTA. — Cessation du mandat de MM. Laurent Botokeky, Eugène Lechat, Issoufou Saïdou Djermakoye (apparentés) et de MM. Blaise Bassolet, Diallo Ibrahim, André Guillaibert, Amadou Lamine-Gueye, Etienne N'Gounio, Emile Derlin Zinsou (rattachés administrativement) [15 juillet 1959].

SENATEURS NON INSCRITS A UN GROUPE POLITIQUE

MM. Belabed Mohamed, Beloucif Amar, Jean-Marie Bouloux, Guy de La Vasselais, Georges Marie-Anne, Ouella Hacène.

COMMISSIONS PERMANENTES

nommées le 6 mai 1959 (1).

COMMISSIONS SPÉCIALES

Liste et composition au 28 juillet 1959.

Commission des Affaires culturelles.

Président : M. Louis Gros.

Vice-présidents : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, N... (2).

Secrétaires : MM. René Tinant, Claudius Delorme, Mohamed Kamil.

MM. Mohamed Saïd Abdellatif, Al Sid Cheikh ben Hamza, Jean de Bagnaux, Jacques Baumel, Mohamed Belabeb, Mouaâouia Bencherif, Marcel Bertrand, Jacques Boisrond, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Robert Chevalier, Henri Claireaux, Georges Cogniot, Gérard Coppenrath, André Cornu, Louis Courroy, Mme Suzanne Crémieux, MM. Charles Durand, Jules Emaille, Jacques Faggianelli, Charles Fruh, Roger Garaudy, Djilali Hakiki, Roger Houdet, Alfred Isautier, Henri Lafleur, Adrien Laplace, Arthur Lavy, Jacques de Maupeou, Mohamed Mokrane, Claude Mont, Paul Pauly, Henri Paumelle, Lucien Perdereau, Gustave Philippon, Eugène Romaine, François Schleiter, Robert Soudant, Paul Symphor, Maurice Vérillon, Etienne Viallanes, Paul Wach.

NOTA. — Démissions de MM. Benchicha Abdelkader [2 juin 1959], René Fillon [16 juin 1959], Marcel Audy [17 juin 1959], Modeste Legouez [30 juin 1959]. — Nominations de MM. Jacques Faggianelli [17 juin 1959] et Roger Houdet [2 juillet 1959]. — Nominations de MM. Abdellatif Mohamed Saïd, Al Sid Cheikh, Belabed Mohamed, Bencherif Mouaâouia, Hakiki Djilali, Mokrane Mohamed El Messaoud [2 juillet 1959]. — Cessations de mandat de MM. Armand Josse, Emile-Derlin Zinsou, Maximilien Quénum, Possy-Berry, Norbert Zafimahova, Eugène Lechat, Laurent Botokeky, Yvon Razac, Jean Michelin, Issoufou Saïdou Djermaakoye, Gaston Fourrier, Amadou Lamine-Gueye, André Guillaibert, Amadou Doucouré, Sahoulba Gontchomé, Koné Béguou [15 juillet 1959].

Commission des Affaires économiques et du plan.

Président : M. Jean Bertaud (3).

Vice-présidents : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon.

Secrétaires : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot.

MM. Louis André, Octave Bajoux, Amar Beloucif, Jean Bène, Auguste Billiemaz, Georges Bonnet, Jean-Marie Bouloux, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Gabriel Burgat, Omer Capelle, Michel Champlébourg, Emile Claparède, Henri Cornat, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Léon David, Jean Deguise, Alfred Dehé, Henri Desseigne, Emile Durieux, Jean Errecart, Jacques Gadouin, Léon-Jean Grégory, Mohamed Gueroui, Roger du Halgouet, Yves Hamon, René Jager, Jean Lacaze, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Charles Laurent-Thouvery, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros,

(1) Et complétées le 2 juillet 1959 après les élections des 24 et 31 mai dans les départements des Oasis et de la Saoura et dans les départements algériens.

(2) M. Jean Michelin jusqu'au 15 juillet 1959.

(3) M. Henri Rochereau jusqu'au 30 mai 1959.

Robert Liot, Pierre-René, Mathey, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Gilbert Paulian, Marc Puzet, Paul Pelleray, Raymond Pinchard, Jules Pinsard, Michel de Pontbriand, Eugène Ritzenthaler, Laurent Schiaffino, Abel Sempé, Jacques Soufflet, Charles Suran, Gabriel Tellier, Camille Vallin, Emile Varrullen, Pierre de Villoutreys.

NOTA. — Démissions de MM. Henri Rochereau [30 mai 1959], Luc Durand-Réville [16 juin 1959], Roland Bru [15 juillet 1959]. — Nominations de MM. Gaston Pams [17 juin 1959] et Modeste Legouez [30 juin 1959]. — Nominations de MM. Beloucif Amar, Burgat Gabriel, Guéroui Mohamed, Paulian Gilbert [2 juillet 1959].

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président : M. Vincent Rotinat.

Vice-présidents : MM. Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales.

Secrétaires : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Menard.

MM. Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Chérif Benhabyles, Ahmed Bentchicou, le général Antoine Béthouart, Marcel Boulangé, Jean Brajeux, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Georges Dardel, Gaston Defferre, Mme Renée Dervaux, MM. René Dubois, Roger Duchet, Baptiste Dufeu, Claude Dumont, Yves Estève, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Guy de La Vasselais, Edouard Le Bellegou, Jean Lecanuet, Marcel Lemaire, Etienne Le Sassi-Boisauné, Louis Leygue, Roger Marcellin, Jacques Marette, Ali Merred, Léon Messaud, Pierre Métayer, François Mitterrand, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Menad Mustapha, Labidi Neddaf, François de Nicolay, Jean Nourry, Hacène Ouella, Henri Parisot, Pierre Patria, Jean Périquier, le général Ernest Petit, Edgard Pisani, Georges Rougeron, Benaïssa Sassi, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Jacques Verneuil, Jean-Louis Vigier, Michel Yver.

NOTA. — Démissions de MM. Marcel Delrieu [2 juin 1959], Tamzali Abdennour [2 juin 1959], Eugène Motte [8 juillet 1959]. — Nominations de MM. Christophe Kalenzaga [2 juin 1959], Roger Duchet [30 juin 1959], Jacques Marette [2 juillet 1959], Bentchicou Ahmed [8 juillet 1959]. — Cessation de mandat de M. Christophe Kalenzaga [15 juillet 1959]. — Nominations de MM. Claude Dumont, Roger Marcellin, Merred Ali, Mustapha Menad, Neddaf Labidi, Ouella Hacène, Sassi Benaïssa [2 juillet 1959].

Commission des Affaires sociales.

Président : M. Abel-Durand.

Vice-présidents : MM. Roger Menu, Jean-Louis Fournier, Francis Le Basser.

Secrétaires : MM. François Levacher, Jacques Henriot, Victor Golvan.

MM. Ahmed Abdallah, Emile Aubert, Marcel Audy, Clément Balestra, Jean Bardol, Antoine Béguère, Sliman Belhabich, Abdennour

Belkadi, Salah Benacer, Brahim Benali, Lucien Bernier, Albert Boucher, Robert Bouvard, Joseph Brayard, Martial Brousse, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Francis Dassaud, Hector Dubois, André Dulin, Hubert Durand, Adolphe Dutoit, Jean Fichoux, Etienne Gay, Jean de Geoffre, Lucien Grand, Georges Guénil, Eugène Jamain, Louis Jung, Michel Kauffmann, M'hamet Kheirate, Roger Lagrange, Mohamed Lakhdari, Marcel Lambert, Bernard Lemarié, Louis Martin, André Méric, Roger Morève, Eugène Motte, André Plait, Alain Poher, Henri Prêtre, Louis Roy, René Toribio, Mme Jeannette Vermeersch, MM. Joseph Voyant, Raymond de Wazières, Mouloud Yanat.

NOTA. — Démissions de MM. Ferhat Marhoun [2 juin 1959], Marcel Rogier [2 juin 1959], Gaston Pams [17 juin 1959], Jacques Faggianni [17 juin 1959], Roger Duchet [30 juin 1959], Charles Sinsout [23 juillet 1959]. — Nominations de MM. Marcel Audy [17 juin 1959], Hubert Durand [2 juillet 1959], Lucien Grand [2 juillet 1959]. — Nominations de MM. Achour Youssef, Belhabich Slimane, Belkadi Abdennour, Benacer Salale, Benali Brahim, Bentchicou Ahmed, Kheirat M'Hamet, Lakhdari Mohamed Lardi, Yanat Mouloud [2 juillet 1959]. — Cessations de mandat de MM. Louba Djessou, Stanislas Rakotourina, Paul Longuet, Pierre Goura, Etienne M'Gounio, Diallo Ibrahima, Haïdara Mahamane, William Tarchew, Blaise Bassolet [15 juillet 1959].

Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Président : M. Alex Roubert.

Vice-présidents : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Jean-Eric Bousch.

Secrétaires : MM. Yvon Coudé du Foresto, Hector Peschaud, Julien Brunhes.

Rapporteur général : M. Marcel Pellenc.

MM. André Armengaud, Fernand Auberger, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Marc Desaché, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Jacques Duclos, Pierre Garet, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Henri Longchambon, Jean-Marie Louvel, Fernand Malé, Georges Marie-Anne, André Maroselli, Georges Marrane, Max Monichon, René Montaldo, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Jacques Richard, Edouard Soldani, Ludovic Tron.

NOTA. — Démission de Christophe Kalenzaga [2 juin 1959] — Décès de M. André Boutemy [15 juillet 1959]. — Nominations de MM. Jean Berthoin [2 juin 1959], Max Monichon [25 juillet 1959]. — Nomination de MM. Fernand Male, René Montaldo [2 juillet 1959].

**LISTE DES RAPPORTEURS SPECIAUX DE LA COMMISSION DES FINANCES
DU CONTROLE BUDGETAIRE ET DES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION**

Dépenses civiles.

Budget général.

	MM.
Affaires étrangères	Georges Portmann.
Agriculture	Paul Driant.
Questions relatives à l'habitat rural	Geoffroy de Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre....	Joseph Raybaud.
Construction	Jean-Eric Bousch.
Education nationale	Fernand Auberger.
Jeunesse et sports	Jacques Richard.
Arts, lettres, cinéma	Edouard Bonnefous.
Finances et affaires économiques :	
Charges communes	Marc Desaché.
Services financiers	Ludovic Tron.
Affaires économiques et commissariat général au plan	André Armengaud.
Industrie et commerce	Gustave Alric.
Intérieur	Jacques Masteau.
Justice	Pierre Garet.
Outre-mer	Jean-Marie Louvel.
Présidence du Gouvernement :	
Services civils.....	Yvon Coudé du Foresto.
Information	Geoffroy de Montalembert.
Affaires algériennes	N...
Services de la défense nationale	Jacques Richard.
Sahara	Henri Longchambon
Santé publique et population	Hector Peschaud.
Travail	Michel Kistler.
Travaux publics, transports et tourisme :	
Travaux publics, transports, tourisme	Edouard Soldani.
Chapitres relatifs à la S. N. C. F.....	Antoine Courrière.
Aviation civile et commerciale	Yvon Coudé du Foresto.
Marine marchande	Mlle Irma Rapuzzi.
Ports et voies navigables	Roger Lachèvre.

Budgets annexes.

	MM.
Caisse nationale d'épargne	Georges Marrane.
Imprimerie nationale	Jacques Duclos.
Légion d'honneur	Paul Chevallier.
Ordre de la Libération	
Monnaies et médailles	
Postes, télégraphes et téléphones	Bernard Chochoy.
Prestations familiales agricoles	Paul Driant.
Radiodiffusion-télévision française	Geoffroy de Montalembert.
Comptes spéciaux du Trésor	Jacques Descours-Desacres.

Dépenses militaires.

Budget général.

	MM.
Armées :	
Section commune	N... (1).
Section air :	
Constructions aéronautiques	Julien Brunhes.
Armée de l'air	André Maroselli.
Section guerre	N... (1).
Section marine	Antoine Courrière.
Outre-mer	Gustave Alric.

Budgets annexes.

	MM.
Services des essences	André Collin.
Service des poudres	

(1) M. André Boutemy jusqu'au 15 juillet 1959.

**Commission des Lois constitutionnelles, de Législation,
du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale.**

Président : M. Raymond Bonnefous.

Vice-présidents : MM. Fernand Verdeille, Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot.

Secrétaires : MM. Gabriel Montpied, Etienne Rabouin, N... (1).

MM. Youssef Achour, Paul Baratgin, Georges Boulanger, Raymond Brun, Marcel Champeix, Adolphe Chauvin, André Chazalon, Jacques Delalande, Emile Dubois, René Enjalbert, André Fosset, Jean Geoffroy, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Paul-Jacques Kalb, Waldeck L'Huillier, Pierre Marilhac, Marcel Molle, Léopold Morel, Louis Namy, Jean Nayrou, Guy Petit, Paul Ribeyre, Jean-Paul de Rocca Serra, Abdelkrim, Sadi, René, Schwartz, Edgar Tailhades, Modeste Zussy.

NOTA. — Démission de MM. Mahdi Abdallah [2 juin 1959], Lucien Grand [2 juillet 1959], Max Monichon [25 juillet 1959]. — Décès de M. Philippe de Raincourt [2 juillet 1959]. — Cessation de mandat de M. Joseph Perrin [15 juillet 1959]. — Nomination de M. Achour Youssef [2 juillet 1959]. — Nominations de MM. Léopold Morel, Sadi Abdelkrim [2 juillet 1959].

(1) M. Max Monichon jusqu'au 25 juillet 1959.

**Commission spéciale chargée d'apurer
les comptes du Conseil de la République pour 1957.**

Président : M. Raymond Bonnefous.

Secrétaire-Rapporteur : M. Yves Estève.

MM. Georges Boulanger, Paul Chevallier, Antoine Courrière, Claudius Delorme, Roger Lachèvre, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly.

**Commission spéciale chargée d'examiner
le projet de loi relatif à la promotion sociale.**

Président : M. Henri Longchambon.

Vice-président : M. Georges Lamousse.

Secrétaire : M. François Levacher.

Rapporteur : M. Roger Menu.

MM. Abel-Durand, Gustave Alric, Jacques Baumel, Beloucif Amar, Paul Driant, Adolphe Dutoit, Victor Golvan, Lucien Grand, Louis Gros, Georges Guénil, Michel Kistler, Roger Lagrange, Jacques de Maupeou, Claude Mont, Gaston Pams, François Schleiter, Abel Sempé, Robert Soudant, Jacques Soufflet, Paul Symphor.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Représentation du Sénat.

COMMISSION CENTRALE DE CLASSEMENT DES DEBITS DE TABAC. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret du 31 décembre 1957) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des finances. — *Est nommé membre* : M. Bernard CHOCHOY [17 juin 1959] (p. 263).

COMMISSION CONSULTATIVE DES ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Sont nommés membres* : MM. Victor GOLVAN et Michel KAUFFMANN [20 juillet 1959] (p. 522).

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application de la loi n° 48-103 du 13 janvier 1948) [12 mai 1959] (p. 132). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — *Est nommé membre* : M. Alex ROUBERT [27 mai 1959] (p. 137).

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES. — Lettre par laquelle M. le Ministre délégué auprès du Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application de la loi du 10 janvier 1959 et du décret n° 59-453 du 21 mars 1959) [12 mai 1959] (p. 132) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan et à la commission des affaires sociales. — *Sont nommés membres* : MM. ABEL-DURAND et Amédée BOUQUEREL [23 juin 1959] (p. 295).

COMMISSION NATIONALE DES MAISONS FAMILIALES DE VACANCES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application de l'arrêté du 26 février 1954) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommé membre* : M. Marcel LAMBERT [21 juillet 1959] (p. 572).

COMMISSION PLENIERE DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret n° 59-348 du 12 mars 1959) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan et à la commission des finances. — *Sont nommés membres* : MM. Pierre-René MATHEY, Paul DRIANT et Charles NAVEAU [7 juillet 1959] (p. 426).

COMMISSION SPECIALE DE CLASSEMENT AUX EMPLOIS RESERVES DE MEDECINS, PHARMACIENS, CHIRURGIENS, DENTISTES OU VETERINAIRES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application de l'article L. 446 du Code des pensions militaires d'invalidité) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommé membre* : M. Louis ROY [20 juillet 1959] (p. 522).

COMMISSION SUPERIEURE CHARGEE D'ETUDIER LA CODIFICATION ET LA SIMPLIFICATION DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret n° 48-800 du 10 mai 1948 modifié par le

décret du 11 mai 1954) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission de législation et d'administration. — *Sont nommés membres* : MM. André FOSSER et Jean GEOFFROY [23 juin 1959] (p. 295).

COMMISSION SUPERIEURE DE CLASSEMENT DES RECEVEURS-BURALISTES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret du 31 décembre 1947) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des finances. — *Est nommé membre* : M. Fernand AUERGER [17 juin 1959] (p. 263).

COMMISSION DE GESTION DU FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application de la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Est nommé membre* : M. Amédée BOUQUEREL [30 juin 1959] (p. 362).

COMMISSION SUPERIEURE DES ALLOCATIONS FAMILIALES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application des décrets du 10 décembre 1956 et du 8 juin 1946) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommé membre* : M. Roger MENU [25 juin 1959] (p. 325).

COMMISSION SUPERIEURE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret modifié du 18 août 1938) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Sont nommés membres* : MM. Raymond de WAZIERES et Martial BROUSSE [20 juillet 1959] (p. 522).

COMMISSION SUPERIEURE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret n° 47-1593 du 23 août 1947) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — *Est nommé membre* : M. Jean de BAGNEUX [21 juillet 1959] (p. 572).

COMMISSION SUPERIEURE DU CREDIT MARITIME MUTUEL. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application de la loi du 4 décembre 1913 modifiée) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Sont nommés membres* : MM. Michel de PONTBRIAND, Joseph YVON et Gaston PAMS [30 juin 1959] (p. 362).

COMITE DE CONTROLE DU FONDS DE SOUTIEN AUX HYDRO-CARBURES OU ASSIMILES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application de la loi n° 51-1508 du 31 décembre 1951) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Est nommé membre* : M. Pierre de VILLOUTREYS [30 juin 1959] (p. 362).

COMITE DE CONTROLE DU FONDS FORESTIER NATIONAL. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres (un titulaire et un suppléant) en vue de le représenter au sein de ce comité (application de la loi du 8 août 1947) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des finances. — *Sont nommés membres* : MM. Geoffroy de MONTALEMBERT (titulaire) et Paul DRIANT (suppléant) [17 juin 1959] (p. 263).

COMITE DE COORDINATION DES ENQUETES STATISTIQUES. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 et décret n° 52-1059 du 15 septembre 1952 [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Est nommé membre* : M. Jacques GADOIN [7 juillet 1959] (p. 427).

COMITE D'EXAMEN DES COMPTES DES TRAVAUX DE LA MARINE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application du décret du 20 juillet 1932 modifié les 8 juin 1939, 25 août 1947 et 19 mai 1959) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des finances. — *Est nommé membre* : M. Antoine COURRIÈRE [23 juin 1959] (p. 294).

COMITE NATIONAL DE PROPAGANDE EN FAVEUR DU VIN. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application du décret n° 48-136 du 23 janvier 1948 modifié par le décret du 22 mai 1957) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Est nommé membre* : M. Jules PINSARD [25 juin 1959] (p. 325).

COMITE SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT MARITIME. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application de l'arrêté du 5 mars 1954 modifié les 17 mai 1954 et 4 juillet 1955) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — *Est nommé membre* : M. Vincent DELPUECH [21 juillet 1959] (p. 572).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE AUTONOME DE LA RECONSTRUCTION. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948) [9 juin 1959] (p. 194). Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan et à la commission des finances. — *Sont nommés membres* : MM. Auguste-François BILLIEMAZ, Maurice COUTROT et Jean-Eric BOUSCH [7 juillet 1959] (p. 426).

CONSEIL NATIONAL DES SERVICES PUBLICS DEPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de quatre de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application de l'ordonnance du 24 février 1945) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission de législation et d'administration. — *Sont nommés membres* : MM. Max MONICHON, Raymond BRUN, Gabriel MONTPIED et Modeste ZUSSY [23 juin 1959] (p. 295).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application de l'article D. 238 du

code de procédure pénale) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission de législation et d'administration. — *Sont nommés* : MM. René SCHWARTZ et Jean-Paul de ROCCA-SERRA [17 juin 1959] (p. 263).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MUTUALITE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application de l'article 53 du code de la mutualité) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommé membre* : M. André MÉRIC [25 juin 1959] (p. 325).

CONSEIL SUPERIEUR DE LA SECURITE SOCIALE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application des décrets des 10 décembre 1956 et 8 juin 1946) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommé membre* : M. ABEL-DURAND [25 juin 1959] (p. 325).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application du décret n° 53-953 du 30 septembre 1953) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Renvoi à la commission des affaires sociales [16 juin 1959] (p. 219). — *Sont nommés membres* : MM. Joseph YVON et Clément BALESTRA [30 juin 1959] (p. 362).

CONSEIL SUPERIEUR DES HABITATIONS A LOYER MODERE. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application du décret n° 52-176 du 18 juin 1952) [9 juin 1959] (p. 194). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Sont nommés membres* : MM. Gabriel TELLIER, Paul MISTRAL et Auguste PINTON [7 juillet 1959] (p. 427).

CONSEIL SUPERIEUR DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application du décret n° 51-243 du 28 février 1951 modifié par le décret n° 56-946 du 17 septembre 1956) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommé membre* : M. Jean-Louis FOURNIER [21 juillet 1959] (p. 572).

CONSEIL SUPERIEUR DU SERVICE SOCIAL. — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application du décret n° 50-415 du 4 avril 1950 modifié par le décret n° 57-1131 du 4 octobre 1957) [9 juin 1959] (p. 195). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — *Est nommée membre* : Mme Marie-Hélène CARDOT [20 juillet 1959] (p. 522).

MINISTÈRE EN FONCTION

au cours de la session ordinaire de 1959.

Cabinet Michel DEBRE

(8 janvier 1959 — .)

Complété les 20 janvier, 28 mai, 24 juillet et 24 août 1959.

	MM.
1. Premier Ministre	Michel DEBRÉ.
I. } <i>Secrétaires d'Etat</i>	Mlle Nafissa SID CARA.
II. }	Louis JOXE. (24 juillet 1959.)
2. Ministre délégué auprès du Premier Ministre	Jacques SOUSTELLE.
3. } Ministres d'Etat	Louis JACQUINOT.
4. }	Robert LECOURT.
5. Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles	André MALRAUX. (22 juillet 1959.)
6. Justice	Edmond MICHELET.
7. Affaires étrangères	Maurice COUVE DE MURVILLE.
8. Intérieur	Pierre CHATENET. (28 mai 1959.)
III. <i>Secrétaire d'Etat</i>	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.
9. Armées	Pierre GUILLAUMAT.
10. Finances et Affaires économiques	Antoine PINAY.
IV. <i>Secrétaire d'Etat (Finances)</i>	Valéry GISCARD D'ESTAING.
V. <i>Secrétaire d'Etat (Affaires économiques)</i>	Max FLÉCHET.
11. Education nationale	André BOULLOCHE.

	MM.
12. Travaux publics et Transports	Robert BURON.
13. Industrie et Commerce	Jean-Marcel JEANNENEY.
VI. <i>Secrétaire d'Etat</i>	Joseph FONTANET.
14. Agriculture	Henri ROCHEREAU. (28 mai 1959.)
15. Travail	Paul BACON.
16. Santé publique et Population	Bernard CHENOT.
17. Construction	Pierre SUDREAU.
18. Anciens Combattants	Raymond TRIBOULET.
19. Postes et Télécommunications	Bernard CORNUT-GENTILLE. (24 août 1959.)
20. Information	Roger FREY.

**

Félix HOUPHOUËT-BOIGNY,
Premier Ministre du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Philibert TSIRANANA,
Président de la République malgache.

Gabriel LISETTE,
Vice - Premier Ministre du Gouvernement de la République du Tchad.

Léopold-Sedar SENGHOR,
Président de l'Assemblée du Mali.

Ministres Conseillers.....
(23 juillet 1959.)